

cna h e s

Guide des sources

Histoire professionnelle et associative de l'éducation spécialisée et de l'action sociale



Volume 2

Témoignages d'acteurs

Au 16 mars 2021

cna h e s – 63, rue de Croulebarbe, 75013 PARIS – 07 86 48 57 24
info@cna h e s .org – www.cna h e s .org

Sommaire

Sommaire	2
Introduction du volume 2	4
Signalétique du volume 2.....	6
Première partie : Les collectes territoriales	7
Auvergne Rhône-Alpes	7
Bourgogne-Franche-Comté	23
Bretagne.....	25
Centre Val-de-Loire	31
Grand-Est.....	33
Hauts-de-France	36
Ile-de-France.....	40
Normandie.....	47
Occitanie	48
Pays-de-La-Loire.....	50
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	51
Deuxième partie : Les collectes nationales	65
Deux campagnes collectives fondatrices.....	65
Les collectes de chercheurs	81
Les collectes d'associations d'histoire	102
Les collectes d'associations représentatives des professions et formations sociales	114
Les collectes de vidéastes.....	116
Troisième partie : Autobiographies, récits de vie et d'expériences	122
Assistant-e-s de service social	122
Éducateur-trice-s spécialisé-e-s	127
Educateur-trice-s de justice	136
Infirmier-ère-s.....	139
Instituteur-trice-s, éducateur-trice-s scolaires	140
Journalistes, chroniqueurs-euses	143
Magistrat-e-s de la jeunesse.....	145
Militant-e-s du secteur du handicap.....	146
Mineur-e-s de l'Aide sociale à l'enfance	148

Illustrations de la page précédente (de gauche à droite) : Mlle Castex, assistante sociale de l'Association Olga Spitzer (sans date), Jacques Mazé, éducateur spécialisé (Journée de Bordeaux, 1993), Marie-Blanche David (témoignage pour le documentaire de Pierrick Guinard : Enfants de justice, rééducation en Bretagne dans les années 1940, 13 Productions, 2000, 52').

Mineur-e-s en hôpital psychiatrique	150
Mineur-e-s en justice	151
Psychiatres.....	159
Psychologues	160
Index des personnes témoins.....	161
Table des matières.....	165

Introduction du volume 2

« Nous sommes des militants de l'histoire vivante, et nous souhaitons, à chaque fois que c'est possible, croiser nos hypothèses construites à partir de l'écrit avec les mémoires portées par les acteurs. »

Françoise Tétard (1998)

« *Histoire orale* », « *archives orales* », « *sources orales* », « *témoignages oraux* », « *entretiens de recherche* », « *corpus oraux* », « *mémoire orale* » ou encore « *patrimoine oral* » ... C'est à un véritable foisonnement qu'a donné lieu la terminologie des produits du recueil de la mémoire à compter des années 1970. Il illustre le chemin parcouru, fait d'hésitations et de débats mettant aux prises différents spécialistes (les historiens et les autres chercheurs des sciences sociales, les archivistes et les autres professionnels de la culture) pour définir le statut de cette source d'un genre nouveau. Pour les archivistes, l'affaire est simple : sa place est dans la série générique AV, celle des « documents sonores et audiovisuels » (en particulier dans les archives départementales), où elle voisine avec des documents de toute autre nature qui ont seulement en commun le type de support : les archives radiophoniques et télévisuelles, les films versés par des organismes...². Aussi, dans un premier mouvement, nous avons conçu le projet de réaliser le guide de ces sources sonores et audiovisuelles où le témoignage aurait simplement la part belle dans le prolongement d'un guide des fonds d'archives « papier ».

A l'épreuve de la recherche des sources, nous avons dû nous rendre à l'évidence : le recueil de témoignages dans notre secteur est loin d'avoir été homogène, il n'a pas été une enquête systématique produisant des matériaux sonores et audiovisuels uniformes. Encore fallait-il d'ailleurs que de tels matériaux existent... Au cours des années 1970 et 1980, il n'est pas rare que des témoins refusent l'enregistrement de leur récit. Celui-ci nous est généralement parvenu sous forme écrite, soit rédigé par le témoin, soit pris en note par l'enquêteur. L'enregistrement sonore a aussi toujours été étranger à la pratique d'une historienne comme Françoise Tétard (1953-2010), une pionnière pourtant de l'histoire des politiques de jeunesse dont la fréquentation de « témoins » a été des plus assidues. Son art de la prise de notes, claire et précise, parfois exercé de façon impromptue sur une nappe en papier après un repas, suppléait pour elle au défaut d'appareillage technique.

Lorsque par bonheur il existait, l'enregistrement sur cassette n'en a pas moins aussi subi quelques vicissitudes. A l'issue d'une transcription la plus rigoureusement fidèle, véritable matériau de travail généralement attentif aux plus petites hésitations, interruptions, manifestations d'émotion, hausses ou baisses de ton..., le support initial a souvent été mis de côté dans des conditions de conservation plus ou moins adaptées ou bien détruit. Ajoutons à cela une évidence : dans la pratique de nombreux chercheurs, l'enregistrement du récit d'un témoin ne saurait être une fin en soi. Il est un matériau de travail personnel, recueilli à un moment donné et suivant une grille de questions élaborée à un stade particulier de la recherche dont l'usage hors de ce cadre est jugé, parfois, d'un bien médiocre intérêt. Dans de très nombreux cas, les « témoignages oraux » originaux n'ont pas été collectés dans un but de transmission ou de conservation à long terme.

Le temps passant, ces témoignages nativement « oraux » ont acquis davantage de prix à nos yeux. Les archives de l'INA nous ont familiarisé-e-s avec l'image et la voix de nombreux témoins du passé. Les extraits de témoignages diffusés lors de films documentaires ou de journaux télévisés, de journées d'études ou d'expositions, jusque sur Internet et ses réseaux sociaux rencontrent un franc succès. Pour autant, il nous faut bien aujourd'hui tenir compte de la diversité du matériau disponible et rendre compte de la variété des expressions du témoignage d'acteurs. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu consacrer ce volume à celui-ci, quels qu'en soient le support (écrit, sonore, audiovisuel) et les intentions, dès lors qu'il entre dans la démarche d'un récit de vie ou d'expérience, sollicité par un enquêteur ou non.

Pour présenter ce matériau, nous aurions pu nous en tenir à un plan respectant strictement l'ordre alphabétique des témoins. Mais nous y aurions perdu une information précieuse sur les

² Pour autant, les mêmes archivistes dénie à cette source le caractère d'« archives » : un témoignage délivré longtemps après les faits n'est pas à proprement parler un document « *produit ou reçu par toute personne physique ou morale, et par tout service ou organisme public ou privé, dans l'exercice de leur activité* » selon la définition consacrée (extrait de la définition des archives figurant dans le *Code du patrimoine*, art. L211-1).

différents contextes de production de ces témoignages, les finalités poursuivies et les moyens mis en œuvre. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé ces témoignages par projet collectif de collecte, par organisme de collecte ou par enquêteur.

En arrière-plan, se dessinent souvent des histoires de rencontres entre chercheurs et acteurs témoins. Cela a été particulièrement le cas dans les quelques grandes campagnes qui jalonnent notre recensement : celle sur l'histoire du service social et celle sur l'histoire de l'Éducation surveillée au tournant des années 1980.

Plus tard, c'est aussi le cas du CNAHES qui a lui-même basé dès ses débuts sa dynamique associative sur ce dialogue. Les statuts déposés le 11 juillet 1994 comportent dès l'origine l'objectif de recueil de témoignages des premiers acteurs, à côté de la collecte d'archives et des actions rencontres, de valorisation et de transmission. Paradoxalement, ce chantier tarde à être mis en œuvre collectivement : il faut attendre les années 2010 pour que plusieurs délégations régionales se lancent elles-mêmes dans des campagnes de recueil de témoignages à l'aide de méthodes de travail élaborées en commun. Entre-temps, Le témoignage oral des acteurs est plutôt sollicité au cours des journées d'études régionales et nationales qui sont organisées annuellement. Certains de « anciens » ont trouvé également à témoigner dans des actions dites de « transmission » par des interventions dans les écoles de travailleurs sociaux. D'autres aussi ont opté pour l'écriture de leur propre histoire. D'autres enfin, nombreux, ont pressé les historiens de recueillir rapidement leur témoignage... Dans un court article intitulé « *Dépêchez-vous !* », Françoise Tétard exprime la difficulté de l'entreprise historique en prise avec les « témoins en chair et en os » : « *Cette course à l'urgence, pourquoi ? Les historiens comme fossoyeurs de la mémoire ? Faut-il attendre de mourir pour témoigner ? Le témoin est incontournable pourtant, et c'est ce qui donne la vie à nos sujets. L'histoire à temps, avec le temps* ».

Nous avons tenté de tenir compte ici de toutes ces expressions du témoignage, en distinguant d'abord le témoignage sollicité (1^e et 2^e parties) du témoignage libre (3^e partie), auquel nous redonnons ici sa place. Parmi les récits sollicités, certains l'ont été de façon plutôt directive, selon une grille de recherche orientée et circonstancielle, d'autres plutôt dans une démarche documentaire, dans l'objectif de constituer une source pour les chercheurs du futur. Du côté du récit libre, nous verrons que la diversité de contenu et de style est aussi de mise : entre le récit méthodique des faits, la fresque littéraire, le témoignage plus ou moins prétexte à dégager des leçons professionnelles, celui qui se centre sur la vie des autres à aider en laissant le narrateur dans l'ombre, celui qui est malmené par le désir de changer les détails de son histoire, celui qui affleure dans ce qui se veut un roman réaliste ou sociologique et ... d'autres objets que leurs auteurs se plaisent à dire inclassables.

Ce dernier recensement vise ici *tous* les acteurs de l'éducation spécialisée et de l'action sociale. Alors que, classiquement, une distinction s'était établie entre les acteurs de l'action sociale - services, établissements, professionnels - et les *usagers* - bénéficiaires, destinataires des interventions - les témoignages sont indistinctement présentés ici comme "témoignages d'acteurs". D'une part parce que depuis longtemps se sont créées des associations directes d'usagers (toxicomanies, santé mentale, handicaps divers) ; d'autre part parce que l'expression et l'action directe des intéressés sont aujourd'hui non seulement reconnus mais favorisés par un courant de rénovation de la démocratie participative, contexte dans lequel la demande "*merci de ne plus nous appeler usagers*"³ tend à substituer à ce terme les expressions de "personnes concernées", "personnes accompagnées" etc.

Ce Guide est appelé à s'enrichir au fur et à mesure des découvertes d'anciens témoignages, des signalements des lecteurs, des contacts avec les enquêteurs, des nouvelles parutions de récits... Il ne recense que les témoignages reconnus comme accessibles aux chercheurs ou destinés à l'être, suivant ou non certaines conditions.

³ *Refonder le rapport aux personnes* : « *Merci de ne plus nous appeler usagers* », rapport du CSTS, 2015.

Signalétique du volume 2

Les collectes de témoignages, qu'elles soient collectives, réalisées par un organisme ou une personne physique, sont identifiées par un cadre sur fond bleu.

Exemple 1 : la collecte de la délégation CNAHES Auvergne-Rhône-Alpes

Délégation CNAHES Auvergne-Rhône-Alpes

Exemple 2 : la collecte de Bernard Montclair

Bernard Montclair

Les témoins enquêtés sont signalés par une puce colorée.

Exemple :

 **Paul Lebreton (1926-2014)**

Première partie :

Les collectes territoriales

Auvergne Rhône-Alpes

Délégation CNAHES Auvergne Rhône-Alpes

Vingt témoignages de parcours professionnels ont été réalisés par la Région AURA du CNAHES depuis 2011. On y entend s'exprimer treize hommes et sept femmes nés entre 1922 et 1952. Ce sont essentiellement des éducateurs devenus chefs de service ou directeurs, mais aussi un magistrat, des universitaires, fondateurs et/ou responsables de grandes institutions, d'associations. Ils ont été choisis en fonction du réseau de connaissance de chacun. Chaque témoin a été écouté par deux membres de la délégation CNAHES Auvergne Rhône Alpes, un ancien professionnel auquel s'est adjoint dans la plupart des cas une historienne, ayant tous bénéficié de la formation dispensée par Florence Descamps, lors d'une session organisée à Paris par le CNAHES. Il s'agit d'entretiens semi-directifs, ayant été enregistrés au magnétophone et, depuis 2017, filmés. Chaque informateur, pressenti par téléphone, reçoit une grille d'entretien, adaptée à sa carrière propre, d'après le modèle diffusé par le CNAHES. Il s'agit de lui fournir un canevas chronologique, pour faciliter son travail de mémoire. La procédure suivie est la suivante ; le témoin potentiel est d'abord contacté par téléphone, puis par courrier demandant son accord, ensuite un rendez-vous est pris. Le témoin remplit et signe une autorisation d'exploitation de son témoignage. Les enquêteurs rédigent une fiche de déroulement de l'entretien et du parcours professionnel du témoin. Une grille du déroulement chronologique de la carrière ainsi qu'une synthèse sont réalisées à l'issue de l'entretien par les deux enquêteurs. Ici la synthèse est la notice accompagnant chaque enregistrement. Les témoins peuvent, à leur demande, réécouter leur entretien, il n'est néanmoins pas modifiable.

Jacques Berthier

Directeur de l'IMP "La Rose des Vents", Saint Galmier (Loire)

Notice biographique

Jacques Berthier, est né en 1928 au Creusot. Sa scolarité est troublée par la Guerre et par un grave accident. Jeune adulte il souhaite prolonger son expérience de moniteur de colonie de vacances et se lance dans l'éducation spécialisée. Il est sensible au discours des lendemains de la Guerre, hostile à la violence des institutions pour jeunes délinquants. Il obtient son diplôme

d'éducateur à l'école de la Sauvegarde régionale, à Lyon, en 1952. Après plusieurs stages ou emplois (l'Arc-en-ciel de Trévoux, le Foyer de la Sauvegarde de Villefranche, etc.) il devient, en 1954, directeur de la Rose des Vents de Saint-Etienne qu'il installe peu après dans le château de La Doue, à Saint-Galmier. Il y reste près de quarante ans jusqu'à sa retraite en 1993. Il appartient pleinement à cette génération des premiers directeurs, maîtres chez eux, qui ont construit un secteur, ont su négocier avec les conseils d'administration et les autorités publiques. Jacques Berthier a également été président de la Sauvegarde de la Loire.

Selon ses termes, il a réfléchi à « l'équilibre psychologie/morale », poussé à la formation intellectuelle et lutté contre le mauvais « bon sens ». Il s'est « un peu inspiré » de Makarenko. Il s'est fait surtout le grand défenseur de la formation professionnelle et de la construction par les jeunes eux-mêmes d'une bonne partie de l'établissement. Nous « étions une entreprise », conclut-il. A l'IMPro, « nous avons deux pédagogies : la pédagogie d'institution, tolérante, adaptée à l'enfant, et une pédagogie d'entreprise qui a un but, la production, à laquelle on doit s'adapter ».

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2012 03

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Pierre Anglaret

Date d'enregistrement : 29/05/2012

Durée de l'enregistrement : 246 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Joël Cadière

Notice biographique :

Joël Cadière est né à Nîmes dans une famille très modeste. Il quitte le lycée en seconde car une formation de moniteur-éducateur s'ouvre à Nîmes et qu'il sait déjà vouloir et même *devoir* « faire éducateur spécialisé ». Par la suite il rejoint la formation d'Éducateur Spécialisé à Montpellier, IPPMS, dit « l'Institut Lafon ». Avec les deux diplômes en poche en 1973 il s'intéresse assez vite à la formule tout juste réglementée de la Prévention Spécialisée et, avec un collègue de promotion, il monte la première équipe languedocienne dans un quartier populaire de Nîmes. C'est un intérêt fort pour la recherche en sciences sociales et en travail social qui le conduit à chercher la formation continue et le centre de formation qui y correspond le mieux. Il s'oriente vers le Collège Coopératif Rhône Alpes à Lyon. D'abord étudiant (DHEPS et DSTS obtenus en 1984), il est successivement formateur, responsable de formations et d'études de terrain, puis directeur de 2002 à 2010, âge de sa retraite. En complète connivence avec cette structure associative, ses fondements et valeurs, Joël Cadière contribue à promouvoir la recherche au sein de la formation des cadres de travail social. Ceci à travers des activités pédagogiques lyonnaises mais aussi grâce à sa participation à divers comités de liaison nationaux et instances consultatives successives organisées par les pouvoirs publics des affaires sociales. Des formations et réalisations mises en œuvre au Collège à Lyon font figure d'anticipation et même de modélisation à des dispositifs généralisés ensuite par l'État (sur le CAFERUIS, les Pôles ressources et Plateformes recherche en travail Social). Joël Cadière est donc considéré sur le plan national comme un des militant majeur pour l'assise et le développement de la recherche en travail social. Il reste animé depuis ses débuts de convictions profondes, raisonnées et soumises à l'évaluation permanente sur la recherche comme processus

de transformation de soi-même et en même temps des pratiques sociales, tout en articulant cela à la valeur de promotion sociale qui est un des énoncés socle du Collège. [Pour aller plus loin voir : Joël Cadière, *L'apprentissage de la recherche en travail social*, préface de Brigitte Bouquet, Presses de l'EHESP, 2013, 135 p.]

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2017 01

Enquêteurs : Hélène Borie, Ambroise Charleroy, Morgane Leblond

Edition finale : Pierre Merle

Date d'enregistrement : 19/01/2017

Durée de l'enregistrement : 173'

Support de conservation : vidéo numérique (MP4)

Jo Marie Collard

Notice biographique

Jo Marie Collard naît en 1952, son enfance est marquée par des relations familiales complexes et son parcours scolaire chaotique le conduit à l'Arc-en-ciel de Trévoux. Il obtient son BEPC en 1968. Il n'obtient pas son bac et s'engage dans les parachutistes. En 1977 il sort diplômé de l'IFES de Lyon, il désire travailler avec des handicapés sociaux. Sa carrière commence au Prado de Saint-Romain mais il n'y apprécie pas son travail. En 1978 il devient éducateur à l'Hôtel social familial de Lyon qui accueille des jeunes mères victimes de violences. Déçu que ces femmes ne soient pas assez guidées vers une autonomie il quitte l'établissement. De 1980 à 1985 il est directeur de l'Amicale du Nid de Lyon pour l'insertion professionnelle de prostituées. Il lui est alors proposé un poste de cadre dans un établissement en voie de création, embauché comme chef de service il fait office de directeur. Il ouvre un atelier, crée un centre de formation puis fonde une association, ADN-Services, recevant des hommes venant de la prostitution, travestis ou homosexuels, ayant un projet transgenre. Il obtient son diplôme de directeur CAFDES. En 1995 il quitte le Nid à la suite de divergences de vues. De 1995 à 2000 il mène l'ULAAT (Union Lyonnaise Associative d'Aide par le Travail) et le centre social Gérard Philipe, à Bron, à la liquidation judiciaire. De 2002 à 2013 il est président du CSST Rimbaud (centre de soins spécialisé pour toxicomane) à Saint-Étienne, il multiplie des antennes et établissements dans la Loire. Du point de vue de l'engagement associatif il est entre 2000 et 2002 président de l'ONG ADEL. Il prend sa retraite en 2013 et devient administrateur à l'association Oppelia œuvrant dans les domaines de la prévention et du soin en addictologie.

Présentation du témoignage

S'inspirant d'un dessin humoristique paru dans *Lien social*, Jo-Marie Collard, né en 1952, résume d'emblée sa vie et sa carrière en trois épisodes : délinquant, éducateur et directeur. Il reconnaît dans son témoignage que les petites associations gestionnaires d'aujourd'hui ne correspondent plus aux nécessités actuelles. Rétrospectivement il ajoute qu'il a été heureux dans ses postes de directeur et qu'il a toujours trouvé dans son métier du sens à ses actions.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2018 02

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Bernard Varinard, Ambroise Charleroy

Date d'enregistrement : 10/12/2018

Durée de l'enregistrement : 129 minutes

Support de conservation : vidéo numérique (MP4)

Gilbert Delapierre

Directeur du Service de prévention spécialisé de l'ADSEA du Rhône

Notice biographique

Gilbert Delapierre est né en 1930. Dans sa jeunesse il étudie la philosophie. Il devient instituteur, puis de 1955 à 1962 ouvrier spécialisé dans une entreprise de métallurgie. Il reçoit le diplôme d'éducateur spécialisé en 1964. Il crée l'une des deux premières expériences de travail de rue dans la région lyonnaise, à Villeurbanne, pour répondre au phénomène des blousons noirs. De 1967 à 1974 il est directeur du service de prévention spécialisé de l'association Sauvegarde de l'Enfance du Calvados et professeur de psychopédagogie à l'école d'éducateur d'Hérouville. De retour dans le Rhône en 1975 il devient directeur du service de prévention spécialisée de la SLEA, il occupe ce poste jusqu'à son départ en retraite en 1992. Il est chargé de mission par le ministère des Affaires Sociales pour apporter son appui au DDASS dans le domaine de socialisation de l'enfant afin de favoriser la restauration d'un dialogue entre les jeunes marginalisés et leurs parents. Il est connu dans le secteur de la prévention spécialisée pour certains de ses écrits.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2012 01

Enquêteurs : Pierre Anglaret, Maurice Flachon

Date d'enregistrement : 16/03/2012

Durée de l'enregistrement : 110 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Bernard Dorel

Notice biographique

De formation juridique, Bernard Dorel a fait toute sa carrière de directeur dans les plus grandes institutions sociales de la région lyonnaise. Spécialisé dans le droit du travail, il a été successivement assistant à la Faculté de droit de Lyon, détaché auprès du Centre de droit du travail, directeur de l'Ecole d'éducateurs du Griffon, à Lyon, de 1970 à 1977, directeur de la SLEA (Société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence), de 1977 à 1985, puis de la SEPR (Société d'enseignement professionnel du Rhône), jusqu'en 1997. Il était très proche de l'avocat Yves Berger, dont il a été le secrétaire lorsque celui-ci est devenu bâtonnier en 1985 (et de maître Paul Bouchet) qui présidait les mêmes institutions. Il insiste sur la force d'un tandem uni : président/directeur. Il a été scout. Il insiste sur son besoin de mêler réflexion et action pratique. Il a été très longtemps administrateur des MAJO et des Foyers de jeunes travailleurs (aujourd'hui Habitat jeunes). A sa

retraite en 1997, il accepte le poste de directeur du Comité Commun jusqu'en 2006 et de Santé-bien-être et il est encore actuellement administrateur de beaucoup d'associations (Ecole du Sud-est, Fédération des sociétés de production, etc.). Il a été en contact avec la plupart des hauts responsables de la région, associatifs ou fonctionnaires (DAS, préfet).

Présentation du témoignage

Son témoignage permet de pénétrer dans le fonctionnement des institutions où il a travaillé en prenant du recul, de découvrir leurs problèmes humains, et de comprendre les politiques sociales qu'il a contribué à mettre en place.

Lieu de conservation : CNAHES AURA

Cote CNAHES : AURA 2013 01

Enquêteurs : Raymond Laporte, Dominique Dessertine

Date d'enregistrement : 26/06/2013

Durée de l'enregistrement : 144 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Jean-Marie Fayol-Noireterre

Notice biographique

M. Fayol-Noireterre est né en 1940. Il suit des études de droit à Clermont-Ferrand et à Lyon, parallèlement il fréquente des associations jésuites impliquées dans l'action sociale (Majo, Maison des jeunes ouvriers, Amis des jeudi-dimanche). Il fait la rencontre des avocats Yves Berger et Paul Bouchet et découvre, lui issu « d'un milieu bourgeois assez aisé », le monde de « la pauvreté et des difficultés psychiques ». Il entre à l'École de la Magistrature puis accepte un poste au Puy-en-Velay. De 1971 à 1988 il est juge des enfants, puis premier juge des enfants à Saint-Étienne.

Présentation du témoignage

Il faut considérer que ce témoignage est assez exceptionnel dans la collecte des mémoires que le CNAHES a sollicitées, puisqu'il concerne un magistrat juge des enfants. Entre 1970 et 1972 il suit une formation à Vaucresson destinées aux juges des enfants parmi des éducateurs, cette situation demeure exceptionnelle dans le monde de la magistrature et lui permet ultérieurement de participer à la formation des juges des enfants. Durant son entretien M. Fayol-Noireterre présente le contexte particulier du département de la Loire ; les liens y sont forts entre les juges membres du syndicat de la magistrature, l'éducation surveillée n'est représentée que par un seul établissement, Saint-Jodard, qui ne dispose pas de service en milieu ouvert. Il insiste sur les relations des juges de enfants avec la Sauvegarde et sur les rencontres régulières avec les équipes de travailleurs sociaux. Il résume brièvement la crise des Petites Roches en 1976, centre pour adolescent délinquants, et son rôle à ce moment-là. Il présente la population des enfants, avec 75% des cas relevant de l'Assistance éducative et 25% de la délinquance. Il donne des descriptions prises des audiences de cabinet pour les « admonestations ». Il évoque les liens avec les services de santé mentale. Il crée le Service éducatif auprès du tribunal et se réjouit d'avoir été à l'origine de la modification de l'article 12 de l'ordonnance de 1945. Il donne également son opinion sur les évolutions plus récentes de la

justice des mineurs (CER ou CEF, tribunal correctionnel des mineurs). L'entretien s'achève par quelques mots sur ses engagements actuelles (Ligue des Droits de l'Homme, création du groupe « Prisons Saint-Étienne »), ses interventions audiovisuelles notamment dans le documentaire *L'Appel aux Assises*, et sur ses réflexions sur la contrainte pénale et les questions actuelles de radicalisation, déradicalisation et état d'urgence.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2016 02

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Maurice Flachon

Date d'enregistrement : 02/03/2016

Durée de l'enregistrement : 177 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

André Ferrer

Directeur de la MECS Balmont Famille à Lyon

Notice biographique

André Ferrer est né en 1930 en Algérie. Ses parents désirent œuvrer au sein de l'Armée du Salut. À l'âge de 10 ans sa famille s'installe dans le domaine de Morfondé.

Dès le début de l'entretien, M. André Ferrer manifeste une forte attente d'aide et de soutien du CNAHES pour la conservation des archives de la première institution dans laquelle il a travaillé. Il les a sauvegardées. Il est désireux également qu'un travail d'historien soit rédigé sur ce Centre d'apprentissage agricole, horticole et artisanal de Morfondé (Villeparisis, Seine-et-Marne), de l'Armée du Salut, où il a vécu de 1940 à 1969, comme enfant et adolescent d'abord, puis comme éducateur et directeur intérimaire et adjoint. Il évoque ensuite sa carrière avec passion. Son père est jardinier-éducateur, sa mère cuisinière. Tous deux ont travaillé dans un orphelinat protestant en Algérie. Ils créent et dirigent le centre. André Ferrer travaille avec son père comme bénévole. Il obtient un CAP d'instituteur et est chargé du rattrapage des garçons en difficulté scolaire. Il est également éducateur de groupe.

André Ferrer précise le rôle et l'organisation du centre. Il accueille 120 garçons venus pour la plupart des services de l'Assistance publique de l'Yonne. Le centre est au sein d'un domaine de 65 hectares et est reconnu comme station d'essai pour le maïs, l'élevage des porcs... L'originalité du centre est née à l'initiative d'André Ferrer, il a permis aux garçons de construire un « Village de Loisirs » autonome, avec des huttes en rondins et en chaume. Les garçons le gèrent eux-mêmes. Ils créent une imprimerie, élèvent des lapins, des faisans d'ornement, des rats blancs pour le Collège de France etc. André Ferrer déplore la disparition du village après son départ.

Trois ans après le décès de son père il quitte le centre après en avoir été le directeur intérimaire. Il ne désire pas être officier de l'Armée du Salut et n'approuve pas le tournant gestionnaire que prend l'institution. Jacques Ladsous le sollicite pour devenir directeur de l'école des Cemea à Vic-le-Comte, où il reste dix ans. À 41 ans il obtient le Cafdes. Sa dernière expérience professionnelle se fait à la MECS Balmont-Familles. C'est une institution pour filles tenue par des religieuses jusqu'à la fin des années 1960. Il en prend la direction en 1980 et découvre une institution en pleine tourmente marquée par la violence. Il poursuit en même temps des activités de formation en management des organisations sanitaires et sociales. Il anime des groupes d'analyse de la

pratique éducative et de direction dans des établissements de la région lyonnaise. Depuis cet entretien, M. André Ferrer a publié en 2018, à compte d'auteur, *Jeanne, Vincent et André*, qu'il a rédigé à partir du journal de sa mère (1920-1946) et de ses propres souvenirs d'enfance et de jeunesse. Il y a ajouté un DVD de 27 minutes, sur le Village, avec l'aide de Maude Mandart.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2011 02

Enquêtrice : Dominique Dessertine

Date d'enregistrement : 28/06/2011

Durée de l'enregistrement : 117 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Paul Fustier

Notice biographique

Paul Fustier a été Professeur émérite de psychologie de l'Université Lyon 2. C'est une figure connue, et reconnue, dans le secteur de l'éducation spécialisée et des lieux d'accompagnement et de soins dans les secteurs sociaux et éducatifs. Il a pensé une clinique de l'accompagnement du quotidien, et une clinique de l'institution, sa singularité est de les avoir construites à partir de la pratique des acteurs au cours de nombreuses rencontres. De cette confrontation il a élaboré une pensée de la pratique et ses « concepts intermédiaires », développés dans ses ouvrages et dont la pertinence a fait le succès auprès du public concerné.

Présentation du témoignage

Les entretiens se sont déroulés entre la fin de l'année 2014 et le début 2015. Paul Fustier est décédé le 3 mars 2016 à Lyon. Le tutoiement de cet entretien, tient à nos biographies croisées qui ont créées quelques complicités. Paul aimait les longues conversations, « à bâtons rompus », et parlait souvent par anecdotes — qui n'avaient rien d'anecdotique — mais qui, pour lui, sont cette part de réel à partir de laquelle il peut travailler. Cet entretien est publié, aux éditions Erès, sous le titre *Rencontre avec Paul Fustier* dans un ouvrage réalisé conjointement par le CNAHES et des universitaires de Lyon 2.

Lieu de conservation : CNAHES AURA

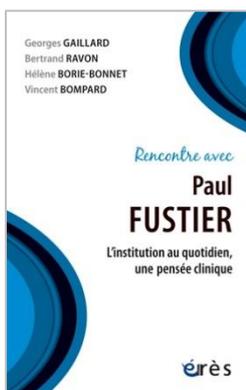
Cote CNAHES : AURA 2014 01, 2015 02

Enquêteurs : Hélène Borie-Bonnet, Ambroise Charleroy

Date d'enregistrement : Du 20/10/2014 au 10/06/2015

Durée de l'enregistrement : 613 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)



Gaillard (Georges), Ravon (Bertrand), Bompard (Vincent), Borie-Bonnet (Hélène), *Rencontre avec Paul Fustier : L'institution au quotidien, une pensée clinique*, Toulouse : Editions Erès, 2020, 224 p.

Marinette Girard

Directrice de l'ANEF à Roanne

Notice biographique

Marinette Girard a 84 ans lors de ces entretiens. Issue d'une famille catholique elle fait ses études dans une maison familiale. À 21 ans, soutenue par les religieuses, elle suit une formation d'infirmière à Lyon qu'elle quitte sans diplôme. En 1955, encore avec l'aide des religieuses, elle devient enseignante à l'Aérium de Rocheclaine à la Valla dans le Gier (42). Elle poursuit sa carrière au pensionnat Sainte Philomène à Montanay (01) durant quatre ans. L'institution reçoit des « cas sociaux » et possède une section spéciale pour les filles adoptées. Marinette Girard y exerce les fonctions d'enseignante et de surveillante pour le cours élémentaire. En 1960 elle travaille au foyer Raoul Follereau à Balmont Lyon-Vaise. C'est un internat de vingt filles. Elle y assure toutes les fonctions éducatives sous l'autorité d'une mère supérieure. Parallèlement, en 1962, elle suit une formation d'éducatrice spécialisée à la faculté catholique de Lyon. A la suite de la fermeture du foyer elle part, à la demande de l'évêque en mission au Tchad où elle exerce la fonction d'infirmière de brousse bénévole durant deux ans. En 1966 elle part pour la Kabylie pendant deux ans sous l'autorité des Sœurs Blanches et dans le cadre des accords d'Evian. Elle y assure des missions d'enseignement et de travail social auprès des populations. De retour en France en 1968 l'ANEF la recrute pour mettre en place une structure d'accueil et de prise en charge des « mères célibataires » à Roanne (42). Marinette Girard crée un hébergement pour les filles orientées par la Sauvegarde et la brigade des mineurs. De 1968 à 1980 elle en assure la direction et développe la structure notamment via l'ouverture d'un club de prévention spécialisée. De 1981 à 1990 elle termine son parcours professionnel par la direction d'un foyer de personnes âgées.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2011 04

Enquêteurs : Maurice Flachon, Bernard Varinard

Dates d'enregistrement : 12/10/2011, 02/11/2011

Durée de l'enregistrement : 232 minutes

Supports de conservation : son numérique (WMA)

Alain Noël Henri

Notice biographique

Alain Noël Henri est né en 1938. Il fait sa khâgne à Lyon puis intègre l'ENS à Paris, il est agrégé de philosophie et psychologue. Il enseigne la psychologie à l'Université de Lyon. En 1969 il co-fonde avec André Vialle le centre de formation Recherches et Promotion (R.P.) « en cours d'emploi » d'éducateurs spécialisés. Il en est le premier directeur. En 1979 il met en place le dispositif « formation à partir de la pratique » pour les universitaires psychologues à l'université Lumière-Lyon II. Il s'agit d'un aboutissement plus tardif dans le champ de la formation universitaire des psychologues « en cours d'emploi » là aussi. Ce dispositif a, par ailleurs, encore un grand succès aujourd'hui.

Ses activités cliniques et de recherche ont accompagné et débordé sa période professionnelle. On peut notamment citer son entretien approfondi par Oguz Omay et Georges Gaillard paru en 2009 aux éditions Erès sous le titre *Rencontres avec Alain Noël Henri. Penser à partir de la pratique*. Outre l'explicitation du « penser- et se former - à partir de la pratique », l'ouvrage comprend la présentation d'une théorie et des concepts proposés par Alain Noël Henri dans une partie intitulée « Contre l'assignation à *mésinscription* ». [Voir aussi « *La formation en psychologie. Filiation bâtarde, transmission troublée* », PUL 2004, coordonné par Patricia Mercader et Alain-Noël Henri.]

Présentation du témoignage

Alain-Noël Henri est interrogé sur les principales étapes de son engagement dans ce qui s'appelle au départ « l'univers de la rééducation », l'éducation spécialisée ensuite. Plusieurs des articles et ouvrages mentionnés dans cet entretien sont présentés en cours ou en fin de film. Mais Alain Noël Henri effectue lui-même un recensement exhaustif de ses écrits et publications très dispersés sur le blog <http://henri.textes.free.fr/anh/> .

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2018 01

Enquêteurs : Hélène Borie, Pierre Merle, Ambroise Charleroy

Date d'enregistrement : 10/03/2018

Durée de l'enregistrement : 3 h 20'

Support de conservation : vidéo numérique

Didier Hubsch

Notice biographique

Didier Hubsch est né à Lyon en 1940. Il retrace son parcours au sein de la Société Lyonnaise pour l'Enfance et l'Adolescence (SLEA) où il entre au conseil d'administration en 1975 et dont il est président de 1984 à 2014.

Après ses études de sciences économiques et de comptabilité il devient coopérant au Mali de 1965 à 1967. Il entre ensuite chez Bio-Mérieux où il exerce tout au long de sa carrière différents postes de directeurs. Ayant été chef scout il découvre par un ami les difficultés au sein du foyer Espoir de garçons de Villeurbanne. Il décrit le réseau de connaissance qui l'amène à la SLEA.

À travers le parcours de Didier Hubsch transparait l'histoire de l'adaptation de la protection de l'enfance à la modernité de la fin du XXème. Selon lui « il y avait encore beaucoup d'amateurisme au milieu des années 1970 ». Il mentionne la modernisation de l'internat professionnel de Sacuny devenant le CEPAJ. Il raconte l'expérience du château de Poët-Celard. Il explique les modifications dans l'implantation des structures à Lyon, la reprise des établissements d'Oroux et de Grigny et l'ajout aux fonctions de la SLEA d'accueil d'enfants relevant de la santé et souffrant de troubles du comportement alors que cette institution ne s'est occupée exclusivement que des mineurs de justice durant près de cent ans. Il raconte l'expérience du CER de Lentilly transféré en 2016 à Saint-Laurent-de-Chamousset et celle du CEF de Saint-Jean-la Bussière. La dernière évolution du SLEA est la politique d'ouverture de crèches mise en place avec son directeur Guy Labopin. Il conclut en mentionnant les appuis financiers extérieurs reçus par le SLEA (caisse d'épargne, conseil général), il précise également que la SLEA bénéficie par son ancienneté d'une trésorerie non négligeable.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2016 01

Enquêtrice : Dominique Dessertine

Date d'enregistrement : 22/01/2016

Durée de l'enregistrement : 335 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Marie-Aline Martin et Jacques Vinas

Educatrice et éducateur ADAPEI, foyer le Grand Large à Décines (Rhône)

Notice biographique

Jacques Vinas a 60 ans au moment de l'entretien, il est éducateur au Grand Large depuis 40 ans. Marie Aline Martin a 57 ans et travaille au Grand Large depuis 1977. Tous deux ont donc fait une longue carrière à l'ADAPEI. À 20 ans Jacques Vinas est employé en maison de délinquants, au Prado. Il part faire son service militaire et à son retour il voit une annonce pour s'occuper de personnes handicapées, il ne pense alors pas y rester longtemps, finalement il y a fait toute sa carrière ! Il fait une formation en cours d'emploi en 1986.

Marie Aline Martin, après avoir obtenu un DEUG bilingue, part deux ans en Allemagne où elle s'occupe d'enfants, elle occupe divers postes en clinique puis fait un camp avec le foyer du Grand Large. À son retour en 1977 elle y est embauchée. Elle n'a alors aucune connaissance du métier. Elle fait par la suite une formation animation DEFA.

Présentation du témoignage

Marie Aline Martin et Jacques Vinas ont tous deux travaillé ensemble en tant qu'éducateurs au Grand Large, ils ont souhaité être interviewés ensemble. Ils parlent de leur travail avec les personnes atteintes de troubles mentaux, de la grande misère sociale dans laquelle se trouvent certaines personnes. Ils abordent les questions de la vie amoureuse et sexuelle des résidents au sein du centre, des changements que la loi de 1975 a apportée en termes d'autonomie financière du public accueilli. Ils interrogent la difficile question du vieillissement dans le centre. Ils déplorent

longuement le tournant administratif qu'a pris l'institution, « il faut des autorisations pour tout » et regrettent « l'ambiance d'avant ».

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2012 02

Enquêteurs : Hélène Borie, Jean Marc Bota

Date d'enregistrement : 25/04/2012

Durée de l'enregistrement : 119 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Louise Massard

Fondatrice et directrice de la délégation lyonnaise de l'ANEF

Notice biographique

Louise Massard est née en 1922 dans une famille nombreuse dont le père est un militant syndicaliste chrétien, ces valeurs l'ont guidée tout au long de sa carrière. Le désir de transmission auprès des enfants est également un fil conducteur durant sa vie professionnelle. Elle désire être institutrice mais sa condition sociale ne lui permet pas. En 1938 elle prend des cours du soir de secrétariat et est engagée dans différents postes de secrétaire. En lien avec l'assistante sociale et l'infirmière de son lieu de travail elle encadre les enfants des employés les jeudis et pendant les colonies de vacances du comité d'entreprise, elle accède à la formation de directrice de colonie. De 1950 à 1952 elle est salariée de l'association Les Nids dont la mission est d'accueillir les enfants dont les parents sont déçus. Elle fait office de maîtresse de maison - monitrice. Elle est ensuite embauchée à l'Institut psycho-thérapeutique de la Varenne Saint Hilaire, qui prend en charge des enfants « retardés ». En 1955 elle entre en alternance à l'école catholique psychopédagogique à Paris. Elle y prépare et y obtient, en 1958, son diplôme d'État d'éducatrice spécialisée. En 1950 elle revient dans la Loire et y exerce quelques remplacements (Étoile du matin, Prévention Sauvexarde). En 1962 elle est recrutée comme directrice de l'ANEF Rhône. Elle travaille par ailleurs à la création de l'ANEF Loire-et-Drôme. Elle prend part à de nombreuses rencontres avec le ministère en lien avec le comité parisien de l'ANEF, ses fonctions sont donc d'ordre national. L'ANEF se donne pour mission de venir en aide à de jeunes filles en grande difficulté sociale, elles y sont placées avec leur consentement soit par un juge soit par la DASS. L'ANEF a un rôle de réinsertion des jeunes grâce à un important maillage de patrons « humanistes-chrétiens » qui proposent des stages ou des emplois. De 1971 à 1976 elle entre à Loire-Promotion en tant que formatrice, puis de 1976 à 1986 à Recherches et Promotion, avec la volonté de transmettre son expérience et de former de futurs professionnels en s'appuyant sur les pratiques de la psychanalyse, de la sociologie, de la philosophie et de l'éducation spécialisée. Louise Massard prend sa retraite en 1987 à l'âge de 65 ans.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2015 03

Enquêteurs : Solange Martinier, Raymond Laporte

Dates d'enregistrement : 10/06/2015, 07/07/2015

Durée des enregistrements : 124 minutes

Supports de conservation : son numérique (WMA)

Michel Odin

Directeur du Centre Henri Castilla de l'ARIMC à Lyon.

Notice biographique

Michel Odin est né en 1944. De 1958 à 1970 il exerce différentes professions industrielles (chaudronnerie, carrosserie), il fait son service militaire et réalise différents travaux d'entretien à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu. En 1969 il intègre la SLEA en tant qu'éducateur technique au foyer de semi-liberté des Peupliers à Villeurbanne. De 1969 à 1973 il travaille à la Sauvegarde de Bron où il est éducateur de prévention et obtient en parallèle son diplôme d'éducateur spécialisé à Recherche et Promotion à Lyon. De 1974 à 1982 il est éducateur technique responsable d'un externat au Prado de Lyon. De 1982 à 1990 il est formateur et économiste à Recherche et Promotion. En 1984 il intègre l'Association Régionale Rhône-Alpes des Infirmes Moteurs et Cérébraux (ARIMC) en tant que directeur de centre. De 1987 à 1988 il obtient son CAFDES à l'école de Rennes. Il prend sa retraite en 2004.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2011 01

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Ambroise Charleroy

Date d'enregistrement : 09/06/2011, 24/06/2011

Durée de l'enregistrement : 342 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Jacques Padovani

Directeur d'établissements et services à Lyon, Paris, Marseille

Notice biographique

Jacques Padovani est né en 1944 dans une famille de « petits bourgeois » de l'agglomération de Lyon. Il entre à 14 ans en apprentissage en plomberie et exerce ce métier jusqu'à ses 22 ans. Au retour de son service militaire il commence à travailler au Prado, où il reste dix ans. Il découvre l'analyse de la pratique et apprécie les méthodes du directeur M. Rousseau qui insiste sur l'accompagnement individuel du jeune garçon. De 1969 à 1973 il se forme à Recherche et Promotion à Lyon, il constitue l'une des deux premières promotions. Il est ensuite recruté par l'École du Sud-Est comme formateur de moniteurs éducateurs. Il y reste dix ans. Ses pratiques pédagogiques y sont marginales mais drainent un grand nombre d'étudiants. Il s'inscrit à l'université en psychologie et participe au « groupe des normes » qui se réunit régulièrement à Paris. Les budgets se restreignant il est licencié économique.

De 1986 à 1988 il assure la direction de l'internat de Champoly (Loire), foyer proposant une alternative à l'incarcération. Cette expérience professionnelle reste pour lui la plus dure. À 44 ans, en 1988, il prend la direction d'un service de prévention spécialisée à Marseille. Il insiste sur la

ritualisation du rôle de l'éducateur de prévention dans les quartiers difficiles. Au début des années 1990 il met en place la technique de l'évaluation et participe aux politiques de la ville mises en place par Michel Rocard. Il est licencié économique une nouvelle fois à 55 ans. Il est sollicité par la fédération Léo Lagrange et occupe quatre postes différents à Bron (Rhône), à Bourg-lès-Valence, à Bourg-de-Péage (Drôme) et enfin à Juvisy-sur-Orge (Essonne). Il prend sa retraite en 2004 et poursuit ses activités. De 2004 à 2018 il est expert de la CAF pour analyser les politiques périscolaires de communes du Rhône. Il continue parallèlement à intervenir à Recherche et Promotion et à l'AFRIPS.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2019 01

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Bernard Varinard, Ambroise Charleroy

Date d'enregistrement : 14/03/2019

Durée de l'enregistrement : 161' 47''

Support de conservation : 7 séquences de vidéo numérique (MP4)

Mélanide Raymond

Notice biographique

Mélanide Raymond est née en 1926 à Prague. Elle arrive en France quelques années plus tard et passe les années de guerre en Savoie où elle rencontre son futur mari George Raymond par l'intermédiaire du scoutisme. Licenciée d'allemand elle présente un vif intérêt pour la pédagogie. Son mari vient d'une famille d'avocats et est désireux de s'occuper d'enfants inadaptés. L'ordonnance de 1945 oriente leurs vies. Georges Raymond appartient à la deuxième génération d'éducateurs formés à Montesson, d'où il sort diplômé en 1948. Après deux postes en Savoie puis en Isère son mari fonde, en 1950, l'internat de l'Arc-en-ciel de Trévoux (Ain) destiné à recevoir des garçons caractériels issus de la classe moyenne. Il dispose d'appuis importants comme celui de la famille Grouès (abbé Pierre), du docteur Kohler (pédopsychiatre) et du docteur Stagnara. D'abord installé au château du Roquet l'établissement s'agrandit avec le Jonc. Sa population s'accroît passant de 20 garçons à 60 dans les années 1970. Mélanide Raymond y enseigne le français, le latin, l'allemand et l'histoire, dans les classes de 6^e-3^e et est responsable de la pédagogie de tout l'établissement. La vie de l'établissement s'inspire du scoutisme. Une pédagogie scolaire originale est mise en place à Trévoux avec des programmes individualisés. L'arc-en-ciel a drainé de nombreux jeunes éducateurs qui se sont inspirés de ces approches novatrices et les ont enrichies. En 1977 Mélanide Raymond quitte l'établissement, soucieuse « d'avoir plus de contacts directs ». Elle travaille à l'accueil en gare, puis au centre d'hébergement d'urgence de Bourg-en-Bresse, jusqu'en 1987. Elle devient ensuite, jusqu'en 1991 rédactrice en chef de la revue de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS). Mélanide Raymond conclut en abordant sa vie de famille.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2017 02

Enquêteurs : Dominique Dessertine, Ambroise Charleroy, Jeanine Friess

Date d'enregistrement : 17/02/2017

Durée de l'enregistrement : 148'

Support de conservation : video numérique (MP4)

Jean Royer

Directeur du Service de prévention spécialisé de l'ADSEA du Rhône

Notice biographique

Jean Royer est né en 1930 dans la région de Besançon. Il est formé à l'école nationale d'horlogerie de Besançon, il travaille par intermittence comme horloger. Il fait la rencontre de personnes travaillant dans les auberges de jeunesse il s'initie à ce nouveau milieu, il est élu délégué régional des auberges de la région Est. Il entendant parler du nouveau métier d'éducateur, mis en place par l'ordonnance de 1945. Il est embauché à la Sauvegarde de Dijon comme éducateur dans l'établissement de Montigny-sur-Vingeanne. Le centre fonctionne en autarcie, il raconte les activités du centre et les conditions de vie des éducateurs. Il suit la formation de l'école d'éducateur de Montesson. Il en sort diplômé en 1954. Il entre aux Équipes d'Amitié, une association qui apporte du soutien aux personnes en situation de précarité de la rue Mouffetard. Il y découvre le travail de rue auprès des adolescents. Par la suite il travaille au comité d'entreprise des usines Renault, il est responsable des colonies de vacances. En 1955 il travaille comme éducateur à Montesson. Il est appelé pour travailler dans un foyer de semi-liberté à Annecy. C'est ensuite le début du phénomène des blousons noirs. Jean Royer participe à des réunions à la Bourse de Lyon qui appellent à la création d'un mouvement pour endiguer le phénomène, la Sauvegarde est proposée, Jean Royer y est engagé. Il s'installe à Bron Parilly en 1959 c'est le début de l'action éducative en milieu ouvert. Au début des années 1960 il participe à la création du syndicat CGT à Paris. Il entame une réflexion sur la politique judiciaire envers les mineurs et sur les conditions de travail des éducateurs. En 1958 il devient administrateur du CREA, il est aussi délégué régional de l'ANEJI. Il voit la création des nouveaux métiers, tels que les veilleurs de nuit dans le secteur comme le « début de la catastrophe ». Il revient en détail sur les difficultés du métier d'éducateur de rue lorsqu'il était à Bron. Il milite aux côtés des chrétiens sociaux.

Présentation du témoignage

Le témoignage de Jean Royer est riche de détails sur la réalité de la prévention spécialisée et est abondamment nourri par une réflexion sur les populations prises en charge et sur le métier même d'éducateur militant.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2011 03

Enquêteurs : Ambroise Charleroy, Carole Busti

Date d'enregistrement : 30/06/2011, 13/07/2011

Durée de l'enregistrement : 328 minutes

Support de conservation : son numérique (WMA)

Annick Tabet

Vice-présidente de Sésame Autisme (Rhône)

Présentation du témoignage

Madame Tabet retrace spontanément l'histoire qui l'a amenée à s'intéresser à l'autisme. Elle aborde les différents points de vue médico-psychologiques et l'évolution des différents diagnostics portés par des spécialistes de 1970 à 2010 (troubles de la personnalité, autisme, handicap intellectuel, épilepsie, psychose, etc.). Elle montre les limites des prises en charge de l'ADAPEI qui oriente alors son fils vers l'hôpital psychiatrique. Devant cette insatisfaction des structures plus spécialisées sont créées comme par exemple le « centre de ressources autisme » (Saint –Etienne, Lyon, Grenoble). L'évolution de Sésame autisme, dont Mme Tabet est vice-présidente est constamment évoquée, et l'on perçoit bien les différents projets et pédagogies successivement et complémentaires mis en place jusqu'à 2011. Les principaux thèmes abordés couvrent des questions d'éthique et de valeurs, de psychopédagogie, d'innovations ainsi que les constantes évolutions dans le domaine de la « prise en charge de l'autisme ». Madame Tabet a eu une participation très active voire enthousiaste sur un sujet qui la préoccupe, car toujours d'actualité. Les souvenirs ont été évoqués spontanément, parfois avec une émotion contenue mais réelle, canalisée par une volonté militante toujours présente, alimentée par ses responsabilités nationales à Sésame Autisme.

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2011 05

Enquêteurs : Pierre Anglaret, Raymond Laporte

Date d'enregistrement : 10/11/2011

Durée de l'enregistrement : 108'

Support de conservation : son numérique (WMA)

Odette Ardouvin

Lieu de conservation : CNAHES AURA

Cote CNAHES : AURA 2014 02

Enquêteurs : Hélène Borie

Date d'enregistrement : 17/12/2014

Durée de l'enregistrement : 88'

Support de conservation : son numérique (WMA)

Emma Gounot (1917-2017)

Avocate, secrétaire générale des Semaines Sociales de France en 1952, co-fondatrice de l'Institut des Sciences de la Famille (UCLY université Catholique de Lyon) en 1974, présidente de l'ADSEA du Rhône (aujourd'hui Sauvegarde 69) de 1974 à 1994

Lieu de conservation : CNAHES Aura

Cote CNAHES : AURA 2009 01

Enquêteurs : Dominique Dessertine

Date d'enregistrement : 10/2009

Durée de l'enregistrement : 117 minutes
Support de conservation : son numérique (WMA)

 **Jean Marie Huot**

Lieu de conservation : CNAHES Aura
Cote CNAHES : AURA 2015 01
Enquêteurs : Hélène Borie
Date d'enregistrement : 17/03/2015
Durée de l'enregistrement : 132 minutes
Support de conservation : son numérique (WMA)

 **Françoise Richard**

Lieu de conservation : CNAHES Aura
Cote CNAHES : AURA 2017 03
Enquêteurs : Solange Martinier, Raymond Laporte, Morgane Leblond
Date d'enregistrement : 11/04/2017
Durée de l'enregistrement : 83 minutes
Support de conservation : son numérique (WMA)

Bourgogne-Franche-Comté

Délégation CNAHES Bourgogne-Franche-Comté

Michel Delmas

Notice historique

Michel Delmas est originaire de Charente-Maritime. Il commence sa carrière en tant qu'auxiliaire de l'Etat dans les ponts et chaussées et, parallèlement, préparera le concours d'entrée au service géographe de l'armée. Travaillant au service de la jeunesse et des sports, il sera recruté par l'ARSEA et en deviendra secrétaire général en 1948. Néophyte dans le domaine de la délinquance et de la prédélinquance, il s'impliquera afin de faire évoluer la situation des personnes handicapées en prônant la formation dans le secteur de l'éducation spécialisée.

Présentation du témoignage

Les entretiens concernant Michel Delmas contiennent des informations sur les secteurs, structures, métiers et pathologies de l'Éducation Spécialisée. Ces entretiens reprennent le cadre législatif pour la protection de l'enfance et les personnes handicapées. Ils détaillent les différents types d'établissements et services pour le public fragilisé (secteur médico-social, secteur de l'aide à l'enfance, secteur de l'aide social, secteur sanitaire, protection judiciaire de la jeunesse et Éducation Nationale. L'éducation spécialisée et ses emplois y sont détaillés. Enfin, les entretiens traitent des cas spécifiques de déficience physique ou mentale.

Notice AD 21

Lieu de conservation : Archives départementales de Côte d'Or

Cote : 12AV 1

Dates d'enregistrement : 27/01/2012, 02/02/2012, 09/02/2012, 20/02/2012

Durée de l'enregistrement : 6 h 50'

Instruments de consultation : transcription

Conditions d'accès : communicable

Pierre Lalire

Notice historique

Né en 1924 à Dole (Jura), Pierre Lalire obtient son baccalauréat au lycée Carnot de Dijon en 1944. Engagé aux Scouts de France, c'est par une cheftaine dont le père est vice-président de l'ARSEA de Dijon qu'il découvre la « rééducation ». En juin 1946, il est recruté comme « rééducateur adjoint » au centre d'accueil, de triage et d'observation de « La Chartreuse » qui est installé dans un quartier de l'hôpital psychiatrique. A la rentrée suivante, en novembre 1947, il effectue la formation de « rééducateur spécialisé » de l'école de cadres de Montesson (Seine-et-Oise à l'époque). Il est nommé directeur dans la foulée, le 2 août 1948, pour ouvrir le centre de rééducation de Montigny-sur-Vingeanne. Le 30 juillet 1964, cet établissement est transféré à Velars-sur-Ouche

sous le nom de « centre éducatif et professionnel ». Pierre Lalire en reste le directeur jusqu'à sa retraite en 1983. De 1994 à 1997, il est aussi le responsable régional du CNAHES Bourgogne.

Présentation du témoignage

Les entretiens concernant Pierre Lalire portent sur sa biographie et sa carrière professionnelle, sur les historiques des centres de Montigny-sur-Vingeanne et de Velars-sur-Ouche. Il aborde également les thèmes du scoutisme, du Centre d'Observation de la Chartreuse, du CNAHES et porte un regard personnel sur l'éducation spécialisée.

Lieu de conservation : Archives départementales de Côte d'Or

Cote : 12AV 2

Dates d'enregistrement : 02/02/2012, 06/02/2012, 20/02/2012, 21/03/2012

Durée de l'enregistrement : 7 h 31'

Instruments de consultation : transcription

Conditions d'accès : communicable

Bretagne

Délégation CNAHES Bretagne

Le recueil de témoignages de la délégation bretonne du CNAHES s'est effectué suivant deux opérations distinctes. La première en date est menée en 2003 par le sociologue Alain Vilbrod et l'historien Mathias Gardet dans la préparation de leur ouvrage commun qui sera publié en 2008 aux Presses universitaires de Rennes : *L'éducation spécialisée en Bretagne, 1944-1984 : les coordinations bretonnes pour l'enfance et l'adolescence inadaptées*. Le CNAHES est dépositaire des 19 minicassettes d'entretiens qui ont été enregistrées dans ce cadre comme matériau de travail auprès d'une dizaine de professionnels de l'éducation spécialisée. Ces entretiens ont été réalisés entre les mois de janvier et de mai 2003 auprès de Gwénolé Calvez, Guy Guezennec, Jeannette Le Bouédec, Adrien Le Formal, Yann Maléfant, Maurice Morlet, l'abbé Normand, Dominique Odot, Roger Serrand et Guy Veirmant.

La seconde opération est née de la volonté de l'association « Les amis de La Prévalaye et des Rabinardières » dont le premier président était Jacques Guyomarc'h (1917-2006), un des pionniers de l'éducation spécialisée. Lors de l'assemblée générale du 18 mai 2009, à laquelle participent Rachel Bailly (présidente), Gérard Baron (trésorier), Colette Mainguy (secrétaire), Denise Altherr, Francis Daniel, Daniel Dupied, Emmanuel Eloré et Yann Malefant, la cessation d'activité est décidée et la dévolution des biens est ainsi fixée : 57 225 € à l'ARASS pour la reconstruction d'un foyer et 14 306 € au CNAHES, dont 11 000 € pour la réalisation d'entretiens. Ceux-ci sont filmés par Jean-Yves Dagnet, professionnel concepteur-réalisateur qui se définit comme « médiateur de la complexité ». Le témoignage de neuf professionnels est ainsi recueilli : Rachel Bailly, Gérard Baron, Daniel Dupied, Jacques Lebreton, André Le Guen, Michel Lemay, Colette Mainguy, Maurice Morlet et Odette Piriou. L'ensemble est publié sur un DVD, « Témoins de l'éducation spécialisée en Bretagne », avant d'être remis sur un disque dur au CNAHES. Un travail de transcription des interviews a été réalisé par des volontaires en Service Civique (Eva, Lisa et Léa). La Délégation Bretonne tient à disposition des étudiants et chercheurs ces transcriptions en .pdf.

Rachel Bailly

Éducatrice (1950) à la Prévalaye, créatrice avec son époux Georges du Foyer Familial Scolaire à Rennes, géré par le CREA I puis l'ARASS

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES

Cote CNAHES : BZH 2014 06

Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur

Date d'enregistrement : 2014

Durée de l'enregistrement : 1h40'

Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 16 pages

Gérard Baron (1935-2016)

Éducateur, directeur du Placement familial spécialisé de la SEA35

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2014 05
Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 2014
Durée de l'enregistrement : 1h34'
Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 8 pages

Gwénoùlé Calvez (1932-2010)

Éducateur, directeur général de la Sauvegarde du Finistère, Membre du conseil d'administration du CREAL de 1965 à 1985

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 01
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Dates d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 1 h
Support de conservation : 1 minicassette audio

Daniel Dupied

Éducateur en internat, AEMO et prévention spécialisée, directeur d'établissement puis de l'association ARASS, président de l'ANEJI puis de l'AIEJI

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2015 01
Enquêteurs : Marie-France Hamon, Françoise Marchand, Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 2015
Durée de l'enregistrement : 1h54'
Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 15 pages

Guy Guezennec

Directeur de l'IME de Plabennec (association Les Genêts d'or)

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 02
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Dates d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 1 h
Support de conservation : 1 minicassette audio

Jeannette Le Bouédec

Première directrice générale de l'association Kan Ar Mor (Finistère)

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne

Cote CNAHES : BZH 2003 03
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Dates d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 1 h
Support de conservation : 1 minicassette audio

Jacques Lebreton (1937-2016)

Educateur, directeur AEMO Laval Brest et directeur de Ker Goat

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2014 02
Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 2014
Durée de l'enregistrement : 1h18'
Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 7 pages

Adrien Le Formal

Éducateur, directeur général de la Sauvegarde du Morbihan, délégué départemental du CREAI, membre du conseil d'administration du CREAI de 1973 à 1985

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 04
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Dates d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 2 h
Support de conservation : 2 minicassettes audio

André Le Guenn

Educateur, directeur général Don Bosco (Finistère)

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2014 03
Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 2014
Durée de l'enregistrement : 1h07'
Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 9 pages

Michel Lemay

Pédopsychiatre à La Prévalaye, cofondateur de l' Ecole Le Goffic à Rennes

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2014 07
Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 2014

Durée de l'enregistrement : 1h52'

Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 22 pages

Colette Mainguy

Educatrice à La Prévalaye (1959), directrice générale IRTS Bretagne

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES

Cote CNAHES : BZH 2014 08

Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur

Date d'enregistrement : 2014

Durée de l'enregistrement : 2h04'

Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 7 pages

Yann Maléfant (1925-2019)

Psychologue, directeur du COEMP de la rue Brizeux, cofondateur de l'équipe technique du CREAI avec Michel Lemay, président du CREAI de 1983 à 1989

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne

Cote CNAHES : BZH 2003 05

Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet

Date d'enregistrement : janvier à mai 2003

Durée de l'enregistrement : 3 h

Support de conservation : 3 minicassettes audio

Maurice Morlet

Psychologue, directeur de l'ITES de Brest, membre du conseil d'administration du CREAI de 1974 à 1979

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne

Cote CNAHES : BZH 2003 06

Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet

Date d'enregistrement : janvier à mai 2003

Durée de l'enregistrement : 2 h

Support de conservation : 2 minicassettes audio

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES

Cote CNAHES : BZH 2014 01

Enquêteur : Jean-Yves Dagnet, réalisateur

Date d'enregistrement : 11/04/2017

Durée de l'enregistrement : 1h07'

Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 7 pages

Abbé Normand

Directeur de l'institution Don Bosco (Landerneau, Finistère), membre du conseil d'administration du CREAL de 1965 à 1979

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 07
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Date d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 1 h
Support de conservation : 1 minicassette audio

 **Dominique Odot**

Éducateur, directeur général de la sauvegarde du Finistère, membre du conseil d'administration du CREAL de 1980 à 1985, président du CREAL

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 08
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Date d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 1 h
Support de conservation : 1 mini-cassette audio

 **Odette Piriou**

Educatrice à Saint-Cyr puis à l'APASE

Lieux de conservation : CNAHES Bretagne, CNAHES
Cote CNAHES : BZH 2014 04
Enquêteurs : Françoise Marchand, Jean-Yves Dagnet, réalisateur
Date d'enregistrement : 11/04/2017
Durée de l'enregistrement : 1h49'
Support de conservation : vidéo numérique et transcription .pdf 9 pages

 **Roger Serrand**

Éducateur dans un établissement du CREAL Bretagne, directeur de l'association L'Essor, membre du conseil d'administration du CREAL de 1969 à 1981, vice-président du CREAL

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne
Cote CNAHES : BZH 2003 09
Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet
Date d'enregistrement : janvier à mai 2003
Durée de l'enregistrement : 2 h
Support de conservation : 2 minicassettes audio

 **Guy Veirmant**

Premier directeur du CAT de Douarnenez (Finistère), membre du conseil d'administration du CREAL de 1980 à 1985

Lieu de conservation : CNAHES Bretagne

Cote CNAHES : BZH 2003 10

Enquêteurs : Alain Vilbrod et Mathias Gardet

Dates d'enregistrement : janvier à mai 2003

Durée de l'enregistrement : 1 h

Support de conservation : 1 minicassette audio

Pierrick Guinard, réalisateur

Diplômé de l'IDHEC, Pierrick Guinard est réalisateur depuis le début des années 1980. Son abondante filmographie traite, surtout par les moyens du documentaire, de faits de société, d'histoire, de littérature, et d'ailleurs (l'Afrique et l'Asie). En 2000, il réalise la série *Brezhoneg, un siècle de breton* (5 x 52', 13 Productions) sélectionnée et primée dans plusieurs festivals, et en 2009 *Tous les hommes ne sont pas des arbres...* un 2 x 52' sur la question de l'intégration des jeunes dans la société, traduit en 17 langues et diffusé dans les 27 pays de l'Union européenne. Il réalise aussi *Le garçon aux chiffres*, sur un ancien étudiant des Beaux-arts de Rennes, doué d'une mémoire phénoménale, synesthète, et obsédé par les chiffres.

Du 27 février au 10 mai 1999, le Musée de Bretagne présente l'exposition « La rééducation en Bretagne dans les années 40 » à laquelle le CNAHES participe activement. Dans la foulée, en 2000, Pierrick Guinard écrit et réalise le documentaire *Enfants de justice* qui se présente en deux volets de 52 minutes chacun : *Belle-Ile-en-Mer : chronique d'un baigne d'enfants* et *La rééducation en Bretagne dans les années 40*, en coproduction France 3 Ouest et 13 Productions. Ce film revient sur l'existence de quatre institutions bretonnes vouées à la rééducation des mineurs : la colonie pénitentiaire de Belle-Ile-en-Mer (« légende noire » de la rééducation), l'institution Saint-Cyr pour les filles à Rennes, le Centre d'observation de la Prévalaye également à Rennes et le centre de Ker Goat dans les Côtes d'Armor (« légende dorée » de la rééducation).

A côté de deux historiens, Mathias Gardet et Jacques Bourquin, plusieurs personnalités y sont interrogées face caméra : Paul Lelièvre (1922-2007), directeur du centre de Ker Goat à 19 ans en 1942 ; Jean-Pierre Peinier, ancien juge des enfants, président de la cour d'appel de Paris ; Sœur Marie-Christine et Sœur Marie-Thérèse de Saint Cyr ; Jacques Guyomarc'h (1917-2006) , ancien directeur de la Prévalaye et secrétaire général de la fédération bretonne de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence ; Francis Blouin (1918-2012) , éducateur à Ker Goat puis directeur de Ville Gilles en Saint Méloir des Ondes ; Marie-Blanche David (1928-2016) , éducatrice à la Prévalaye en 1944 ; Jeanne-Marie Lelièvre (née Aussel) (1921-2015) , épouse de Paul, éducatrice à Ker Goat ; Roger Riffier (1914-2012) , instituteur de l'Education nationale à Ker Goat de 1944 à sa retraite ; Louis Casali (1922-1999) et son épouse, mariés à la Prévalaye ; Yann Maléfant (1925-2019) , premier psychologue à la Prévalaye et psychothérapeute ; et d'anciens pensionnaires : André Vallejo, pensionnaire à la Prévalaye puis à Ker Goat dans les années 1940 ; Robert Pichon, pensionnaire à Ker Goat dans les années 1940 ; Michèle Catteau, pensionnaire à Saint Cyr ; Evangéline pensionnaire à Saint Cyr ; Jean Pierre Sudre, pensionnaire à Belle-Ile ; Laurent Nader, pensionnaire à Belle-Ile.

Centre Val-de-Loire

Délégation CNAHES Centre Val de Loire

Paul Lebreton (1926-2014)

Paul Lebreton est né le 18 juillet 1926 à St Georges sur Cher en Loir et Cher, dans une famille de viticulteurs. Il est recruté comme instituteur en 1946 dans une maison d'enfant gérée par l'Entraide Française au château de la Coudraie à Seully en Indre et Loire cet établissement reçoit des enfants qui ne s'accrochent pas de l'école traditionnelle. Après le CAP, le CAEPA il poursuit des études universitaires à l'INOP et à l'Institut de Psychologie de Paris. Il entre le 1^{er} novembre 1952 comme psychologue au Centre d'Observation des Hautes Montées à Orléans qui est géré par l'ARSEA. En 1957 il ouvre à Saint-Bohaire en Loir-et-Cher un Centre d'Observation pour filles et devient ainsi l'un des rares directeur homme d'un Centre d'Observation de Filles. Durant cette période il est en lien étroit avec l'Education Surveillée et en particulier Pierre Voirin. En 1961 il obtient l'habilitation d'un Service Régional de Consultations Spécialisées et d'Observation en Milieu Ouvert. Il en assure la direction générale jusqu'en 1966 en implantant les centres de Blois et Orléans, puis Bourges et Châteauroux.

En 1966 il prend la direction du Creai. Jusqu'en 1985 il a avec une équipe de direction et le bureau de l'association rempli les missions dévolues au service des établissements, et des autorités publiques. Il reprend le projet d'une école régionale d'éducateurs spécialisés préparé par l'ancienne équipe de l'Arsea et la première promotion est entrée en octobre 1966 sous sa direction dans un premier temps. L'école reçoit son premier agrément pour la formation d'éducateur spécialisé le 25 mai 1968. Administrateur du SNASEA il participe aux commissions nationales ou régionales des fonds de l'assurance formation. Membre actif du Comité de liaison des Creai, il devient en 1972 secrétaire général du Groupement Professionnel des Directeurs. Outre ses fonctions liées à la direction du Creai il fonde en 1974 avec Paul Cadot, l'APHL (Association pour l'accompagnement des Personnes en situation de Handicap du Loiret) qui visait à créer et gérer des structures d'accompagnement de jeunes adultes sortant d'IMPRO, et constituer à l'échelon départemental une structure de réflexion et d'études de besoins en lien avec l'administration. Le 18 janvier 1980 il est nommé au Comité Économique et Social et en devient vice-président en 1995. Retraité une nouvelle carrière se profile. Dès 1982 il assure la présidence de l'ACESM en Loir et Cher dont il a dû, au titre du Creai, conseiller la restructuration. Il en a assuré la présidence pendant 24 ans (jusqu'en 2006) dont 18 en tant que Président Directeur Général bénévole. En 1987 il devient président de l'Uriopss. Il crée en 2009 la délégation régionale Centre-Val de Loire du CNAHES où il est un membre actif jusqu'à sa mort. Il est titulaire de la Médaille de l'Éducation Surveillée et nommé Chevalier de l'Ordre du Mérite par Simone Weil et décoré par René Lenoir en 1975.

Référence documentaire : Paul Lebreton, Reine Amram, Alain Dupradeau, *Des Centres d'observation de l'ARSEA d'Orléans aux COE, OMO et CMPP du CREAL de la Région Centre*, 2 DVD documentaires réalisés par Jean-Yves Feat, 2012 ; DVD 1 « Paul Lebreton ».

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France (BnF), Archives départementales du Loiret.
Cote BnF : VDVD-93289 (Rez-de-jardin).

Jean-Michel Souchay

Jean-Michel Souchay est né le 22 juin 1930 à Tours de parents travaillant aux Docks de France. Réfugié avec sa famille à cause des bombardements à Villandry en Indre-et-Loire, il obtient son certificat d'études, mais la guerre l'empêche de faire une année de cours supérieur. Il entre donc à son tour en octobre aux Docks de France comme employé de bureau. C'est en côtoyant l'atelier de peinture où son père travaille comme contremaître que le désir lui vient de devenir peintre décorateur. En avril 1949, à l'issue de son apprentissage et de sa formation, il sort diplômé de l'Ecole de décoration Tessier de Tours avec une médaille d'or. A la suite d'une première expérience professionnelle décevante, il intègre en septembre 1949 une nouvelle entreprise de peinture dirigée par son ancien professeur de peinture décorative. Là, il participe à la formation de plusieurs apprentis et prend goût au « métier » de formateur. Il fait en novembre 1955 une demande pour devenir moniteur FPA et passe favorablement les épreuves psychotechniques en janvier 1956. Le service de la main d'œuvre l'informe alors que le recrutement dans sa spécialité est provisoirement suspendu.

Quelques mois plus tard, il reçoit un courrier de Marcel Tomeno, directeur du Village des Jeunes à Mettray en Indre et Loire (Association La Paternelle). Ami de Michel Seguin qui travaillait à la FPA de Paris, Marcel Tomeno a appris que Jean-Michel Souchay a déposé une candidature à un poste de moniteur peintre. Il fait part à celui-ci de la création d'un atelier de peinture dans l'IMPro pour adolescents déficients qui va ouvrir sur les lieux de l'ancienne Colonie pénitentiaire agricole et l'invite à prendre contact avec lui. Le contact est vite établi. Même s'il s'engage dans l'inconnu, avec, qui plus est, une perte de salaire, Jean-Michel Souchay perçoit tout l'intérêt que peut revêtir pour lui cette nouvelle fonction. Il décline dès lors les autres offres proposées par la FPA : il est inenvisageable pour lui de quitter « les garçons », l'équipe formée avec eux et l'atelier qu'il est en train de créer. A Mettray, il reste moniteur technique de septembre 1957 à 1983. Il est durant cette période délégué syndical SNAIEI (syndicat national autonome interprofessionnel de l'enfance inadaptée) à partir de 1962, délégué du personnel une dizaine d'années. Il obtient en 1977 le CAFETS (Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Éducateur Technique Spécialisé). De 1953 jusqu'à sa retraite en 1990, il devient chef de service formation.

En 1959, il s'est marié avec une jeune femme de Mettray, fille et petite-fille d'employés de l'ancienne Colonie de Mettray avec laquelle il a deux enfants, un garçon et une fille. Il est par ailleurs conseiller municipal de Mettray de 1965 à 1990.

Lieux de conservation : CNAHES Centre Val de Loire, CNAHES

Cote CNAHES : CVL 2018 01, CVL 2019 01

Enquêteurs : Françoise Tomeno, Claude Laizé

Dates d'enregistrement : 29 octobre 2018, 22 janvier 2019

Durée des enregistrements : 1 h 00'49", 1 h 22'26"

Supports de conservation : 2 documents numériques

Instruments de consultation : fiche biographique, note de présentation

Grand-Est

Délégation CNAHES Grand-Est

La collecte de la délégation Grand-Est est animée autour de deux pôles issus de deux anciennes délégations régionales actives du CNAHES, celles d'Alsace et de Lorraine.

Pierre Amadiou

Premier président de REALISE

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2013

Marie Jo Auburtin

Directrice de l'ESTES

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : Jacques Provot

Date d'enregistrement : 1966

Durée de l'enregistrement : 58'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêtrice : Monique Bauer (CNAHES Alsace)

Date d'enregistrement : 2017

Durée de l'enregistrement : 159'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

Monique Bauer

Responsable de formation d'un IRTS, conseillère technique au CTNERHI

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : Michel Bach (CNAHES Alsace)

Date d'enregistrement : 2015

Durée de l'enregistrement : 77'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

Instruments de consultation : transcription écrite

Isabelle Chauvel, Joël Dron, Frédéric Flaschner, Vincent Harel, Michel Hennemann, Eric Henry

Administrateurs de l'AMIH (Association de médiation et d'information sur le handicap)

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2013

 **Michel Claudel**

Formateur à l'IFCAD

Enquêteur : Jacques Provot

Date d'enregistrement : 1966

Durée de l'enregistrement : 60 mn

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

 **Colette Digue**

Directrice adjointe de l'école d'éducatrices de Nancy

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2010

 **Marie-Paule Harmand**

Directrice de centre, première conseillère technique du CREAI de Lorraine

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2007

 **Anne-Marie Izarn**

Présidente ADAPEI Vosges

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2017

 **Henri Lehmann**

Directeur de l'établissement Oberlin à La Broque

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : Jacques Provot

Date d'enregistrement : 13/03 /2001

Durée de l'enregistrement : 148'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

 **Abbé Jacques Neu**

Fondateur des Amitiés Tsiganes

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2010

 **Yvette Reisnick-Weisbecker**

Créatrice et directrice de la « République d'enfants » d'Han-sur-Seille (pour filles)

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2018

 **Sœurs de la Croix**

Anciennes éducatrices en institution

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêtrice : Monique Bauer

Date d'enregistrement : 2015

Durée de l'enregistrement : 93'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

 **Paul Valentin**

Administrateur ADAPEI Vosges

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : CNAHES Lorraine

Date d'enregistrement : 2017

 **Annette et Roland Wirth, Denise Provot**

Directeur d'un foyer éducatif

Lieu de conservation : CNAHES Grand-Est

Enquêteur : Jacques Provot

Date d'enregistrement : 1963

Durée de l'enregistrement : 76'

Supports de conservation : cassette audio, copie numérique (MP3)

Hauts-de-France

Délégation CNAHES Hauts-de-France

Jean-Claude Bernier

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF 2014 01

Enquêteurs : Jacqueline Bourgain, Yves et Françoise Jonglez

Date d'enregistrement : 03/09/2014

Durée de l'enregistrement : 2h

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : transcription ; séquençage par Cyril Genty

Bernard Capelain

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Date d'enregistrement : 02/03/2016

Durée de l'enregistrement : 2h18'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche chrono-thématique

Michel Lavergne

Instituteur spécialisé au Capreau Wasquehal

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF 2016 01

Enquêteurs : Yves et Françoise Jonglez, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 05/01/2016

Durée de l'enregistrement : 1h35'

Support de conservation : son numérique

François Lespagnol

Educateur spécialisé, formateur, directeur

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves et Françoise Jonglez, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 13/10/2015

Durée de l'enregistrement : 2h24'

Support de conservation : son numérique

Jacques Loosfeld

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Durée de l'enregistrement : 46'

Support de conservation : son numérique

Dr Patrick Parent

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves et Françoise Jonglez

Date d'enregistrement : 05/02/2015

Durée de l'enregistrement : 1h40'

Support de conservation : son numérique

Gérard Pesez

Educateur spécialisé puis directeur

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves et Françoise Jonglez, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 07/10/2014

Durée de l'enregistrement : 4h35'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil et fiche chrono-thématique

Dr Michel Reynolds

Psychiatre à Armentières

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves Jonglez, Jean-Paul Orient

Date d'enregistrement : 20/11/2014

Durée de l'enregistrement : 1h30'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil

François Rolin

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Date d'enregistrement : 11/12/2013

Durée de l'enregistrement : 1h29'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil

Jean-Pierre Rose

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêtrices : Danièle Bohée, Jacqueline Bourgain, Marcella Pigani, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 13/07/2013

Durée de l'enregistrement : 2h00'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil et fiche chrono-thématique

René Staquet

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Date d'enregistrement : 10/05/2012

Durée de l'enregistrement : 1h01'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil et fiche chrono-thématique

Abbé Jean Tack

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Date d'enregistrement : 19/10/2011

Durée de l'enregistrement : 2h03'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil

Pierre Tisserand

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves Jonglez, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 10/02/2016

Durée de l'enregistrement : 1h38'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil

Paulette Van Cauwenberghe

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Durée de l'enregistrement : 58'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil

 **Philippe Wecxsteen**

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

Cote CNAHES : HDF

Enquêtrices : Danièle Bohée, Françoise Jonglez, Béatrice Tricard

Date d'enregistrement : 03/05/2013

Durée de l'enregistrement : 50'

Support de conservation : son numérique

Instruments de consultation : fiche profil et fiche chrono-thématique

 **Germain Wiart**

Lieux de conservation : CNAHES Hauts-de-France, CNAHES, PRISME

dépôt PRISME et chargé de mission

Cote CNAHES : HDF

Enquêteurs : Danièle Bohée, Yves et Françoise Jonglez

Date d'enregistrement : 30/10/2012

Durée de l'enregistrement : 1h29'

Support de conservation : son numérique

Ile-de-France

Archives départementales du Val-de-Marne

Les Archives départementales du Val-de-Marne sont l'un des quatre partenaires constitutifs du Pôle des archives de la jeunesse et de l'éducation populaire (PAJEP). Elles collectent et conservent à ce titre de nombreux enregistrements sonores et audiovisuels de ce champ.

Jacques Ladsous

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne, Créteil

Cotes : 18AV 63-67

Intitulé : Jacques Ladsous, témoignage sur son militantisme aux CEMEA et son parcours professionnel en éducation spécialisée : enregistrement sonore.

Enquêteurs : Laurence Bourgade (AD 94), Sylvain Cid (CNAHES)

Date d'enregistrement : 2011

Durée d'enregistrement : 10h 47'

Support de conservation : 9 fichiers WAV

Conditions d'accès : autorisation d'enregistrement signée en 2016 ; droits de reproduction et de représentation cédés aux Archives départementales.

Délégation CNAHES Ile-de-France

Victor Girard

Psychiatre, animateur des stages « Arc-en-Ciel » pour éducateurs, membre actif du Comité national de liaison des clubs et équipes de prévention

Victor Girard est né en 1917 à Chalon-sur-Saône, dans une famille d'employés. Ses études universitaires le conduisent à Lyon, où il intègre la Maison des Étudiants Catholiques, s'occupe de la section universitaire d'un clan « populaire » (Albert de Mun) et participe aux travaux des Équipes sociales. En août 1939, il est admis au concours de l'École de Santé des Armées de Lyon, avant d'être mobilisé en septembre de la même année comme infirmier. Il est fait prisonnier dans la Sarthe le 29 juin 1940, conduit en captivité en Prusse Orientale, d'où il ne reviendra comme rapatrié sanitaire qu'en février 1944. Il prépare sa troisième année de médecine pendant sa convalescence, intègre en juillet 1944 un maquis FTPF de l'Ardèche où il combat jusqu'en mai 1945, moment où il réintègre l'École de Santé et y forme un Clan Arc en Ciel.

Après avoir soutenu sa thèse de médecine, une étude comparative de tests de niveau mental auprès de jeunes dits irréguliers, il est affecté en décembre 1946 à l'École d'Application du Val de Grâce à Paris et nommé médecin-lieutenant à l'École de l'Arme Blindée et Cavalerie à Saumur. Il y forme un nouveau Clan Routier Scout de France, appelé « Arc en Ciel », avec certains élèves officiers. Avec eux, il prolonge une animation déjà entreprise auparavant auprès des jeunes « colons » de l'IPES de Saint Hilaire (Vienne) et de l'Internat approprié de Chanteloup (Fontevault)

et crée des journées d'accueil dans les familles saumuroises pour les jeunes pensionnaires de ces deux établissements. Il participe à l'animation de stages de formation d'éducateurs à Marly-le-Roi, puis à Jambville en compagnie de Jacques Astruc, où ces stages prennent le nom de « stages Arc en Ciel ».

Affecté en Indochine en 1950 puis au Maroc en 1953-1954, il prépare le concours d'assistant des Hôpitaux, intègre l'Hôpital du Val de Grâce où il passe le concours de spécialité en Neurologie et Psychiatrie en 1957, avant d'obtenir l'agrégation en 1960. À partir de 1958, il est consultant à temps partiel à l'Institut d'Education Motrice (IEM) de Berck (Pas de Calais). Il continue à s'occuper de l'Arc en Ciel, jusqu'en 1965. En 1962, il est appelé à siéger au sein du Comité Pichat ou CNALCEP, qui s'efforce de coordonner les actions de prévention spécialisée.

En décembre 1966, il met un terme à sa carrière militaire et entame une carrière de médecin psychiatre libéral et de psychanalyste à Paris tout en effectuant des vacations. Il mène parallèlement des recherches consacrées au handicap, en particulier dans le cadre du CTNEAI puis du CTNERHI. Il entretient des relations suivies avec le CNL, Comité National de Liaison des Clubs et Équipes de Prévention Spécialisée.

En 1982, il cesse son activité de médecin et se consacre à différentes associations, en particulier la Sauvegarde des Yvelines. Il continue à siéger au sein du CTNERHI et du CTPS (Comité Technique de la Prévention Spécialisée). Il décède le 4 février 2012.

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000052, DONAUD1513-000053

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 10 février 2003

Support de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

« Souvenirs 1950-2005 de Marc Ehrhard »

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000054

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 2007

Support de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

Jean-Michel Bechet

Association vers la vie pour l'éducation des jeunes (AVVEJ)

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000041

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 25 août 2001

Durée de l'enregistrement : 1h17'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

Jean Bégué

Association d'éducation des jeunes mères (AEJM) et Sauvegarde des Yvelines

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)
Cote BnF : DONAUD1513-000042
Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello
Date d'enregistrement : 29 mars 2002
Durée de l'enregistrement : 1h30'
Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Hubert Bidou**

Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS) Ile-de-France

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)
Cote BnF : DONAUD1513-000043
Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello
Date d'enregistrement : 27 août 2008
Durée de l'enregistrement : 1h22'
Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Roland Calvez**

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)
Cote BnF : DONAUD1513-000044, DONAUD1513-000045
Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello
Date d'enregistrement : 28 septembre 2006
Durée de l'enregistrement : 1h45'
Support de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

 **Jeanne Chevillotte**

Sauvegarde des Yvelines

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)
Cote BnF : DONAUD1513-000046
Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello
Date d'enregistrement : 20 novembre 2009
Durée de l'enregistrement : 1h02'
Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Pierre et Françoise Compagnon**

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)
Cote BnF : DONAUD1513-000047, DONAUD1513-000048
Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello
Date d'enregistrement : 23 octobre 2006
Durée de l'enregistrement : 2h04'
Support de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

 **Françoise Desprésaux**

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000049

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 9 janvier 2012

Durée de l'enregistrement : 1h24'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

Guy Dréano

« Le Coteau » à Vitry

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000050

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 14 février 2007

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

Robert Durieux

« Le Coteau » à Vitry

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000051

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 27 mai 2008

Durée de l'enregistrement : 1h20'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

Olivier Gorrillot

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000056

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 30 janvier 2001

Durée de l'enregistrement : 1h17'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

Claude Hornuss

Sauvegarde des Yvelines et Ecole de formation psychopédagogique (EFPP)

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000060

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 27 janvier 2012

Durée de l'enregistrement : 47'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Michel Laignel**

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000061

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 20 mars 2002

Durée de l'enregistrement : 1h06'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Serge Lambeaux**

Association vers la vie pour l'éducation des jeunes (AVVEJ)

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000062

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 6 avril 2001

Durée de l'enregistrement : 1h04'

Support de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

 **Renée Larbaud**

Association Jean Cotxet

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000063, DONAUD1513-000064

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 14 décembre 2006

Durée de l'enregistrement : 1h03

Supports de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

 **Marcel Neff**

Moissons nouvelles

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000065, DONAUD1513-000066

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 12 septembre 2002

Durée de l'enregistrement : 2h16'

Supports de conservation : 2 cassettes audio, copie numérique

 **Guy Trastour**

« Le Coteau » à Vitry

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie)

Cote BnF : DONAUD1513-000067

Enquêteurs : Pierrette et Roger Bello

Date d'enregistrement : 4 juillet 2006

Durée de l'enregistrement : 40'

Supports de conservation : 1 cassette audio, copie numérique

IRTS Paris Ile-de-France

Comme probablement bien d'autres centres de formation, l'IRTS Paris Ile-de-France (dit « IRTS Parmentier », 145 av. Parmentier, 75010 Paris), possède une importante collection sonore de conférences constituée depuis les années 1970 et restée encore largement inexploitée. Parmi ces communications et discussions enregistrées, nous repérons quelques témoignages d'acteurs importants de l'histoire de l'institution recueillis à des fins pédagogiques.

Edmond Barthélémy (abbé)

Directeur général des écoles « AMCE », président de l'association « les Foyers »

Instrument de consultation : « Conférence du Père Barthélémy du jeudi 16 décembre 1976, promotion 1^e année », transcription d'un entretien mené par B. Raimbault avec des étudiants, 44 p. (Archives nationales Pierrefitte, fonds Michel Chauvière, AS/208(XXX)/3).

Michel Chauvière

Formateur de l'IRTS au début des années 1970

Lieux de conservation : IRTS Paris Ile-de-France (copie numérique au CNAHES)

Date d'enregistrement : inconnue

Durée de l'enregistrement : 2 h 46 min 44 sec.

Supports de conservation : cassettes audio, copie numérique (4 fichiers MP3)

Alain Desmergers

Directeur de l'IRTS

Lieux de conservation : IRTS Paris Ile-de-France (copie numérique au CNAHES)

Enquêteurs : Philippe Fabry, Jacques Bourquin

Date d'enregistrement : inconnue

Durée de l'enregistrement : 1h 58' 07"

Supports de conservation : cassettes audio, copie numérique (3 fichiers MP3)

Edith Demetz

Directrice de l'IRTS dans les années 1970

Lieux de conservation : IRTS Paris Ile-de-France (copie numérique an CNAHES)

Date d'enregistrement : inconnue

Durée de l'enregistrement : 1 h 25' 28"

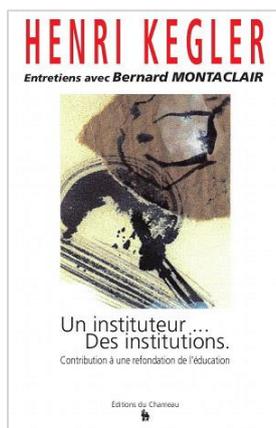
Supports de conservation : cassettes audio, copie numérique (3 fichiers MP3)

Normandie

Bernard Montclair

C'est avant tout par son expérience à la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) que Bernard Montclair entre comme éducateur-adjoint dans l'enfance inadaptée en 1953, d'abord au centre d'accueil de la Sauvegarde de l'enfance de Versailles, puis comme éducateur scolaire au centre Georges Bessis à Ker Goat. De 1956 à 1961, il développe des activités pédagogiques à l'IMP Le Bouyssou en lien avec le mouvement Freinet. Il crée et dirige ensuite le service d'action éducative en milieu ouvert (AEMO) de Rouen auprès d'Henri Kegler, tout en poursuivant ses études pour obtenir une licence de psychologie et en participant aux travaux régionaux de réflexion sur la pédagogie institutionnelle. De 1969 à 1973, il dirige l'école d'éducateurs spécialisés d'Hérouville-Saint-Clair, une expérience de pédagogie institutionnelle appliquée à la formation qu'il relate dans l'ouvrage co-écrit avec Pierre Ricco : *Former des éducateurs, une pédagogie citoyenne : l'école de la Haute-Folie* (éditions Erès, 1999). Il s'oriente ensuite vers la thérapie d'enfants et d'adolescents, à la fois en libéral et en institution, jusqu'à sa retraite en 1989. En 1981, il soutient sa thèse sur « l'ouverture thérapeutique ».

+ Henri Kegler (1922-2012)



Kegler (Henri), *Entretiens avec Bernard Montclair. Un instituteur... des institutions. Contribution à une refondation de l'éducation*, Dozulé (Calvados) : Editions du Chameau, 2014, 221 p.

Connu dans la région normande et au-delà, ancien instituteur alsacien, déporté, venu par hasard en Normandie, Henri Kegler (que de nombreux collègues appelaient avec une respectueuse familiarité « le chef Henri »), a fondé dès 1946 en Normandie les principaux établissements et services d'éducation spécialisée pour les enfants, les adolescents et adultes en difficulté, ainsi que l'Institut de recherche et de formation des travailleurs sociaux. L'ouvrage contient également des témoignages reçus après la mort d'Henri Kegler. En annexe est retranscrit un autre entretien enregistré avec Henri Kegler par Nicole Yver et Valérie Léger en 1970 (p. 164-182).

Occitanie

Délégation CNAHES Occitanie

Pierre Gauthier

Haut fonctionnaire de l'administration sanitaire et sociale

Notice biographique

Né en 1947, Pierre Gauthier poursuit des études au lycée d'Auch (Gers), à la faculté de droit de Toulouse, à l'IEP de Paris. Il sort de l'ENA en 1972. Il exerce l'ensemble de sa carrière exclusivement dans les services de l'État et des ministères sociaux à postes de direction territoriale et à des postes centraux. Dans les services déconcentrés, il exerce principalement en Midi-Pyrénées (Occitanie ouest), sa région, à différents niveaux de l'administration sanitaire et sociale : DRASS (Auvergne 1977-79 ; Midi Pyrénées 1986-1990), DDASS (Aveyron 1979-1981 ; Tarn et Garonne 1982-86), ARH (Midi Pyrénées 2000-2010). A Paris, il occupe divers postes aux ministères Travail Emploi Population puis Santé Solidarité de 1972 à 1977. Il est chef du cabinet de Nicole Questiaux, Ministre de la Solidarité en 1981-1982. Puis, de 1990 à 1994, adjoint au Directeur des Hôpitaux. De 1994 à 2000 il dirige la Direction de l'Action Sociale. Il est membre de l'IGAS de 2010 à 2011. Retraité de la fonction publique, il accepte la présidence de l'UNAFORIS 2008-2016, nouveau réseau des établissements de formation en travail social qu'il a contribué à créer.

Présentation du témoignage

Ce témoignage a été recueilli en co-production Faire-ESS Montpellier et CNAHES Occitanie, il a été réalisé par No Smoking Productions). L'interview apporte de multiples éléments sur le pilotage politico-administratif central de l'action sociale dans les années 1980-2000, décentralisation comprise. Tout en apportant des renseignements précis sur cette période dans un langage clair et accessible, il met en lumière l'engagement continu de Pierre Gauthier pour l'action sociale et l'appui au travail social.

Lieu de conservation : IRTS Montpellier et CNAHES

Cote CNAHES : OC 2018 01

Enquêteurs : Pierre Merle et Hélène Masson

Date d'enregistrement : Novembre 2018

Durée d'enregistrement : 2 heures 13 minutes

Support de conservation : 10 films

Gilbert Rouillon

Directeur de la Maison d'enfants du Quercy au Bouyssou (Lot)

Lieux de conservation : Bibliothèque nationale de France, CNAHES (copie numérique)

Cotes BnF : DONAUD1513-000068, DONAUD1513-000069, DONAUD1513-000070,
DONAUD1513-000071, DONAUD1513-000072, DONAUD1513-00006873

Enquêteurs : Mathias Gardet et Virginie Vergneault

Dates d'enregistrement : 16-17 avril 1998

Support de conservation : 6 cassette audio, copie numérique

Pays-de-La-Loire

Archives départementales de Maine-et-Loire

Jean Barrère

Directeur du centre d'observation et d'orientation du Colombier (1948-1952) et du Centre éducatif et professionnel de la Marmitière (1952-1968)

Lieu de conservation : Archives départementales de Maine-et-Loire.

Cotes archives : 34 AV 15

Jean-Gabriel Gilles

Directeur du centre d'observation et d'orientation du Colombier (1952-1983)

Lieu de conservation : Archives départementales de Maine-et-Loire.

Cotes archives : 31 AV 14

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Joseph Cavallo

Premier entretien (9 AV 8 1, 1949-1973). Le témoin retrace ses origines familiales italiennes. Né le 25 décembre 1949 à Aix-en-Provence, il raconte son enfance à Aix-en-Provence où il suit une scolarité à Ste Jeanne d'Arc, au lycée Mignet, puis au lycée Cézanne. Il évoque la communauté italienne et les événements de mai 68. Il obtient son brevet supérieur d'études commerciales en 1968 et son diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé en 1972. Après une coupure de l'enregistrement, il parle de son travail d'éducateur spécialisé en milieu ouvert (secteur AEMO) à l'ANEF où il entre en 1973.

Deuxième entretien (9 AV 8 2, 1949-2000). Le témoin évoque la création de l'ANEF (association nationale d'entraide féminine) par Mme Michelin en 1949 et de son antenne marseillaise en 1959 par Mme Anglade. Il parle ensuite d'une religieuse avec laquelle il a beaucoup travaillé, Soeur Marie Louise. Syndiqué à la CFDT puis à la CGT, il explique pourquoi il a abandonné le syndicalisme et évoque les idéologies marxistes ainsi que l'arrivée de la gauche en 1981. Il décrit les personnes hébergées au foyer, parle de sa titularisation au poste de chef de service puis de sa nomination comme Directeur de service. Il raconte alors certains événements marquants : la grève de 1990 et l'échec du projet de rachat d'un hôtel rue Paradis ; il achève son témoignage à l'arrivée d'Alain Guilleux comme directeur de la section de Marseille qui provoquera son départ de l'Association.

Troisième entretien (9 AV 8 3, 1994-2006). Le témoignage débute sur le projet de restructuration de la section ANEF Marseille que Joseph Cavallo met en œuvre en 1994. Le témoin parle ensuite de ses différents engagements associatifs notamment comme représentant de l'ANEF. Il évoque son licenciement en 2000 et son recrutement par le Conseil général des Bouches-du-Rhône comme coordinateur de la politique de la ville. Il parle de son travail et du fonctionnement de la politique de la ville. Il évoque quelques dossiers marquants, l'intégration de la ville de Vitrolles, la question des banlieues, et les actions menées sur la ville de La Ciotat. Enfin, il dresse le bilan de ses engagements tant professionnels, que syndicaux ou politiques.

Notice AD 13

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Cotes archives : 9 AV 8

Dates de l'enregistrement : 2005-2006

Importance matérielle : 3 entretiens

Modalités d'entrée : témoignage collecté par les Archives départementales

Conditions d'accès : droits et autorisations cédés par contrat en date du 18/02/2006.

Alain Lerussi

Né à Gap le 3 août 1944, Alain Lerussi est le fils d'un militant très impliqué dans l'action sociale, adhérent à la JOC, fondateur du Mouvement de libération du peuple (action catholique ouvrière) à Gap pendant la guerre, et qui mène des actions de « squatterisation » pour les familles mal logées. Après avoir réussi le concours de l'Ecole normale en septembre 1962, il décide de partir enseigner en Algérie. Il se marie en 1964, et part quelque temps plus tard s'installer au bled, puis il quitte l'Algérie en 1965.

Après une période de longue maladie puis trois mois passés comme employé au service de la redevance de l'ORTF, il devient, en 1966 enseignant dans un centre de réadaptation pour enfants caractériels surdoués, l'Arc-en-Ciel, au château du Roquet à Trévoux (dans l'Ain). En 1968, il quitte son poste pour travailler pour le Comité Lyonnais de l'enfance, d'abord comme enseignant à l'Institut médico-spécialisé de St Jean le Vieux, puis en 1969, à la Croix Valmer où il sera éducateur spécialisé pour des jeunes caractériels pendant 6 ans (1969 à 1974).

En 1974, il se sépare de sa femme, part pour la région parisienne et devient chef de service dans un foyer de semi-liberté dépendant de l'association juive de l'Oeuvre de secours aux enfants (OSE). En janvier 1977, il est éducateur chef au Foyer A. Chérioux à Vitry sur Seine, pour l'unité des filles. En 1979, il travaille au côté de Léon Tysman, pédopsychiatre, à l'Institut médico-éducatif Chantoiseau, à St Florent du Cher, où il fait l'expérience de la très grande violence qui règne au sein de cet établissement chargé d'accueillir des enfants entre 12 et 20 ans, autistes, psychopathes... Après l'obtention du diplôme de directeur, il part travailler comme éducateur chef au Centre d'activités de plein air de Val des Prés à Briançon qu'il décrit comme une prison naturelle. Il quitte rapidement l'établissement après une tentative vaine de changement.

Alain Lerussi devient alors directeur-adjoint de la maison de l'enfance Chanterelle, à Marseille, maison d'enfants à caractère social gérée par l'association des Dames de la Providence qui accueille des enfants placées par le Conseil général ou sur décision de Justice. Il passe une année à l'Ecole des arts du bois en Avignon et travaille comme ouvrier maçon. Retourné à Chanterelle, il découvre le projet d'opération immobilière mené par le nouveau Conseil d'Administration contre lequel il entre en lutte. Il intègre le Grand Orient de France.

Directeur de l'Association pour la réadaptation sociale (ARS), une association marseillaise chargée d'accueillir des mineurs et jeunes majeurs en rupture familiale et sociale, il crée notamment un Service de prévention de nuit (SPN) en relation avec l'Unité de prévention urbaine de la police et la Protection Judiciaire de la jeunesse.

Notice AD 13

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

Cotes archives : 9 AV 11

Dates de l'enregistrement : 2006-2008

Importance matérielle : 8 entretiens

Modalités d'entrée : témoignage collecté par les Archives départementales

Conditions d'accès : restrictions sur les quatre derniers entretiens (9 AV 11 5-8) qui contiennent des jugements de valeur sur certaines personnalités locales.

La délégation CNAHES PACA a débuté son recueil de témoignages par des entretiens avec des acteurs du travail social dans les Alpes-Maritimes. Les premiers documents sont des documents de synthèse des entretiens réalisés. Les entretiens suivants ont fait l'objet d'enregistrements audios. Malheureusement, ceux-ci ne sont pas exploitables en tant que tels et ont fait l'objet de retranscriptions écrites. Depuis 2017, le recueil de témoignage se fait sous forme audio-visuelle (format MP4). Nous avons poursuivi la retranscription écrite de ces témoignages. Nous interviewons plutôt des acteurs que des structures, sollicitant des acteurs sociaux plus pour leur itinéraire que pour leur rattachement à telle ou telle institution, ce qui n'exclut pas de rechercher des sources diverses sur un même thème (exemple : les travailleurs immigrés dans les Alpes-Maritimes).

Nous différencions l'enregistrement sonore ou vidéo de la retranscription écrite. Le premier est une trace laissée par un témoin dans toute sa spontanéité. Il est souhaitable de la garder comme telle, et d'en accepter les imprécisions, voire contradictions, à la condition, bien sûr, que le témoin en soit d'accord (certains ont voulu recommencer une partie de l'enregistrement vidéo, ce que nous avons évidemment fait). Ce type d'enregistrement ne fait d'ailleurs pratiquement jamais l'objet d'une utilisation *in extenso* mais de courts extraits peuvent illustrer le traitement d'une thématique ou refléter les caractéristiques d'une époque.

Au contraire, la retranscription écrite, nécessaire et utile en soi comme reflet de la pensée du témoin, peut soulever davantage de sa part le souhait d'une correction, d'abord dans la forme mais aussi dans l'ordonnancement, pour en rendre le contenu plus lisible, dans le fond aussi pour apporter des précisions ou rectifier des contradictions.

En tout état de cause, ce qui compte c'est l'adhésion du témoin au document final, qu'il soit audiovisuel ou qu'il soit écrit. Il apparaît dès lors essentiel que chacun des formats, audiovisuel et écrit, fasse l'objet d'une autorisation du témoin.

Michel Buselli

Notice biographique

Né en 1953, Michel Buselli a quinze ans lorsqu'il adhère aux CLAJ, une association qui tient un local dans son quartier de Cannes la Bocca et qui propose aux jeunes des activités de loisirs : sorties de ski, randonnées, balade en bateau avec les copains. Il découvre très vite que cette association, niçoise à son origine, porte une démarche qui va bien au-delà des loisirs : nous sommes peu de temps après mai 68. Au sein des CLAJ, Michel Buselli participe à des réunions avec d'autres jeunes, lycéens, apprentis, ouvriers, qui échangent avec lui sur leurs conditions de vie, leur travail et leurs espoirs...C'est pour Michel le début d'un engagement total au sein de cette association niçoise dont il nous retrace dans cet entretien la genèse. Dans l'immédiat après-guerre se regroupent au sein de la JOC, à Nice Nord, de jeunes apprentis ouvriers partageant leur soif de vivre. Le responsable de la JOC est un jeune prêtre tout juste sorti du séminaire, Pierre Benedetti. Pleins d'espérance face à un avenir à reconstruire, ces jeunes refusent l'embrigadement que

certains ont connu dans les Chantiers de Jeunesse, ou qu'ils pressentent au sein des Jeunesses Communistes... Ils veulent se sentir responsables de leur destin et profiter de la vie... Bientôt s'organise au sein du groupe un système de prêt de matériel de camping, puis la recherche de fermes à restaurer contre location, ce qui permet à ces jeunes de passer quelques jours de détente dans l'arrière-pays niçois. Les jeunes créent alors en 1946 une association, JEUNESSE-CAMPING, dans l'objectif d'acheter collectivement une ferme délabrée à Allos-le-Foreston. Ils organisent pour cela une collecte sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, auprès de leurs proches... La ferme du Foreston, achetée puis restaurée en 1948, devient rapidement le lieu de vacances de nombreux jeunes venus de tous les horizons géographiques. Les jeunes niçois ne s'arrêtent pas à cette prouesse. Convaincus que le « soleil brille pour tous », y compris pour la classe ouvrière, ils acquièrent en 1952 une villa au bord de mer à Cap d'Ail, puis en 1956 au Cap d'Antibes, dans des sites magiques réservés jusque-là à la grande bourgeoisie de l'industrie et du cinéma. Le mouvement niçois fait tache d'huile auprès de la jeunesse française ouvrière : en 1959, le congrès de Jeunesse Camping décide de devenir la Fédération Nationale des Clubs de Loisirs et d'Action de la Jeunesse (C.L.A.J.), à dimension nationale. Inversement, l'achat en 1960 de Clairvallon, dans un luxueux quartier de Nice, donne aux CLAJ-Jeunesse Camping une assise niçoise qui comptera dans le paysage local au gré des tensions sociales : guerre d'Algérie, guerre froide, mai 68, luttes des années 70... Jeune retraité, Michel Buselli conserve la volonté de participer au changement de la société pour un monde meilleur : il anime toujours au sein des CLAJ des activités militantes.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2019-4

Enquêteurs : Maryvonne Fabreguettes, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 10/01/2017

Durée d'enregistrement : 1 h 35'

Support de conservation : fichier vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription (19 p.)

Conditions d'accès : autorisation délivrée par le témoin le 12 septembre 2019

Michel Caratti

Notice biographique

Né à Nice en 1955, Michel Caratti est destiné à une activité professionnelle technique quand il décide à 18 ans d'arrêter ses études et d'entrer dans la vie active, sans qualification précise. Des rencontres opportunes l'amènent à décrocher un poste de « stagiaire de contact » au Centre Henri Wallon à Villeneuve-Loubet... C'est ainsi que Michel Caratti entame en 1975 une formation d'éducateur spécialisé à l'école d'Aix en Provence, période que lui-même qualifie des « plus belles années de sa vie ». Il rencontre en 1977 Jean Quentric, responsable de l'Oncle Paul, à Nice, pour effectuer son « stage long ». Mais c'est finalement au CHRS de la Casa Vecchia, dans la même association ACTES Patronage Saint Pierre que Michel débutera ce stage. Ses collègues sont la plupart jeunes diplômés. Seuls Bernard Sanchez et Jean Quentric font figure, déjà, de vieux routards expérimentés. Michel Caratti est alors embarqué pour de longues années dans l'aventure de ACTES et assistera à la création de structures nouvelles en fonction des besoins émergents : le Service Externe, le Service de Suite, la Guitare... A l'aube des années 80 apparaît dans le monde entier une terrifiante maladie : le SIDA. Les hôpitaux ne savent pas où orienter les malades atteints par cette maladie, une fois les premiers soins effectués. Michel Caratti impulse alors, appuyé par Jean

Quentric, l'ouverture de lits spécifiques dans le cadre du CHRS, en lien continu avec les services hospitaliers. C'est ainsi qu'est créé au début des années 80 le Service d'Accompagnement et de Suite, le SAS, qui s'installe dans le Vieux Nice. D'abord chef de service du SAS, Michel Caratti devient ensuite Directeur d'établissement à la suite de plusieurs créations ou extensions de services auprès des publics toxicomanes et/ou SDF, toujours en liaison avec les réseaux de santé. Il se souvient de cette époque d'ouverture réciproque de l'action sociale et du monde médicalisé comme d'une période de forte implication, de créativité et d'innovation, mais aussi de moyens qu'il ne semble plus y avoir de nos jours. Michel Caratti vit aujourd'hui une paisible retraite à Nice.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2020-1

Enquêteurs : Justine Bogey, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 29/11/2019

Durée d'enregistrement : 1 h 15'

Support de conservation : fichier vidéo MP4/H264/AAC.

Instrument de consultation : transcription (18 p.)

Conditions d'accès : autorisation délivrée par le témoin le 1 juin 2020

François Desplanques

ASTIAM et ALC

Notice biographique

Né en 1935, François Desplanques a vingt ans quand la guerre d'Algérie éclate. Sensible à la question de la décolonisation, il choisit en 1960 d'y enseigner. L'aventure algérienne dure 16 ans... Il occupe alors des responsabilités comme secrétaire régional de l'AGEP, qui fait fonction de syndicat des coopérants. Souhaitant laisser la place aux jeunes collègues algériens et ne voulant pas prendre la nationalité algérienne, François Desplanques retourne en France en 1976 et enseigne à la Faculté des Lettres de Nice. Il prend contact rapidement avec l'ASTIAM, Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, dont il devient membre actif. Il participe aux actions de l'association (discussions, remplissage de papiers, aide aux démarches, regroupement familial), particulièrement lors de la création du Foyer Sonacotra de Nice. A partir de 1981 et l'arrivée de la gauche au pouvoir, il contribue à la professionnalisation et à la structuration de l'association militante ASTIAM qui reçoit pour la première fois des subventions publiques et embauche ses premiers salariés. Dans la même période, la signification du sigle ASTIAM évolue pour devenir Association de Solidarité (et non plus de soutien) avec les Travailleurs Immigrés. L'ASTIAM a essaimé et a créé des structures spécifiques : « SOS Devoirs », « Elles des Moulins », « ISI », « Alpes 06 ». François Desplanques préside plusieurs fois l'ASTIAM, en alternance avec Michel Dupuy, puis Jean Gaudin. L'ASTIAM devient ASSIC, Association Solidarité Insertion Citoyenneté, en 1997. Pour faire face à ses difficultés financières, l'ASSIC fusionne avec ALC en 2007. François Desplanques, alors Président de l'ASSIC, devient administrateur d'ALC et se trouve référent du Pôle Hébergement Insertion. Il reste un militant associatif convaincu.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2018-4

Enquêteurs : Alice Minier, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 14/06/2018

Durée d'enregistrement : 1 heure 19 minutes et 30 secondes

Support de conservation : Un fichier vidéo MP4/H264/AAC.

Instrument de consultation : transcription (15 p.)

Claude Dubois

Notice biographique

Née à Nice en 1930, Claude Dubois commence à travailler à 20 ans en tant que sténodactylo. A la même époque, elle fait un voyage en Allemagne et découvre le mouvement des Auberges de Jeunesse. Elle y trouve ce qui l'intéresse : le goût du contact et l'ouverture aux autres. A son retour à Nice, elle contacte l'Auberge de Jeunesse du Mont Boron, et devient trésorière de son Conseil d'Administration. Peu de temps après, elle entre à la MJC Bon-Voyage et en devient là aussi trésorière. Elle accède à des responsabilités en devenant membre du Conseil départemental des MJC. Les tensions avec la municipalité auront raison de l'existence des MJC, qui pâtissent de la concurrence avec les CACEL (Centres d'action culturelle et de loisir de la ville de Nice) qui captent l'essentiel des subventions municipales. Par la suite, dans les années 1966/1968, elle participe aux activités de l'association ACTES (Art-Culture-Théâtre-Etudes-Spectacles), association qui est, en quelque sorte, à l'origine du Théâtre de Nice.

Son activité professionnelle au sein d'une compagnie d'aviation lui permet de voyager gratuitement. Elle fait donc de multiples voyages et contribue à la création de l'ASAL, « association Solidarités Amérique latine » pour financer divers projets sociaux au Chili, Brésil, Nicaragua, etc. Au travers d'un collectif antiraciste, elle rencontre l'ASTIAM, dont elle prend rapidement en charge la comptabilité. Elle évoque les diverses activités de l'ASTIAM puis de l'ASSIC : alphabétisation, formation, soutien scolaire, relogement, cinéma dans les quartiers, accompagnement social, jardin potager, etc. Certaines expériences en lien avec l'insertion professionnelle (création d'une fonderie d'art, d'une blanchisserie) ont connu des fortunes diverses. A travers l'ASSIC, Claude DUBOIS participe également aux activités de l'ALAM et de la SOLHAM au titre de l'aide au logement des plus démunis. Enfin, elle évoque la fusion entre l'ASSIC et ALC et son action au Conseil d'Administration de cette association.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2019-3

Enquêteurs : Alice Minier et Christian Bureau

Date d'enregistrement : 10/12/2018

Durée d'enregistrement : 1 h 01'

Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription (14 p.)

Michel Dupuy

ASTIAM, cofondateur de ALAM, Agis 06

Notice biographique :

Né en 1926, Michel Dupuy fait la connaissance de nombreux étudiants étrangers durant ses études de lettres à Paris. En 1957, un an après l'indépendance du Maroc, il part y enseigner dans le cadre de la Coopération. Il y reste 11 ans puis revient en France, il s'installe à Nice. En 1970, intrigué par la présence d'un bidonville à proximité de son domicile, Michel Dupuy y multiplie les visites dans un objectif de soutien humanitaire : il rencontre là quelques étudiants qui apportent un peu de leurs compétences médicales ou juridiques auprès des habitants de ce bidonville. C'est ainsi qu'il fait connaissance de l'ASTIAM, association de soutien aux travailleurs immigrés, fondée récemment par Michel Oriol et quelques autres, dont la Présidente Rosette Villain. Michel Dupuy évoque dans cet entretien le climat de haine et de suspicion de l'époque, rendant difficile le travail de l'ASTIAM qui tentait de sensibiliser et d'informer la population niçoise sur les conditions indignes de vie des travailleurs immigrés proposées par les entreprises qui les embauchent. Il évoque ensuite avec passion quelques personnalités qui ont contribué à construire l'ASTIAM : Michel Oriol, Rosette Villain, Alain Sainte Marie, Arthur Potocki, Jean Gautheron, Jean Michel Hervo...

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2015-1

Enquêteurs : François Desplanques, Christian Tessier

Date d'entretien : 25/07/2015

Support de conservation : pas d'enregistrement

Instruments de consultation : résumé synthétique (4 pages)

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2019-2a, PACA 2019-2b

Enquêteurs : Emma Langrand, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 17/12/2018, 25/01/2019

Durée d'enregistrement : 53'54" + 39'34"

Support de conservation : 2 fichiers vidéo MP4/H264/AAC

Instruments de consultation : transcriptions (8 et 6 pages)

Paule Gauneau

Assistante sociale en Algérie

Notice biographique

Paule Gauneau suit une formation d'infirmière puis d'assistante sociale à Montpellier en 1946. Elle se spécialise dans l'accompagnement d'enfants « caractériels et intelligents » pendant une ou deux années à l'institut de psycho-pédagogie médico-sociale du professeur Lafon. Elle y fait la connaissance de son futur mari Jacques Gauneau. Elle prend son premier poste en 1950 à 25 ans en Algérie où, avec son mari, elle rejoint l'équipe de Bernard Durey qui vient de créer un centre médical psycho-pédagogique à Douera près d'Alger. Ce centre reçoit peu d'enfants algériens. Paule Gauneau intervient aussi à domicile auprès des enfants algériens de la Casbah, qu'elle accompagne souvent en Métropole pour des placements en IMP. La guerre d'Algérie éclate quelques années plus tard. Après le 1er novembre 1954, l'insécurité rend les déplacements plus difficiles et l'armée intervient pour « rétablir l'ordre ». Un soir de mai 1956, Paule Gauneau est convoquée, comme ses

quatre-vingts autres collègues assistantes sociales, par la préfecture. Convoyée avec ses camarades en camions blindés dans un commissariat d'Alger, elle apprend alors qu'il leur est demandé de contribuer à une opération militaire de grande envergure sur la Casbah, et de fouiller les femmes pendant les opérations de contrôle. Elle refuse comme trois de ses collègues sur place, et doit rester en garde-à-vue toute la nuit pendant que certaines de ses collègues contribuent volontairement à l'opération. Ce refus d'obéir à une injonction militaire au nom de la déontologie professionnelle a été réaffirmé et défendu par l'ANAS auprès des Pouvoirs Publics qui n'ont plus fait appel par la suite à des travailleuses sociales pour ce genre d'opérations. De retour en métropole en 1957, Paule Gauneau travaille à l'Institut Claparède de Paris. Elle est à ce jour membre du CNAHES et de l'Association Provençale de Recherche en Histoire du Travail Social, devenu depuis le GREHSS (Groupe de Recherche et d'Etude sur l'Histoire du Service Social)

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2018-1

Enquêteurs : Alice Minier, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 28/01/2018

Durée d'enregistrement : 54' 37"

Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription écrite (15 p.)

Monique Gilletta de Saint Joseph

Cofondatrice de Montjoye et d'ALC

Notice biographique

En 1948, Monique Gilletta de saint Joseph, cheftaine de guides, rencontre Jeannine Pennone, dite Colibri, cheftaine de louveteaux. Elle accompagne Colibri s'occuper des enfants désœuvrés du Vieux Nice. Elles trouvent des financements pour louer un appartement en vue d'héberger des filles mineures à la rue. Deux foyers voient le jour, un pour les filles et un pour les garçons. Aidées par des bénévoles, Colibri et Monique ouvrent des ateliers pour les jeunes. Monique évoque ses débuts difficiles, les relations parfois délicates avec les institutions en place et notamment avec le service social de la ville de Nice, la nécessité de trouver des financements en lien avec la professionnalisation des intervenants. Les créations se succèdent : le foyer de jeunes travailleurs de Montjoye à La Trinité pour les garçons, les actions de prévention autour de la prostitution des filles puis la création du foyer Les Yuccas pour les accueillir. En 1973, la séparation des activités est actée : Montjoye garde les foyers de garçons et assure le développement de l'AEMO, tandis qu'une autre association, ALC, poursuit ses actions de prévention et, en plus des Yuccas, des foyers pour adolescentes ouvrent. Jusqu'en 1976, les deux associations partagent le même Conseil d'Administration. Monique Gilletta assure la direction des deux entités. De 1976 à 1991, Monique GILLETTA assure la direction générale d'ALC.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2016-1

Enquêteurs : Maryvonne Fabreguettes et Nadine Clarman

Date d'entretien : 02/02/2016

Support de conservation : pas d'enregistrement

Instrument de consultation : transcription écrite (7 pages) réalisée en 2016, révisée par Monique Gilletta en 2018

Bernard Giry

UGECAM

Notice biographique

Bernard Giry est né en 1954, issu de la classe moyenne il est élevé dans le catholicisme, il devient administrateur du « Mille Club » de Saint Laurent du Var en 1969 et s'investit dans l'éducation populaire. De 1973 à 1974, il est animateur au Foyer de Jeunes Travailleurs de La Trinité de l'Association Montjoye et y découvre la polyvalence des tâches et la diversité de la population accueillie. En 1975, il suit la formation d'animateur DEFA et intègre l'Institut Psychothérapique Henri Wallon le 1er janvier 1977 sans être encore diplômé. En 1979, il est recruté comme animateur en CDI et participe à l'accompagnement de type « psychothérapie institutionnelle » du Centre Henri Wallon. Il a vécu la transformation du secteur avec les lois de 1975. En 1985, il devient chef de service et entame la formation CAFDES, qualification qu'il obtient en 1994. Il prend par la suite la direction de cet institut puis celle du Centre de Reclassement Professionnel « Le Coteau ». Il expose avec clarté le fonctionnement du secteur avec son évolution tant organisationnelle que sociale. Il est actuellement Président du CREA PACAC et membre de la CDAPH.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2018-3

Enquêteurs : Alice Minier, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 20/11/2017

Durée d'enregistrement : 1 h 53' 59"

Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription (30 p.)

Paul Guerrin

Foyer de jeunes travailleurs Montjoye, UFJT, Affaires sociales ville de Cannes

Notice biographique

Paul Guerrin est né en 1933, il croise la route de l'association Montjoye en 1951. Il y rencontre sa future épouse, Gaby Cadeot. Il est l'un des pionniers de l'association qui se préoccupent des jeunes en errance et en difficulté scolaire. Il évoque la création d'ateliers pour les garçons (cordonnerie) et les filles (enseignement ménager, couture) mais aussi d'ateliers de lecture et d'écriture et l'organisation des premiers camps de vacances pour ces jeunes. Confrontée au problème d'hébergement des jeunes, Montjoye crée un embryon de ce qui deviendra ultérieurement un foyer de jeunes travailleurs. Paul et son épouse s'en occupent. Ses divers engagements ont inspiré son engagement social : militantisme catholique à la JOC, militantisme syndical et militantisme politique. Et ces engagements expliquent les diverses fonctions que Paul Guerrin a exercé : président de la Caisse d'allocations familiales des AM, secrétaire général de l'Union des

Foyers de jeunes travailleurs (UFJT), adjoint au maire de La Trinité. Paul Guerrin devient ensuite directeur des Affaires sociales de la ville de Cannes. Il y restera 14 ans avant de devenir directeur régional de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Paul Guerrin est décédé le 6 septembre 2017.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2016-2

Enquêtrices : Maryvonne Fabreguettes et Nadine Clarman

Date d'enregistrement : 13/05/2016

Durée d'enregistrement : 1h32'

Support de conservation : fichier audio MP3

Instrument de consultation : transcription (7 pages) non relue par le témoin

Jean-Michel Hervo

Notice biographique

Né en Bretagne à Nantes, Jean-Michel Hervo poursuit des études de médecine à Rennes. Il a 20 ans lorsqu'éclate Mai 68. Délaissant les bancs de la fac, il rejoint la rue, et s'implique dans de petites actions humanitaires au sein des quartiers populaires. Il découvre alors une jeunesse délaissée et « marginale », auprès de laquelle il s'engage bénévolement dans le cadre d'une association sportive. Les études de médecine n'étant décidément pas sa vocation, Jean-Michel se met à la recherche d'un emploi. Une opportunité lui est proposée en tant que conducteur de car pour le transport scolaire d'enfants handicapés au sein des « Papillons Blancs » de Nantes, devenus depuis l'ADAPEI. Il y mène peu à peu une « carrière » qui aboutira à une formation à l'école de Rennes dont il sortira avec le diplôme d'éducateur spécialisé en 1975. Après un séjour à Brest où il intervient en service de Prévention, il décide en 1980 de s'installer sur la Côte d'Azur afin de rejoindre sa future épouse, Sylvie. Il trouve un emploi auprès de jeunes adolescents particulièrement difficiles, au « Château » de Mouans-Sartoux, gérée par l'ADSEA, où il fait la connaissance de deux fortes personnalités, Lucien Fouques et Ali Khalfi. Ce dernier lui fait découvrir en 1982 l'ASTIAM, association de soutien aux travailleurs immigrés, dans laquelle il s'implique bénévolement, engagement qui durera jusqu'à la disparition de l'ASTIAM-ASSIC en 2007. Il évoque notamment l'année de la « grande régularisation » de 1982, où le travail avec la Préfecture a été déterminant. Après un bref passage aux Amis des Gens de la Route (AGR), Jean-Michel Hervo entre en tant qu'éducateur salarié au centre d'hébergement de ACTES sous la responsabilité de Jean-Claude Gourio. Dans cette même association, il participera au suivi des personnes incarcérées, puis à la création d'un service d'insertion professionnelle avec Norbert Belier. Au cours de cet entretien, Jean-Michel Hervo évoque avec émotion deux personnalités disparues dont l'influence reste encore perceptible dans le paysage de l'action sociale du département : Ali Khalfi et Bruno Dubouloz. Mais c'est surtout en tant que responsable syndical CFDT qu'est connu Jean-Michel Hervo. L'action syndicale est une évidence pour lui, et le choix entre une carrière professionnelle et un parcours syndical est vite tranché : il prend très rapidement des responsabilités au sein de la CFDT des Alpes-Maritimes, en devenant d'abord responsable des « Santé-Sociaux » du département 06, puis secrétaire départemental de l'UD 06, dans une « interprofessionnelle » passionnante, dont il remplira deux mandats sur huit ans. A ce jour, il est toujours impliqué au sein de la CFDT, au titre de laquelle il siège au Tribunal des Prud'hommes de Nice. Il reste d'autre part responsable départemental CFDT des actions de ce syndicat envers les retraités « sante-sociaux ».

Lieu de conservation : CNAHES PACA
Cote CNAHES : PACA 2019-5
Enquêteurs : Jean-Michel Bec, Christian Bureau
Date d'enregistrement : 12/06/2019
Durée d'enregistrement : 1 h 28'
Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC
Instrument de consultation : transcription (19 p.)

Jean Pezzali

Centre maternel ALC

Notice biographique

Jean Pezzali est né à Paris et a vécu en Normandie. Après l'obtention d'un Bac « mathématiques et techniques », il débute sa carrière comme élève-stagiaire dans un IMP à Vernon, l'Institut des Fontaines, qui accueillait des enfants présentant des troubles du caractère et du comportement. Il y découvre les activités éducatives et l'approche rogérienne. Il se confronte aux provocations des enfants et à la dynamique de leur groupe. En 1969, il se dirige vers la formation en cours d'emploi de moniteur éducateur à Sées et abandonne le projet de devenir ingénieur. Il perfectionne la relation avec les enfants en observant leurs compétences dans diverses situations. Il poursuit avec la formation d'éducateur spécialisé en voie directe à Rouen et décide de faire un stage au centre maternel de Fontenay aux Roses pour agir sur la prime enfance et comprendre la relation mère-enfant en 1973. Il perfectionne l'acceptation de l'autre dans sa complexité et se méfie des projections. Diplômé en 1974, il est contacté par le centre maternel de Nice, géré par l'association ALC. Il intègre ALC tout d'abord au Foyer des Yuccas, centre d'hébergement pour femmes en difficulté, puis au Foyer pour adolescentes. En 1975, il entre au Centre Maternel comme éducateur, il devient ensuite chef de service en 1986. Il met en place la supervision et les réunions communes entre crèche et internat, les réunions de synthèse avec les intéressées. Il part à la retraite en 2005, devient administrateur d'ALC en 2007 et exerce de nombreuses représentations.

Lieu de conservation : CNAHES PACA
Cote CNAHES : PACA 2019-1
Enquêteurs : Emma Langrand, Christian Bureau
Date d'enregistrement : 14/09/2018
Durée d'enregistrement : 1 heure 42 minutes
Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC
Instrument de consultation : transcription (18 p.)

Jean Quentric

ACTES Patronage Saint Pierre, ALAM AGIS 06

Notice biographique

Né en 1937 dans une famille de cultivateurs bretons, Jean Quentric a suivi la quasi-totalité de sa scolarité dans des établissements Salésiens jusqu'au noviciat, à l'occasion duquel il rencontre Bruno Dubouloz. Ouvert sur les problèmes du monde, il intègre la Jeunesse Etudiante Chrétienne et devient professeur de latin et grec, mais aussi organisateur des sorties, des loisirs des novices, puis professeur dans une école salésienne de filles à côté de Lyon. En 1969, il part en stage en banlieue sud de Paris et y rencontre des jeunes « difficiles ». Il aide ensuite à Paris « la société des Amis de l'Enfance » qui gérait un FJT et crée une structure d'hébergement pour jeunes « blousons noirs » orientés par les éducateurs de rue. Bruno Dubouloz, qui, avec Jean Frécon et Louis-Xavier Michel, jetait les bases, à Nice, du foyer « Oncle Paul » fait appel à Jean Quentric en 1967 pour gérer en tant que bénévole le camping d'été « La Guitare ». Ce camping, installé sur le vaste terrain de l'« Oncle Paul » est mis à disposition des jeunes de passage sur la Côte d'Azur pendant l'été. L'aventure de l'Oncle Paul dure jusqu'en 1976... Salarié depuis 1970 par le Patronage Saint Pierre, Jean Quentric, après avoir renoncé à la prêtrise, fait fonction de chef de service, diplômé en 1973, directeur adjoint en 1978 puis directeur du centre d'hébergement en 1979. En avril 1977, il travaille à la Casa Vecchia, internat qui assure la continuité de l'Oncle Paul après sa fermeture pour raisons financières. La Casa Vecchia ferme à son tour en 93 et est remplacée par le service du logement externe, solution d'hébergement moins coûteuse, et plus responsabilisante pour les usagers. Interpellé par la question de l'après-CHRS, et donc du logement, il contribue à la création de l'ALAM en 1988 pour rechercher des appartements destinés aux personnes hébergées en institution, puis d'AGIS 06 en 1995. Il initie la transformation de l'ALAM en SOHLAM, SARL avec des capitaux associatifs regroupant vingt associations. Il contribue à la création d'Habitat et Humanisme dans les Alpes Maritimes pour assurer l'accompagnement. Avec GALICE dans laquelle se fond l'ALAM en 2014, il travaille à la prise en charge des problèmes du quartier par ses habitants sur divers sites à travers les Espaces de Vie Sociale. Convaincu par la nécessité de travailler collectivement pour répondre aux besoins sociaux, il contribue à la création d'Inter Secours Nice en 1985 et promeut le regroupement des associations qui partagent des valeurs et des objectifs, des expertises et une confiance réciproque, une volonté de transparence et de concertation. Au-delà de sa vie professionnelle, Jean Quentric, à 80 ans passés, prolonge cet engagement en tant qu'administrateur actif dans les diverses associations qu'il a contribué à créer.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2018-2a, PACA 2018-2b, PACA 2018-2c

Enquêteurs : Nadine Clarman et Christian Bureau

Date d'enregistrement : 14/02/2017, 16/03/2017 et 18/05/2017

Durée d'enregistrement : 31 minutes, 1 heure 25 minutes et 52 secondes, 1 heure 17 minutes et 59 secondes

Support de conservation : 3 fichiers vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription écrite (36 p.)

Conditions d'accès : non consultable avant le 23/04/2023

Anne Vergnaud

Née en 1936, Anne VERGNAUD, jeune professeur d'histoire-géographie, veut découvrir le monde : elle s'engage dans le cadre de la Coopération et découvre successivement la Tunisie, la Guinée, et surtout le Maroc où se révèle à elle à la fois une civilisation raffinée et un peuple chaleureux et accueillant. De retour en France, elle s'installe à Nice en 1971 et découvre avec stupéfaction l'indignité de l'accueil réservé aux travailleurs immigrés sur le sol français. A l'occasion

d'une conférence d'Alain Sainte-Marie sur l'immigration, elle apprend l'existence de l'ASTIAM, association de soutien aux travailleurs immigrés, et rejoint celle-ci, animée par Michel Dupuy et François Desplanques. L'élection de François Mitterrand en 1981 change radicalement la donne : l'Etat souhaite mettre en œuvre sa politique de l'immigration et s'appuie pour cela sur les associations locales. L'ASTIAM devient un partenaire incontournable à Nice. Anne Vergnaud jouera alors un rôle à la fois discret et déterminant, quand, avec le charismatique Ali Khalfi, elle représente l'ASTIAM aux commissions préfectorales d'admission lors de la « grande régularisation » de 1982... Au sein de l'ASTIAM, Anne Vergnaud est particulièrement sensible à la condition des femmes maghrébines. C'est pourquoi, quand l'ASTIAM décide en 1994 de ne plus assurer les cours de français-langue étrangère, cours majoritairement suivis par des femmes, Anne Vergnaud et Evelyne Braconnot créent une nouvelle association afin de pérenniser l'apprentissage du français au sein du quartier niçois des Moulins. C'est ainsi qu'en avril 1994 est fondée « Elles des Moulins », dont Anne Vergnaud prend la présidence. Cette association de quartier, animée par des personnalités volontaires et dynamiques, occupera peu à peu une place importante auprès des femmes du quartier et contribuera fortement à la vie associative des Moulins : apprentissage du français, sorties collectives, initiation aux documents administratifs, accompagnement social, le tout dans « un climat convivial et bienveillant ». Des tiraillements internes se font jour malgré (ou à cause ?) de ce mode de gestion. La directrice, Aïcha, démissionne en 2008. Lors de l'assemblée générale suivante, les adhérent(e)s rejettent l'ancienne équipe et élisent une nouvelle présidente et un nouveau conseil d'administration. Mais l'association ne survivra pas au départ des fondatrices : Elles des Moulins disparaît du paysage associatif en 2011.

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2019-6

Enquêteurs : Maryvonne Fabreguettes, Christian Bureau

Date d'enregistrement : 23/05/2019

Durée d'enregistrement : 1 h 05'

Support de conservation : vidéo MP4/H264/AAC

Instrument de consultation : transcription (15 p.), témoignage écrit (15 p.)

Conditions de réutilisation : diffusion d'images au grand public non autorisée

Christiane et Maurice Combes

Educateurs (1947-1977)

Lieu de conservation : CNAHES PACA

Cote CNAHES : PACA 2000-1a, PACA 2000-1b, PACA 2000-1c

Enquêteur : Eric Carton, dans le cadre de sa formation DSTS

Dates d'entretien : 16/08/2000, 24/08/2000, 31/08/2000

Support de conservation : pas d'enregistrement

Instruments de consultation : transcription écrite (13 pages), assortie d'un CV des personnes interrogées et d'une brève notice sur leur parcours

Bruno Dubouloz

Actes Patronage Saint Pierre CLAIE, Inter Secours Nice, FNARS

Lieu de conservation : CNAHES PACA
Cote CNAHES : PACA 2014-1
Enquêteurs : Hélène Dumas et François Desplanques
Date d'enregistrement : 10/12/2014
Support de conservation : pas d'enregistrement
Instruments de consultation : résumé synthétique (1 page)

 **Adèle Scapucci Reboul de Barry**

Directrice de l'école de service social de Nice

Lieu de conservation : CNAHES PACA
Cote CNAHES : PACA 2002-1a et PACA 2002-1b
Enquêtrices : Danielle Brocvielle, Rose Marie Dazin et Jacqueline Félician (APREHTS)
Date d'enregistrement : 13/12/2001 et 26/06/ 2002
Support de conservation : pas d'enregistrement
Instruments de consultation : transcription écrite (15 pages)

Deuxième partie :

Les collectes nationales

Deux campagnes collectives fondatrices

« Histoire du service social et de l'action sociale » (collecte 1976-1980)

Historique de la collecte

Au cours des années 1970, le service social est rudoyé par un mouvement de sociologie critique qui entend percer à jour sa logique sous-jacente de « contrôle social ». Face à ces « écrits accusateurs » qui se portent à l'analyse de leur passé, des assistantes sociales ont souhaité travailler leur propre histoire en s'ouvrant peu à peu à des historiens. Au milieu des années 1970, Pierre Idiart, formateur de travailleurs sociaux et chargé de cours en ethnologie à l'Université d'Aix-Marseille, est déjà impliqué dans des recherches sur l'histoire du service social pour le compte d'associations du secteur : la Fédération française de travailleurs sociaux (qui allait devenir la Confédération française des professions sociales, ou CFPS), mais aussi le Comité de liaison des centres de formation permanente et supérieure en travail social sur l'histoire de la formation continue. C'est à la suite d'une conversation, au début de l'année 1976, entre Pierre Idiart et l'historienne Yvonne Knibiehler – maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille et spécialiste de l'histoire des femmes - que cette dernière forme le grand projet d'une histoire du travail social en France et entreprend de contacter les principales associations du secteur.

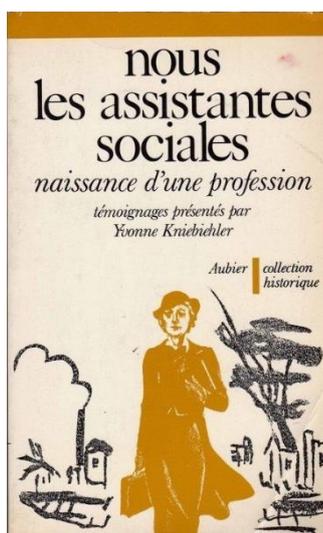
Après des tentatives de contact infructueuses auprès de plusieurs organismes, Yvonne Knibiehler trouve un écho favorable auprès de la Confédération Française des Professions Sociales (CFPS). Le 16 mars 1976, elle rencontre sa présidente, Simone Crapuchet, qui lui apporte son soutien. Plusieurs chercheurs, professionnels et formateurs se joignent à l'aventure : deux historiens (Stéphane Courtois et Eliane Richard), sept acteurs de la formation des travailleurs et travailleuses sociales (Maria Bauloz, Cécile Braquehais, Bernadette Blanc, Marie-Françoise Collière, Odile Lavour, Henri Pascal, Georges-Michel Salomon) ainsi que deux assistantes sociales retraitées (Suzanne Boyer et Jacqueline Perlès). Le 3 juin, l'Université de Provence - où enseigne Yvonne Knibiehler - et la CFPS lancent enfin une circulaire commune pour solliciter des concours pour entreprendre une Histoire du travail social en France. Ce texte prévoit un triple objectif, présenté comme les « trois étages de la fusée » :

- tout d'abord, recueillir les témoignages des *anciennes* qui ont fondé les grands services dans l'entre-deux-guerres ;
- faire une analyse des formations des travailleurs et travailleuses sociales telles qu'elles sont organisées dans les associations et les écoles ;
- puis réaliser une étude générale de l'état des services sociaux en France à la fin des années 1970.

Dans leur méthode et leurs objectifs, Yvonne Knibiehler et Simone Crapuchet se démarquent résolument des « écrits dénonciateurs » contemporains⁴ : « ces ouvrages, écrits par des sociologues, interprètent le passé plutôt qu'ils ne le décrivent et ils n'ont pas pour but d'entretenir la mémoire collective » (projet de recherche, 1979).

Néanmoins, bien que ce projet rencontre un véritable enthousiasme, il se confronte à plusieurs difficultés. Après une aide financière initiale de 57.000 francs apportée par l'Université de Provence en 1976, ainsi qu'un financement du CNRS dans le cadre du nouveau programme « Europe du Temps présent, étude du changement social », le contrat est révoqué en 1981 et le projet se retrouve sans nouvelles ressources. Le recueil de témoignages est donc mené à bien, mais l'ensemble de l'équipe se trouve dans l'incapacité de continuer à traiter exhaustivement les deux étapes suivantes.

Par ailleurs, plusieurs lettres témoignent de la dégradation des rapports entre les deux responsables du projet, Yvonne Knibiehler et Simone Crapuchet. Leur collaboration est asymétrique : la première est l'unique porteuse du projet pour le CNRS quand la seconde, non historienne, est plutôt chargée d'animer le projet auprès du « réseau » de professionnelles. Le départ en Afrique de Simone Crapuchet pour une mission dans le cadre de ses fonctions à l'UNESCO en 1980 semble mettre un terme à sa participation au projet. Le projet éditorial est conservé par Yvonne Knibiehler qui propose à l'éditeur Aubier un ouvrage rassemblant des extraits des témoignages écrits et oraux commentés et contextualisés. Il est publié en 1980 sous le titre : *Nous les assistantes sociales. Naissance d'une profession*.



Knibiehler (Yvonne) (présenté par), *Nous, les assistantes sociales : naissance d'une profession. Trente ans de souvenirs d'assistantes sociales françaises (1930-1960)*, préface de René Rémond, Paris, Aubier Montaigne, 1980, 383 p.

D'autres références sont relatives à cette campagne :

Knibiehler (Yvonne), « Du nouveau sur l'histoire du service social », *Vie sociale*, n°10, 1981, p.559-563. [[lien Gallica](#)]

Association provençale pour la recherche en histoire du travail social, *Institutions, acteurs et pratiques dans l'histoire du travail social*, Presses de l'EHESS, 2013, 260 p. [[lien de présentation](#)]

Pascal (Henri), Allard (Paul), « Les apports d'Yvonne Knibiehler à l'histoire du travail social », dans : Marcel Bernos, Michèle Bitton (dir.), *Femmes, familles, filiations : en hommage à Yvonne Knibiehler*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2004, p. 143-155. [[lien OpenEdition](#)]

En novembre 1989, le travail collaboratif autour de l'histoire du service social est ressuscité avec la création du Réseau histoire du travail social (RHTS) par Christine Garcette⁵ et Brigitte Bouquet. Plusieurs contributeurs de la campagne de 1976-1980 se retrouvent parmi les membres actifs. En 1992 le réseau devient une commission du CEDIAS-Musée social, 5 rue Las Cases à Paris. Mis en sommeil dans les années 2010, son action est prolongée au niveau régional par l'Association provençale pour la recherche en histoire du travail social (APREHTS) créée en 1997, avant d'être reprise au niveau national par le Groupe de recherche en histoire du service social (GREHSS) créé en octobre 2016.

⁴ Nommément désignés Philippe Meyer, *L'enfant et la raison d'Etat* (Seuil, 1977), J. Joseph et Ph. Fritsch, "Disciplines à domicile" dans la revue *Recherches* n°28 (1978), Jacques Donzelot, *La police des familles* (Editions de Minuit, 1978), Jeannine Verdès-Leroux, *Le travail social* (Editions de Minuit, 1978) ...

⁵ Voir le chapitre « Collecte des chercheurs ».

Présentation des sources

Cette collecte compte 57 témoignages écrits, dont seulement 7 sont des transcriptions d'enregistrements. Le choix du mode de recueil étant laissé aux témoins, la plupart d'entre elles ont préféré l'écrit à la bande sonore. Les entretiens oraux ont été recueillis au moins par Simone Crapuchet et Suzanne Boyer. Un seul enregistrement oral de cette campagne est parvenu jusqu'à nous à ce jour : celui d'Hélène Naegelen, par l'intermédiaire de Christine Garcette.

La collection est consultable aux Archives nationales (site de Pierrefitte) dans le fonds de la Confédération française des professions sociales (CFPS, 208 AS XXIII).

Mlle A.

Assistante sociale de la Croix-Rouge à partir de 1929 dans les églises et usines des marais de Bordeaux et de Bruges. Au total, 39 ans dans le même service.

« Témoignage d'une assistante sociale polyvalente du département de la Gironde », 8 p. tapuscrites originales, 7p. [le 14 juin 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Geneviève d'Authéville (1902-1997)

Née à Paris, infirmière diplômée d'Etat en 1931, Geneviève d'Authéville devient assistante sociale à la direction d'un Service Social Hospitalier, adjointe à Mme Joséphine Getting. Elle accueille les réfugiés à la gare de Bordeaux durant la Seconde Guerre Mondiale. Elle participe à la création du service social hospitalier au Maroc, puis rejoint le 1er régiment de chasseurs parachutistes vers 1943-1944. En 1958, elle est nommée secrétaire générale pour l'Europe et le Moyen-Orient de la Conférence Internationale du Travail Social.

« L'histoire de mon travail social », 11p. tapuscrites photocopiées [le 9 février 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Jeanne Auvray-Rocher

En 1933, Jeanne Auvray-Rocher s'inscrit à la Société des Secours aux Blessés Militaires pour suivre des cours d'infirmière hospitalière. En 1935, peu avant d'obtenir son diplôme d'Etat (1936) elle entre à la récente École de Surintendantes. Une première partie du récit s'arrête à la fin de l'expérience de stage (jusqu'en 1940). Le reste du témoignage rassemble une présentation et un rapport d'activité de la Compagnie Générale Transatlantique ; un récit de l'expérience de Jeanne Auvray-Rocher au Secours National durant la guerre ; un texte d'une allocution prononcée lors des journées d'études du Secours National d'Indre et Loire les 4 et 5 juillet 1942.

« Contribution à l'histoire du service social », 16p. tapuscrites photocopiées, [7 juin 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Annexe I : Programmes et rapports de sessions de formations des monitrices d'enseignement ménager et agricole à Tours (1941)

Annexe II : Notes portant sur l'organisation de ces sessions

Annexe III : Lettre de démission de la délégation d'Indre et Loire du Secours National (26 janvier 1943) et réponses du délégué régional (1er février 1943)

Edith Battut (1913-2012)

Née en 1913 à Camburat près de Cahors. A la sortie de son baccalauréat en philosophie, Mlle Battut part étudier à Paris à l'École des Surintendantes (1934). Elle finit ses études et obtient son diplôme d'Assistante Sociale et de Surintendante en 1936. Après avoir participé à une enquête sur la sous-alimentation des enfants pour la CAF de Paris, Jeanne Sivadon, directrice de l'École des Surintendantes, lui propose un poste à Saint-Brieuc où elle doit faire fonctionner un bureau d'embarquement de marins et de créer un service social pour cette population (1937). Entre 1940 et 1941, Mlle Battut réussit à obtenir un budget et construire son service social auprès de l'Union Sociale Maritime (USM). Après 1945, le service débute un processus de fort développement et d'agrandissement des effectifs. Dans son entretien, Mlle Battut résume les problématiques sociales relatives à chaque période.

« Histoire du service social en France », 88p. tapuscrites photocopiées, [4 octobre 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Mme Berton

Assistante sociale PMI à Rouen.

Témoignage dactylographié original sur le service médico-social de PMI du secteur Ouest de Rouen de 1933 à 1940 (« Le terrain d'action », « Historique de l'habitat », « Les sanitaires », « L'eau », « Le lait », « Les rats », « Les biberons »), 18 p. AS/208(XXIII)/50.

Nina Bonnet-Scherrer (1910-2006)

Assistante sociale formée à l'Ecole d'action sociale dirigée par Apolline de Gourlet, assistante sociale d'usine à Rouen de 1937 à 1975.

- « Un service social interentreprises de la région rouennaise », 19 p. Témoignage sur sa formation à l'Ecole d'action sociale, 17 p. Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXIII)/49.

- Témoignages de Mlle Jeanne Jeger, Mme Ninat Bonnet-Scherrer et Mlle D.Duval sur le service social du travail dans la région rouennaise (1939-1977). Témoignages sur le service social inter-entreprises (1947-1977), et sur un service social rural dans la région de Goderville (1940-1945). Don de Mme Bonnet-Scherrer, Archives départementales de la Seine-Maritime, J 679.

Yvonne Bougé (1897-1991)

Etudiante à l'Ecole Sociale de l'Abbé Viollet à Paris en 1934, Yvonne Bougé devient assistante sociale à la crèche Sainte Rosalie, à Saint Ouen, à la Caisse d'Allocation Familiales de la Chaussée d'Antin, ou encore à l'Hôpital Percy à Clamart (durant la guerre) et à la Société d'Assurances "La Providence" à partir de 1944. Ecrivaine, récompensée par l'Académie française.

« On ne voit bien qu'avec le cœur », transcription, 25 p. tapuscrites originales. [1 août 1977]. Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXIII)/47.

Chavelou

Née vers 1924, ancienne étudiante en Droit à la Fac de Paris durant la guerre, elle obtient un poste d'assistante sociale à l'Entraide Française à Bourges avant la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

« La période héroïque de l'entraide française », 3 p. tapuscrites photocopiées. [1977]. Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXIII)/47.

Cécile Thomassin

Durant la Première Guerre mondiale, Mlle Thomassin s'engage à la Croix Rouge et accueille pendant 4 ans les réfugiés à la gare et à l'hôpital de Romilly-sur-Seine. A la fin du conflit, elle rejoint un dispensaire de la Fondation Rockefeller en tant qu'assistante médicale puis suit des journées d'études à l'Ecole Normale Sociale de Neuilly. Elle met alors en place une cure d'air et de repos pour des jeunes ouvrières et se spécialise dans la lutte contre la tuberculose. Durant la Seconde guerre Mondiale, Mlle Thomassin devient assistante au Secours National, puis, à la fin, obtient un poste à la Sécurité Sociale du secteur de Romilly. Elle adhère à l'Union Catholique de Services de Santé (UCSS).

« Témoignage », 2 p. ; manuscrites originales [1^{er} septembre 1977, Romilly-sur-Seine].

« Témoignage après relance de Madame Crapuchet » 2p. ; manuscrites originales [19 octobre 1977, Romilly-sur-Seine]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Lucie Cheminée

Mlle Cheminée obtient du diplôme d'Etat d'Infirmière en 1935. Elle intégrée la même année l'Ecole de Montrouge à Paris, rejoint le projet dit de "surveillance" des enfants placés en nourrice à l'hôpital de Mme Getting, puis entre à la Caisse d'Allocations Familiales du Spectacle. Revient ensuite à l'école de Montrouge en tant que monitrice.

« Allocution de Mademoiselle Cheminée », 8 p. tapuscrites photocopiées [Allocution du 12 décembre 1972 dans le cadre de la cérémonie d'introduction à l'Ordre National du Mérite]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Marie-Renée Chéné (1911-2000)**

Marie-Renée Chéné obtient son diplôme d'Etat de service social en 1934 à l'Ecole Normale sociale de Paris. En 1945, elle est recrutée par le Service social de la Mutualité Agricole compromettant 12 communes agricoles du pays de la Loire. En 1950, Marie-Renée Chéné rejoint la ville d'Alger où elle exerce dans un bidonville au titre d'infirmière. Elle est réquisitionnée par l'Armée pour apporter des secours aux blessés en 1955, mais elle quitte rapidement le service en raison de forts désaccords avec ses supérieurs. En 1958, suite à l'aggravation de la guerre, elle rentre en France où elle est chargée de la formation des futurs responsables algériens des Centres sociaux. Après une dernière mutation au Maroc en tant qu'assistante technique du Ministère de la Santé Publique du Maroc jusqu'en 1962, elle finit sa carrière au poste de professeure de sociologie à l'Ecole sociale de Nantes.

« Témoignage », 6 p. tapuscrites photocopiées. [1977, à Nice]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Simone Crapuchet (1916-2012)**

Après avoir obtenu un diplôme d'infirmière à la l'École de Santé Protestante Florence Nightingale à Bordeaux-Bagatelle (1939) y d'y avoir été cheftaine veilleuse au début de la guerre (juin 1940), Mme Crapuchet part en tant qu'infirmière coloniale à Dakar (1942) où elle est à la charge d'un service hospitalier de chirurgie-gynécologie. Revient à Paris en 1945, reprend ses études à l'Ecole des Surintendantes, travaille en tant qu'assistante chef pour le Ministère des Colonies, puis à l'atelier d'Arles de la SNCF. Signe sa démission en 1950 pour partir en Côte d'Ivoire (1951). Part aux Etats-Unis (1958) étudier à la faculté de service social de la Tulane University dans la Louisiane. Départ en Afghanistan (1960) chargée de recherches sur l'éducation rurale dans la périphérie de Kaboul pour L'ONU, puis en Amérique Latine et Iran (1968) avec l'UNESCO.

« Grains de sable... », 26 p. tapuscrites photocopiées, [28 novembre 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mme Deniot**

Fille de médecin (perdu à l'âge de 13 ans). Diplôme d'infirmière Croix-Rouge (simple puis majorat), formation d'assistante sociale. Occupe un poste au dispensaire de la Croix-Rouge où elle reste trois ans. Service de PMI et d'hygiène scolaire de novembre 1931 à septembre 1967. Assistante-chef en 1959. Directeur du Bureau d'aide sociale pendant cinq ans (1962-1967).

« Ma carrière d'assistante sociale », 4p. ; manuscrites originales [1977, Tours]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mlle Duval**

Après avoir passé un diplôme d'infirmière à l'Ecole des infirmières de la Croix-Rouge de Rouen, Mlle Duval part en juin 1940 pour Paris afin d'intégrer l'Ecoles des Surintendantes et s'y former dans le service social. Marquée par les groupes exilés qui fuyait l'arrivée des allemands, elle finit par rejoindre directement le Secours national dans le canton de Goderville près du Havre, pour y construire un réseau de services sociaux. Ce témoignage fait le bilan des actions entreprises durant les années de guerres, puis du retour à Paris en 1945.

« Expérience d'un Service Social Rural en Normandie pendant les années 1940-1945 », tapuscrites originales (17p.) et photocopiées (10p.) [Juin 1977 à Rouen]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Annexe I : Bilan rétrospectif de l'évolution sociale de la région rouennaise et du Service Inter-Entreprises

Annexe II : Répercussions de la crise textile sur la population d'Elbeuf (1953)

Annexe III : Sous-emploi des pré-adolescents en haute Normandie (1965)

Annexe IV : L'adaptation du service social aux milieux des travailleurs du port de Rouen

Annexe V : Etude sur un groupe de migrants sénégalais et mauritaniens employés dans une Filature de la Région Rouennaise, Travail de Nuit (1959)

✚ **Suzanne Fouché (1901-1989)**

Assistante sociale à l'Association Catholique des Malades de Berck et présidente fondatrice de la Ligue pour l'Adaptation des Diminués Physiques au Travail (ADAPT) à partir de 1929. « Histoire de l'Adaptation des Diminués Physiques au Travail », 5 p. manuscrites originales. [17 juin 1978]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Louise Foulon-Ropars (1915-1969)**

Ancienne élève de l'école Florence Nightingale de Bordeaux, elle fut assistante sociale de l'association d'hygiène sociale de l'Aisne (1937-1941), puis, en 1942, assistante sociale d'usine. Infirmière d'un maquis en 1944, elle crée les services sociaux universitaires de l'Académie de Rennes en 1946 et en assume la responsabilité jusqu'à sa mort en 1969. « La création et le fonctionnement de la médecine préventive universitaire, l'exemple de l'université de Rennes », 20 p. tapuscrites photocopiées [texte écrit en 1960 pour une conférence devant les élèves infirmières de Rennes]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mlle Fritsch**

Née entre 1880 et 1890. Mlle Fritsch est enrôlée en tant dans un hôpital auxiliaire à Bordeaux durant la première guerre mondiale. Elle obtient son diplôme d'infirmière à l' Ecole de la Croix-Rouge en 1919, puis son diplôme d'Infirmière-Visiteuse peu de temps après, spécialité Enfance. Elle rejoint ensuite la section départementale de Gironde du Comité National de l'Enfance où elle deviendra plus tard Assistante Sociale Chef. Prends sa retraite en 1957. « Témoignage », 19 p. tapuscrites originales [1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mlle G.**

Infirmière Hospitalière diplômée en 1929, puis Infirmière-visiteuse de l'Enfance diplômée en 1930. Assistante sociale Chef de la Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance. « Témoignage », transcription, 6 p. tapuscrites photocopiées. [Date inconnue, à Bordeaux]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mme Gérard (1911-...)**

Mme Gérard vit la majeure partie de son enfance à Montpellier, où elle étudie deux ans à la Faculté de Droit. Elle rentre en 1935 dans une école d'infirmière à Paris et, après obtenir le diplôme d'Etat, elle travaille dans un service de chirurgie (non précisé). En 1939, elle est requise pour diriger la maison thermale pour enfants de la Bourboule. A son retour en 1940 à Paris, elle décide d'abandonner l'infirmierie et de commencer des études d'assistante sociale (obtient le diplôme d'Etat en 1945). Elle dirige alors le service d'assistantes sociales du Lycée St. Louis. En 1953, poste au Ministère de l'éducation à la direction de l'hygiène scolaire, en 1964, poste de conseillère technique et assistante sociale chef au Ministère de la Santé Publique (dont la mission est de développer les structures en faveur de l'enfance inadaptée) « Témoignage », 21 p. tapuscrites photocopiées [le 20 janvier 1977 à Roquebelle]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Mme H. Gonnet**

Assistante sociale à la Résidence Sociale de Levallois, à la Caisse Régionale de Sécurité Sociale (CIAS) rue Dunkerque à Paris, puis à l'Ecole du Comité National de Défense contre la Tuberculose, aussi à Paris. Durant la guerre, Mme Gonnet part à l'École Joseph Deshayes d'Orléans. Puis elle revient à Paris à la fin de la guerre. « Témoignage », 11 p. tapuscrites originales. [Le 18 octobre 1977 à Versailles]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

✚ **Ysabel de Hurtado (1891-1983)**

Née le 17 octobre 1891 à Paris, Ysabel De Hurtado devient en 1911 étudiante dans un dispensaire d'enfants à Puteaux qui dépend de la Croix-Rouge. Là-bas, elle obtient son diplôme d'infirmière en 1913. Durant la Première guerre mondiale, elle travaille comme

infirmière dans un hôpital annexe du Val de Grâce géré par la Croix Rouge. De 1916 à 1918, elle part au front avec une équipe chirurgicale. A son retour à Paris, elle s'inscrit en 1919 dans l'Hôpital-Ecole de la rue de la Glacière et obtient le diplôme d'Etat d'infirmière visiteuse en 1922. Ysabel De Hurtado exerce alors jusqu'en 1930 dans la Société de Secours aux Blessés de Guerre (SBM). Entre 1931 et 1942, elle participe à la création d'un service social dans les HBM (Habitations à Bon Marché) du 19e arrondissement et dirige l'Office de Protection de la Maternité et de l'Enfance de la Seine (OPMES). Après la guerre, en 1946, elle est nommée secrétaire générale du Comité Français de Service Social et d'Action Sociale ainsi que secrétaire générale de la Conférence Internationale de Service Social pour l'Europe et le Moyen Orient. Sa carrière internationale s'achève en 1969, à la date de son départ de la présidence du comité français de la Conférence internationale de service social. « Témoignage », 16p. Transcription d'un enregistrement, manuscrites photocopiées, [janvier 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

L. Jacob

Etudiante en 1928 à l'Ecole d'Infirmières de Strasbourg, elle devient en 1932 infirmière visiteuse d'hygiène sociale polyvalente à Munster. Départ en 1940 pour le Limousin où elle s'occupe des réfugiés alsaciens. Habitant en zone occupée durant la guerre, L. Jacob est embauchée par la Croix-Rouge allemande (qui l'envoie en Pologne amener du matériel d'infirmier, un voyage particulièrement éprouvant pour L. Jacob). En 1941, poste à l'Office Municipal d'Hygiène à Strasbourg. Départ en 1950 pour étudier le "Public Health Nursing" à l'Institute of International Education à New York (munie de la bourse Franco-américaine Fulbright). Retour en 1951 à Strasbourg, rentre à la Section Départementale de l'ANAS. En 1965, L.Jacob obtient le poste d'Assistante Sociale Chef au Dispensaire Antituberculeux de Strasbourg où elle reste jusqu'à la fin de sa carrière en 1974. « Témoignage », 8 p. tapuscrites photocopiées [le 6 février 1978 à Strasbourg]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Mme Jacquemin (1908-...)

Ancienne infirmière d'usine à Grenoble, elle devient assistante sociale de 1940 à 1973. D'abord engagée pour créer le service médico-social du Bâtiment et des Travaux Publics à Grenoble, elle devient assistante sociale en prison à Grenoble puis à Lyon (21 ans au total) « Histoire de ma vie sociale », 8p. tapuscrites originales [le 15 octobre 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Mme Jalabert (1912-...)

Née à Avignon, elle obtient en 1933 son diplôme d'infirmière d'État à Montpellier et celui d'infirmière visiteuse à Marseille. Après s'être formée en maladies vénériennes à l'Institut Fournier à Paris, elle participe à la création et reste 11 ans au service de contrôle sanitaire des prostituées d'Avignon. Après la guerre, elle rentre en 1946 dans le secteur rural de Cavaillon de la Mutualité Sociale Agricole. « Compte-rendu de ma vie d'assistante sociale », 8 p. tapuscrites photocopiées [le 24 février 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Mlle Lannier

Née vers 1913, élève en 1934 à l'Ecole de service social de l'Abbé Viollet. Assistante sociale à la mairie de Grenoble. « Interview sur l'Ecole du service social de l'Abbé Viollet », transcription, 14 p. tapuscrites photocopiées. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mme Lathuile

Assistante départementale au Service des jeunes en 1945. « Un témoignage... » 24 p. manuscrites photocopiées. [1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mme Leblanc

Assistante sociale fondatrice d'un service social sur les bases aériennes militaires de Marrakech, dépendant de la Section Croix-Rouge IPSA (infirmières pilotes secouristes de l'air).

« Mes premières expériences d'assistante sociale (1940-1941) », 14 p. tapuscrites photocopées. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mattéi

Elève à l'Ecole d'action sociale de Levallois-Perret (1930-1932), assistante sociale dans une maison d'enfants de cas sociaux (Marne, 1933-1937), puis en dispensaire à Paris (1939-1947), au Chili (1947-1953), à Alger (1960-1975).

« Témoignage », 27 p. extraits de journal rédigé au cours des deux ans d'École (1930-1932), 31 p. texte sur la place de l'assistante sociale, 10 p. tapuscrites photocopées. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mlle Milan

Assistante sociale dans un dispensaire antituberculeux au Havre entre 1931 et 1938, Mlle Millan intègre ensuite le comité d'organisation pour créer un service inter-entreprise à Rouen. Malgré de nombreuses réalisations ce service disparaît durant la guerre et elle intègre en 1945 un poste d'assistante sociale une usine de construction électrique au Havre.

« Témoignage », 6 p. [19 Aout 1977 à Rouen]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mlle Moinet

Elève à l'Ecole des Surintendantes à Paris (1941-1943), triple diplôme d'assistante sociale, conseillère du travail et surintendante pendant l'année scolaire 1942-1943. Assistante-chef du Secours National d'Indre-et-Loire en 1943. Assistante sociale adjointe à la Surintendante de l'usine C.I.M.T. de Saint Pierre des Corps en 1948. En même temps, installation service social dans nouvelle usine tourangelle, C.A.K.-S.K.F.. Démission en 1967. Responsable Centre Social à Tours (1967-1976).

Témoignage, 9 p. tapuscrites photocopées, mai 1977. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Mlle Mojon

A suivi une formation « sociale » en 1928 en Algérie (où le terme d'assistante sociale est encore inconnu) ; Inscriptions à l'école de Levallois-Perret par correspondance, pendant un service social en Italie, notamment auprès des jeunes filles. Croix-Rouge en 1944. [Années 40] Service social à l'association des Paralysés de France, puis direction. Diplôme en 1946. Ateliers protégés, Centre d'Aide par le travail, foyers d'infirmités, écoles d'enfants paralysés (Centre de télé-enseignement), 1ers centres de rééducation fonctionnelle. Retraite années 60.

Entretien mené par Suzanne Boyer, 66 p. tapuscrites. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Hélène Naegelen (1898-1986)

Née à Héricourt (Saône-et-Loire), fille de notaire qu'elle assiste comme clerc durant la première guerre mondiale et après, études de droit à Nancy, action sociale chrétienne dans une usine de tissus et participation à des cercles d'études à Nancy 1928-1930, rapidement élève puis professeur puis directrice en 1933 de l'Ecole Normale Sociale avec une équivalence du diplôme d'Etat en 1932 ; directrice générale en 1945 des Ecoles normales sociales de Paris, Angers et Bordeaux, puis directrice de l'Ecole de Paris jusqu'à sa retraite en 1962.

Entretien mené par Suzanne Boyer, transcription, 115 p. photocopées (14 p. tapuscrites suivies de 59 p. manuscrites numérotées de 29 à 115). Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Geneviève Noël

Etudes d'infirmière-visiteuse (1932-1935) à l'Ecole du Comité National de Lutte contre la Tuberculose à Paris à [30-35 ans ?]. Etudes de Protection Maternelle et Infantile.

Remplacement d'un mois en 1935 à l'Hôpital Saint Antoine, en maternité. Remplacement d'un mois à Rueil-Malmaison, devient définitif. Promotion en 1936 Monitrice départementale de Protection Maternelle et Infantile. Responsable de 691 communes pour seulement 25 infirmières-visiteuses. Mutation en 1941. Retraite en 1966.

« Profession exercée d'avril 1935 à octobre 1965 », 4 p. tapuscrites photocopiées. [Janvier 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Mlle Oraison**

B.E. à Montpellier puis B.S.. Etudes d'infirmière à 28 ans en 1932 à l'école Croix Rouge, puis infirmière-visiteuse généralisée en 1933. Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance. Diplôme A.S. En 1942. Responsable syndicat CFTC, puis présidence UCSS, adhérente ANAS. Conseillère municipale pendant l'occupation. Retraite en 1977.

« Témoignage de Mademoiselle O... assistante sociale de secteur dans la banlieue Bordeaux », 6 p. tapuscrites. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Mlle Pages**

Née dans les années 20. Khâgne à Fontenay. Ecole de Service social de Nice à 22 ans. Membre U.C.S.S.. Service social municipal à Nice (1945-1978). P.M.I. (1945-1969).

« Témoignage », 8 p., manuscrites originales, [5 octobre 1978]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Mlle J. Pelloux**

Ecole d'infirmière et d'assistante sociale à Lille (1932). Diplôme (1934). Diplôme assistante sociale (1935). Hôpital Cochin, certificat de dermatologie et de vénéréologie. Création service médico-social dans le Nord. Création service hygiène scolaire (organisation et création de dossiers médicaux pour les enfants scolarisés). Retraite (1968). Bénévole Paralysés de France.

Témoignage écrit, 11 mai 1977, 3 p. tapuscrites. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Th. Peltier**

Entrée au Service d'assistance à l'enfance en 1944 à Rouen.

« De l'évolution du service d'aide sociale à l'enfance en Seine-Maritime », 25 p. tapuscrites originales. [Août 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **A. Pepin**

Elève à l'Ecole de la Croix-Rouge de Rouen entrée en 1928, puis à l'Ecole pratique de service social « Montparnasse » en 1933, assistante sociale à l'Aide aux familles nombreuses à Rouen

« Aide aux familles nombreuses de Rouen », 18 p. tapuscrites originales. [Janvier 1981]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Jacqueline Perlès (1908-2000)**

Jacqueline Perlès effectue en parallèle des études d'assistante sociale et une licence en droit. Elle commence sa carrière professionnelle au service social du Secrétariat à la Marine, qu'elle quitte en 1940 quand l'antisémitisme devient virulent, puis travaille à la Sauvegarde des Bouches du Rhône, avant de travailler dans une entreprise de chaussure de Romans. Menacée en raison de ses activités résistantes, elle passe à la clandestinité et travaille au COSOR (Comité des Œuvres Sociales des Organisations de Résistance). Adhérente de l'ANAS dès sa création elle anime la commission chargée d'écrire le code de déontologie. Conseillère technique à l'UNCAF dès 1947, elle aura un grand rôle dans l'organisation des formations au case-work. Après son départ à la retraite en 1968 elle travaille un temps à la DDASS du Val-de-Marne.

« Transcription des cassettes de Mademoiselle Crapuchet : interview de Madame Perlès. Casette 2, faces 1 et 2, Casette 3 face 1, Casette 4 face 1 », 61 p. ; témoignage écrit, 27 p. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Madeleine Perroni (1897-..)**

Après des études d'infirmière à l'École de l'Assistance publique, elle entre en 1919 comme visiteuse d'hygiène à la Fondation Rockefeller pour la lutte antituberculeuse, jusqu'à son départ en 1929. Elle passe ensuite « avec les meubles » à l'Office public d'hygiène sociale (OPHS) : d'abord au dispensaire Secrétan jusqu'en mai 1940, puis à celui de Maisons-Alfort jusqu'à sa retraite en 1960.

« Témoignage », 8 p. manuscrites photocopies. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Simone Perrin (1902-...)**

Elève au dispensaire de Grenoble, elle obtient le diplôme d'infirmière de la Croix-Rouge française en 1920. Rejoint en 1931 le du Service d'hygiène de l'enfance de la CAF de Grenoble. Déléguée de la CAF et présente au Secours National durant la guerre, elle reprend en 1950 un travail de monitrice à l'École d'Assistantes sociales de Grenoble.

« Ma carrière sociale : Avril 1931 à Janvier 1977 », 13p. ; tapuscrites originales [11 novembre 1977 à Grenoble]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Charlotte Plesent (1901-...)**

Née à Bordeaux, Charlotte Plesent commence ses études d'infirmière hospitalière à l'École Pasteur de la Croix-Rouge en 1926, obtenant son Diplôme d'Etat en 1929. Elle devient monitrice de l'école de 1929 pour les préparations au Diplôme d'infirmière-visiteuse jusqu'en 1938. En 1939, elle obtient le Diplôme d'assistante en service social à Paris. En 1944, elle devient directrice de l'école sociale Pasteur. Démissionne en 1946 pour devenir Assistante sociale chef du service rural de la mutualité agricole de la Gironde. Retraite en 1966.

« Rapport présenté par Mademoiselle Charlotte Plesent », 20 p. ; tapuscrites originales [15 septembre 1977 à Bordeaux]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Marthe Rambaud, née Richard**

Fille d'avoué, elle obtient d'abord un diplôme de capacité en droit en 1925, puis un diplôme d'infirmière Croix-Rouge. Elle travaille 2 ans dans une clinique, puis entre à l'école du Comité de défense contre la tuberculose (250 bd Raspail à Paris) où elle obtient le diplôme d'infirmière visiteuse en 1934. Elle travaille huit ans au service de la Protection de la maternité et de l'enfance dirigé par Ysabel de Hurtado. En 1941, elle prend un poste d'assistante sociale rurale auprès de la Mutualité sociale agricole à Avignon jusqu'à sa retraite en 1966.

« Témoignage », 7 p. manuscrites photocopiées. [1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **M.-Th. Schmitt (1911-...)**

Étudiante entre 1930 à l'école d'infirmières hospitalières visiteuses à l'école St. Joseph de Colmar, elle y obtient son Diplôme d'Etat en 1933. Entre 1933 et 1939, premier poste au Dispensaire antituberculeux de Colmar, puis assistante sociale pour la SNCF. Elle part en 1940 à la Gare d'Austerlitz à Paris. Puis de 1940 à 1944 dans une gare à Blainville, Nancy. En 1944 rejoint son ancien poste à Colmar, puis devient assistante sociale chef auprès du directeur départemental de la Moselle jusqu'en 1963. Encadre le service social départemental du haut Rhin jusqu'en 1974.

« Témoignage d'une expérience professionnelle dans la pratique du service social. Entre 1930 et 1974 », 14 p. ; tapuscrites photocopiées [Septembre 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

✚ **Odette Schwob (1901-...)**

Elle commence ses études en 1933 à l'École Pratique de Service social Boulevard Montparnasse. En 1935, premier poste de service social à l'Hôpital de la Pitié. En 1940, départ pour Lyon s'occuper des réfugiés de l'Hôpital de la Foie. Entre 1948 et 1950, elle prend la direction de l'École d'Infirmières Auxiliaires créée par l'American Jewish Joint Distribution Committee à Paris. En 1953, assistante sociale chef au Comité de Bienfaisance Israelite rue Rodier.

« Quarante ans de service social », 13 p. ; tapuscrites photocopiées. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Jane Sivadon (1901-1995)

Née à Toulouse, Jeanne Sivadon entre à l'École des surintendantes en 1930. À sa sortie en 1932, elle est orientée par la direction de l'École et prend le poste de directrice de l'École de plein air à La Motte-les-Bains (Isère). En 1933, elle démissionne en raison d'un désaccord avec l'employeur et devient quelques mois plus tard sous-directrice puis directrice de l'École des Surintendantes. En 1940, elle adhère à la résistance et devient secrétaire générale du mouvement Combat Zone Nord. Arrêtée en 1942 par la Gestapo, elle revient du camp de Mauthausen en 1945. En 1948, elle obtient le poste d'inspectrice générale des assistantes sociales des Forces armées, l'AFSA. En 1950, elle est désignée comme membre du Conseil supérieur du service social. Jeanne Sivadon part à la retraite en 1961.

« Témoignage », 23 p. ; tapuscrites originelles [octobre 1977]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Annexe I : "Témoignage d'une déportée"- 26 juillet 1945

Jeanne Thro (1904-...)

Jeanne Thro s'inscrit en 1932 à l'École des Infirmières d'Hygiène Sociale des Facultés Catholiques de Lille. Fait partie du Service Sociale Rural de L'Indre (SSRI) de 1936 à 1948. Entre 1948 et 1951, assistante sociale chef à la Caisse d'Allocations Familiales de Cote d'Or. Reprend des études en 1952 à l'École Paul Baerwald à Paris. Revient à Lille en 1954 à la Maison de la Famille. Puis participe à la création du Foyer Revivre.

« Témoignage », 39 p. ; tapuscrites photocopiées [Août 1977, Aix en Provence]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Marie-Louise Tournier

Marie-Louise Tournier s'inscrit en 1932 à l'École familiale d'Action sociale. Elle fut successivement directrice du centre social d'Argenteuil puis responsable du service des assistantes sociales de Paris et de la Seine et Oise et enfin Conseillère technique à la DDASS de Seine et Oise. Elle prit sa retraite en 1975. Présidente de l'ANAS après Ruth Libermann, de 1949 à 1952.

« Témoignage », 27 p. manuscrites. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Elisabeth Uber

Étudiante en 1929 à l'École des Surintendantes d'Usines et de Services Sociaux à Paris, Elisabeth Uber devient assistante sociale dans plusieurs usines dans l'Aisne, la Savoie, l'Isère et la Gironde. Elle part à Tours en 1938. Après la guerre, elle fait partie du Comité d'entreprise en tant que Conseillère du Travail pour les questions sociales.

« Témoignage sur mon expérience professionnelle de travailleuse sociale », 21 p. tapuscrites photocopiées. [8 décembre 1977 à Joué-lès-Tours]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Charlotte Vergnes

Assistante sociale entre 1948 et 1973 à la Caisse d'Allocations Familiales du Cantal à Aurillac. Le témoignage contient un rapport détaillé des activités de la caisse durant cette période.

« Histoire d'un service social dans une petite caisse d'Allocations Familiales », 80 p. tapuscrites photocopiées [16 avril 1979]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/48.

Anonyme

Née dans les années 1920. Assistante sociale dans la Caisse d'Allocations Familiales (lieu non précisé, sûrement Paris). Devient assistante départementale en 1943.

« Pour une histoire du travail social », 5 p. manuscrites originales [date inconnue]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonyme (1907-...)

Première page de présentation du Service Social départemental d'Indre et Loire créé en 1932. Assistante sociale au dispensaire de la Croix-Rouge. Obtient le diplôme d'État

d'infirmière-visiteuse en 1932 et devient infirmière cantonale à (non indiqué). Nommée à la Direction de la Population en 1942 pour assurer la surveillance des Pupilles placés au foyer du centre hospitalier où elle travaille. Devient assistante Chef du Service de l'Enfance puis conseillère technique auprès du Directeur (1968).

« Service social en 1932 », 9 p. tapuscrites originales [31 mai 1978]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonyme

Etudiante en Service Social à l'Université Catholique de Lille (1936). Assistante sociale dans une usine textile à Roubaix-Tourcoing, puis dans d'autres usines métallurgiques, de produits chimiques, ciment... Elle a aussi l'occasion de voyager en Algérie et au Cameroun.

« Témoignage », 3 p. tapuscrites originales [date inconnue]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonymes

Présentation d'un profil-type d'assistante sociale à la CCAFRP à partir d'une synthèse des témoignages de vingt-et-une d'entre elles. Sont ici exposés, de manière globale et complémentaire les parcours, les ressentis et les méthodes de travail de ces assistantes sociales, et résumées les différentes réalités sociales auxquelles elles font face dans leur quotidien (et les difficultés que ces situations représentent pour l'assistance sociale).

« La vie quotidienne de l'assistance sociale à la Caisse Centrale d'Allocations Familiales Région Paris (CCAFRP) en 1959 », 25 p. tapuscrites originales [Septembre 1959]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonymes

Face 1 (Mme...) : Née en 1891. Élève à l'École d'action sociale de Levallois-Perret durant les dernières années de présidence de Apolline de Gourlet (1930-1950). Récit de la vie quotidienne des différentes monitrices et élèves de l'École.

Face 2 (Mme D.) : Conversation entre deux personnes non identifiées à propos de la fondation et l'évolution de l'école d'Alençon : formation d'infirmière (1929), d'infirmière-visiteuses (1933), premiers diplômes d'Etat (1934).

« Transcription des cassettes de Mlle Crapuchet. Interview de Madame... », 20 p. tapuscrites originales [le 5 mars 1978 à Saint-Quentin]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonyme

Face 1 (Mme...) : Née en 1891. Élève à l'École d'action sociale de Levallois-Perret.

« A propos de 50 ans de Service Social », 20 p. tapuscrites originales [le 5 mars 1978 à Saint-Quentin]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

Anonyme

Assistante sociale dans un dispensaire de la Croix-Rouge.

« Ma carrière d'Assistante Sociale », 4 p. manuscrites originales [date non indiquée]. Archives Nationales, AS/208(XXIII)/47.

« La naissance de l'Education surveillée 1935-1950 » (collecte 1979-1981)

Historique de la collecte

Au début de l'année 1979, la direction de l'Education surveillée (aujourd'hui direction de la Protection judiciaire de la jeunesse) du ministère de la Justice suggère au CFRES de Vaucresson⁶ de mener

⁶ Le Centre de formation et de recherche de l'Education surveillée (CFRES) à Vaucresson.

une recherche sur l'histoire de l'Education surveillée. Créé en 1958 comme un service de recherches interdisciplinaire, le Centre de Vaucresson n'a alors à son actif que peu de travaux de portée réellement historique si l'on excepte l'ouvrage pionnier d'Henri Gaillac, *Les maisons de correction 1830-1945*, publié en 1970 dans sa collection des « Annales de Vaucresson ». Pour Jacques Selosse, le directeur du Centre qui a effectué une bonne partie de sa carrière à l'Education surveillée avant d'intégrer l'Université, ce projet constitue une opportunité de « se ressaisir d'une dimension de la recherche qui n'avait pu être développée au cours de la période précédente » (Vincent Peyre). Toutefois, la forte implication du CFRES comme acteur de cette même histoire pose un problème méthodologique. C'est pourquoi la direction de la recherche est confiée à une chercheuse d'un autre laboratoire, Jacqueline Costa-Lascoux, tandis que le CERFI⁷ est également invité à collaborer aux travaux. Le financement est assuré par le Service de coordination de la recherche du ministère de la Justice.

Au début du mois de février, une première réunion met en présence les membres de la future équipe de recherche, des représentants de la direction de l'Education surveillée et des acteurs témoins. On y décide, d'une part, que la période étudiée se limitera à la naissance de l'Education surveillée, d'autre part que la recherche revêtira un caractère exploratoire. La délimitation de l'objet de recherche apparaît complexe et susceptible d'ajustements ultérieurs. Un important travail préalable de recherche des archives écrites et de constitution d'archives orales est aussi envisagé. Le recueil de celles-ci en particulier est censé mettre en évidence le rôle supposément essentiel joué par une seule poignée d'acteurs : une hypothèse de départ qui sera finalement révisée dans la suite de la recherche.

Les travaux, commencés au mois de mai, se soldent à l'issue d'une première phase (fin 1979) par le départ de l'équipe du CERFI qui s'était précisément chargée du travail sur les « fondateurs ». Une deuxième phase, qui se terminera à l'automne 1981, se passe à reconstruire l'objet de recherche, à rassembler les archives et à élaborer les écrits. A cette occasion, près d'une vingtaine d'entretiens sont réalisés par Jacques Bourquin, Michel Chauvière, Jacqueline Costa-Lascoux, Béatrice Koepfel et Françoise Tétard.

Si le rapport final de cette recherche ne verra jamais le jour, des contributions des chercheurs paraissent successivement dans les *Cahiers de Vaucresson* puis dans les *Cahiers du CRIV* dans les années suivantes :

- Françoise Tétard, « Fresnes, 1947 : la révolte des inéducables », *Cahiers de Vaucresson*, n°2, 1982, p. 7-25 ;
- Jacques Bourquin, « Sur les traces des premiers éducateurs de l'Education surveillée 1936-1947 », *Cahiers du CRIV*, n°2, octobre 1986, p. 11-60⁸ ;
- Béatrice Koepfel, « Les temps forts de la rééducation des filles, de Cadillac à Brécourt, 1935-1950 », *Cahiers du CRIV*, n°2, octobre 1986, p. 61-94.

Un rapport est aussi établi dès le mois de juillet 1981 par Monique Brisset, bibliothécaire au CFRES sous le titre : « *Recherche sur la naissance de l'E.S. 1935-1950 : Réflexion sur la constitution d'un fonds historique documentaire de l'E.S.* ». Elle y propose en particulier la création d'un secteur d'archives orales à l'Education surveillée pour recueillir des matériaux sonores à l'usage des historiens mais aussi des chercheurs d'autres disciplines.

⁷ CERFI : Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles, collectif de recherche en sciences humaines fondé par Félix Guattari.

⁸ Article repris et augmenté sous le titre : « Sur les traces des premiers éducateurs de l'Education surveillée, 1937-1962 », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, hors-série, 2007, p. 17-95 [[en ligne](#)].

Malgré tout, cette campagne de recherche historique connaît une belle prospérité. En 1984 sont lancées les sessions « Histoire » à destination des élèves éducateurs de justice. L'Association pour l'histoire de l'Education surveillée et de la protection judiciaire des mineurs (AHES-PJM), devenue plus tard AH-PJM, est fondée en 1991, avec Jacques Bourquin comme premier président.

Présentation des sources

L'ensemble de cette collecte a été conservée sous forme de transcriptions. Celles-ci sont consultables aux Archives nationales (site de Pierrefitte) dans le fonds Michel Chauvière (208 AS XXX). Une autre collection, celle de Jacques Bourquin, est aussi conservée à l'ENPJJ de Roubaix ainsi qu'au Centre d'exposition « Enfants en justice 19^e-21^e siècles » à Savigny-sur-Orge. Une partie des enregistrements et transcriptions de Jacques Bourquin est en ligne dans la bibliothèque numérique Adolie (<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/>).

Audie Bernard

« Entretien avec Audie Bernard, moniteur-éducateur à St-Hilaire 1943-1945, éducateur à St-Hilaire 1945... Directeur de l'ENFPES 1968-1981, entretien janvier 1981 », [par Jacques Bourquin], photocopie de transcription manuscrite, 22 p. RV.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Roger Champarnaud

« Entretien Roger Champarnaud, instructeur technique à St-Hilaire en 1946-1950 (entretien intégral) », par Jacques Bourquin, 22 octobre 1980, photocopie de transcription manuscrite, 18 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Jean Chazal

Entretien par Michel Chauvière, 3 avril 1980, transcription ronéotée, 51 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/4, AS/208(XXX)/9

Jean-Louis Costa

« Interview de Jean-Louis Costa, Maurepas, le 10 juin 1980 » par Jacqueline Costa-Lascoux, 21 p. photocopiées.
Archives nationales, AS/208(XXX)/4, AS/208(XXX)/9

Monsieur Frezouls

« Entretien avec M. Frezouls, éducateur adj. à Aniane 1946-48, un des fondateurs du SNPES », [par Jacques Bourquin], novembre 1980, photocopie de transcription manuscrite, 14 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Jacques Guérin-Desjardin

Entretien par Michel Chauvière le 14 mai 1980, « J. Guérin Desjardins – entretien à son domicile le 14-5-80, 9, rue Toullier, 75005 PARIS ». Notes de transcription tapuscrite, 11 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/5, AS/208(XXX)/9

Henry (juge)

« Entretien J. Bourquin avec Mr. Henry, juge des enfants en 1945 », transcription tapuscrite, 27 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/9

Henri Joubrel

Entretien par Françoise Tétard, Maison de retraite à St-Malo, le samedi 27 septembre 1980, photocopie de transcription manuscrite de Françoise Tétard, 16 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Paul Lutz

Entretien par Béatrice Koeppel, photocopie de transcription tapuscrite, 16 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Entretien par Michel Chauvière, transcription tapuscrite, 28 mai 1980, 37 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/9

Henri Michard

Entretien par Michel Chauvière, transcription tapuscrite, 25 avril 1980, 41 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/9

Moret

« Entretien avec Moret, moniteur-éducateur rue de Madrid, rue de Crimée 1944-45, éducateur adjoint à belle-Ile 1946 », par Jacques Bourquin, photocopie de transcription manuscrite, juin 1980, 15 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Monique Néry

Entretien par Béatrice Koeppel, photocopie de transcription tapuscrite, 22 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Dominique Riehl

« Interview Riehl Dominique et interview Boutaut (avril 1980) », photocopie de transcription tapuscrite, 3 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Jacques Seidel

« Entretien de J. Bourquin avec Jacques Seidel directeur à Marseille entré à l'ES (St Jodard) le 18.10.1944 », 9 juillet 1980, photocopie de transcription manuscrite, 25 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Jacques Selosse

« Entretien de Jacques Selosse (CO Savigny 1946-1950) le 30 mai 1980, J. Bourquin (entretien intégral) », par Jacques Bourquin, photocopie de transcription manuscrite, 27 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Pierre-Henri Teitgen

« Interview de Monsieur P.-H. Teitgen (ancien Garde des Sceaux) faite à Neuilly, le 17 juin 1980. Enquêteur : J. Costa-Lascoux », photocopie de transcription tapuscrite, 16 p.
Archives nationales, AS/208(XXX)/9

Victor Ventré

« Entretien avec Victor Ventré, instituteur puis moniteur-éducateur à St Hilaire 1937-1941, éducateur-chef à St Hilaire 1947-1957, retraite en 1976 en tant que directeur d'Aniane. Date de l'entretien : 21.3.1981 à Sète, J. Bourquin », par Jacques Bourquin, photocopie de transcription manuscrite, 48 p.

Archives nationales, AS/208(XXX)/8

 **Joseph Villier**

« Entretien avec Joseph Villier, moniteur-éducateur aux Tourelles (sept. 1943) », par Jacques Bourquin, photocopie de notes mises en forme manuscrites, 14 mars 1980, 6 p.

Archives nationales, AS/208(XXX)/8

Les collectes de chercheurs

Jacques Bourquin

Présentation de l'enquêteur

Jacques Bourquin est éducateur puis directeur à la Protection judiciaire de la jeunesse, dont il dirige le service d'études au Centre de formation et de recherche de Vaucresson, jusqu'à sa retraite en 1998. Il participe activement à la recherche exploratoire sur « La naissance l'Education surveillée 1935-1950 » menée de 1979 à 1981 (voir *supra*) en interrogeant en particulier des représentants des premières générations d'éducateurs. En 1991, il devient le premier président de l'AHES-PJM (Association pour l'histoire de l'Education surveillée et de la protection judiciaire des mineurs).

Présentation des sources

Cf. supra le chapitre « La naissance de l'Education surveillée 1935-1950 » : témoignages d'Audie Bernard, de Roger Champarnaud, de Monsieur Frezouls, du juge Henry, de Monsieur Moret, de Jacques Seidel, de Victor Ventré et de Joseph Villier.

A la suite de la campagne sur « La naissance de l'Education surveillée 1935-1950 », Jacques Bourquin a réalisé plusieurs autres entretiens, en particulier d'éducateurs, dont les enregistrements et les transcriptions sont consultables dans la bibliothèque numérique Adolie de l'ENPJJ (<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/>).

Raymond Berthet

Témoignage hommage de Raymond Berthet à René Courtois, pionnier de l'éducation surveillée. Pensionnaire à Saint-Maurice avant la seconde guerre mondiale, Raymond Berthet l'avait rencontré après avoir fugué. René Courtois était alors le directeur adjoint de l'établissement.

Lieu de conservation : ENPJJ

Date d'enregistrement : 1993

Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)

Durée de l'enregistrement : 01h 13 min 01 sec.

Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4962>

René Courtois

Interview de René Courtois (1907-1992), sous-directeur réformateur de la maison d'éducation surveillée (MES) de Saint-Maurice en 1938. Il deviendra ensuite le directeur charismatique de cet établissement de 1944 à 1957. Dans cette interview, il évoque tout particulièrement deux périodes : celle de la réforme fin 1938 et celle de l'occupation allemande durant la seconde guerre mondiale.

Lieu de conservation : ENPJJ

Date d'enregistrement : 1986

Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)
Durée de l'enregistrement : 02h 46 min 28 sec.
Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4964>

Paul Lutz

En 1941, Paul Lutz est affecté à la direction de l'administration pénitentiaire où il s'occupera des mineurs avec Pierre Ceccaldi. Contrôleur général des services, il assure de nombreuses inspections dans les années 1943-44. En 1945, lors de la création de l'éducation surveillée, il assure la fonction d'inspecteur, notamment pour les établissements de jeunes filles. Préoccupé par la rééducation de ces dernières, il sera à l'origine de l'ouverture de l'institut publique d'éducation surveillée (IPES) de Brécourt en 1947 et de la fermeture de l'ancienne école de préservation de Cadillac en 1951. Conscient de la lourdeur des gros internats, il favorise pour les mineurs les plus difficiles des établissements plus petits avec des séjours plus courts, comme les institutions spéciales d'éducation surveillée (ISES) des Sables d'Olonne pour les garçons et Lesparre pour les filles.

Lieu de conservation : ENPJJ
Date d'enregistrement : 1990
Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)
Durée de l'enregistrement : 02h 12 min 06 sec.
Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4967>

Lieu de conservation : ENPJJ
Date d'enregistrement : 1996
Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)
Durée de l'enregistrement : 00h 48 min 43 sec.
Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4969>

Abel Perrot

Entretien d'Abel Perrot, moniteur-éducateur à Saint-Hilaire à partir d'octobre 1942. Concernant cet établissement, Abel Perrot évoque la direction de François Dhallenne et la période de la libération. En 1947 il devient sous-directeur à Saint-Jodard, établissement sans passé pénitentiaire où le système progressif est mis en place. En 1954 il devient sous-directeur d'Aniane. Dans cet entretien, il revient sur les activités mises en place là-bas. En 1963, il est rappelé à Saint-Hilaire en tant que directeur.

Lieu de conservation : ENPJJ
Date d'enregistrement : 1993
Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)
Durée de l'enregistrement : 02h 27 min 40 sec.
Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/536>

Monsieur Trentia

Interview de monsieur Trentia, arrivé à Saint-Maurice le 28 février 1943 à l'âge de 14 ans après être passé devant le tribunal allemand. Dans cette interview, il revient sur une "journée type" dans cet établissement en 1944, le rôle des éducateurs ainsi que les sanctions et les récompenses mises en place dans ce dernier sous la direction de René Courtois.

Lieu de conservation : ENPJJ
Date d'enregistrement : [sans date]
Support de conservation : Mp3 ; conservé en format numérique (.wav)
Durée de l'enregistrement : 01h 03 min 23 sec.
Permalien (description et audio) : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4959>

Présentation de l'enquêteur

C'est en tant que formateur en école d'éducateurs spécialisés que Michel Chauvière débute sa carrière de sociologue. Cette expérience se solde par son licenciement au milieu des années 1970 au terme d'une crise dont, avec deux collègues également remerciés, il relate la chronique dans *Les Socio-Clercs : bienfaisance ou travail social* (Paris, F. Maspero, 1976). Il entreprend alors un travail de recherche où il met en évidence les continuités entre la période de Vichy et l'après-guerre en matière de politique de l'enfance inadaptée, recherche qui est publiée en 1980 sous le titre : *Enfance inadaptée : l'héritage de Vichy* (Paris, éditions ouvrières, 1980). Entré au CNRS en 1980, il poursuit quelque temps ses recherches dans deux directions : l'histoire des politiques du handicap et l'histoire des mouvements familiaux et cofonde en 1982 le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF). En 1982, il devient chargé de mission de la MIRE (Mission interministérielle recherche-expérimentation) jusqu'en 1986, année au cours de laquelle il crée l'*Annuaire de la recherche sur le social* qu'il gère jusqu'en 1997. Il prend en 1988 la tête du CRIV (Centre de recherche interdisciplinaire de Vaucresson) jusqu'à sa fermeture en 1994. Il assure des enseignements réguliers en particulier au CNAM, dans les universités et les écoles de travailleurs sociaux. Dans les années 2000, il préside l'association « 7,8,9 vers les Etats généraux du social » et publie plusieurs ouvrages sur le travail social et les politiques sociales. Il est directeur de recherche CNRS membre du CERSA (Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques — université Paris 2).

Présentation des sources

Il est possible de distinguer dans cette collecte :

- Une première série d'entretiens menés en 1976 pour la recherche sur « l'enfance inadaptée », dont quelques transcriptions sont mises au propre sous forme manuscrite : Jean Chazal (premier entretien, sans date), Claude Hornuss (28/10/1976), Jacques Ladsous (26/11/1976), Jean Pinaud (28/10/1976), Jean Ughetto. Des cassettes non datées et sans transcription proviennent certainement de la même période parmi celles-ci : Robert Ardouvin, Roland Assathiany, Lucien Bonnafé, André Chaurand, Bernard Durey, Henri Joubrel, Robert Lafon, Germaine Poinso-Chapuis. La vérification reste à faire.

- Une deuxième série en 1980 relative à la recherche sur la « Naissance de l'Education surveillée 1935-1950 » (1979-1981), réalisée par Michel Chauvière en tant que collaborateur extérieur du CFRES de Vaucresson durant cette période (*voir supra*). En relèvent les entretiens avec : Jean Chazal (03/04/1980), Jacques Guérin-Desjardin (14/05/1980), Paul Lutz (28/05/1980), Henri Michard (25/04/1980).

D'autres entretiens menés dans la même période sont peut-être à mettre à l'actif des recherches suivantes : Madame Kolm (05/06/1980), Jean-Louis Lang (11/06/1980), Germaine Poinso-Chapuis (02/07/1980).

- Une troisième série en 1980-1982 relative à une recherche sur l'histoire des politiques du handicap, au sein du laboratoire de Robert Castel en contrat avec le CORDES. Cette recherche a été menée avec plusieurs collaborateurs : Michel Tachon, Philippe Barron et Edwige Arrou que l'on retrouve comme enquêteurs auprès de certains témoins. Relèvent de cette opération les entretiens avec : François Bloch-Lainé (sans date), Yves Chemarin (21/07/1982), Bernard Ginisty (sans date), René

Guitton (sans date), Henri de Lapparent [1983]. Henri Théry [vers 1982], René Lenoir (sans date), Camille Hermange (29/07/1982), Dominique Ceccaldi [1982], Collignon (sans date)

- Une quatrième série en 1980-1982 relative à une recherche sur l'histoire des mouvements familiaux, dont relèvent les entretiens avec : Alice Delaunay (sans date), Georges Desmottes (20/01/1981), Robert Prigent (24/03/1982).

Robert Ardouvin (1928-1997)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 120'

Roland Assathiany (1910-2008)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 120'

François Bloch-Lainé (1912-2002)

Haut fonctionnaire (Directeur du Trésor, de la Caisse de dépôt...) et militant associatif (notamment à l'UNIOPSS), François Bloch-Lainé donne son opinion sur les conséquences de la loi d'orientation de 1975 dont il a participé à l'élaboration dès 1967. Il revient alors sur les différentes difficultés auxquelles cette loi a dû faire face : l'amélioration de la communication entre les différentes administrations de la santé publique, les contradictions de la profession d'éducateurs spécialisé, la collaboration entre personnel bénévole et permanent, ainsi que le phénomène d'extension du concept d'handicap.

Date d'entretien : vers 1980

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 35 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Lucien Bonnafé (1912-2003)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 120'

Dominique Ceccaldi (1918-2012)

Après avoir commencé sa carrière comme rédacteur au ministère de la Santé, Dominique Ceccaldi a ensuite été affecté au Commissariat de la famille de Vichy, dont le commissaire général était Philippe Renaudin. Il travaille ensuite à partir de 1957 auprès du directeur de l'Action Sociale qui était M. Rain à ce moment-là. Dans cet entretien, Dominique Ceccaldi revient sur les différents Directeurs de l'Action Sociale, des années 1940 à la figure particulière de Bernard Lory. En 1963-1964 il a été affecté à la Direction de l'Administration Générale du personnel. Il est entré à l'Inspection Générale de l'Action Sociale en 1965. Il aborde ensuite la Réforme des Services extérieurs et sa prise de position sur les difficultés de la mise en place des DDASS, et éclaire la manière dont les rapports cherchant à établir l'intérêt de ces services étaient élaborés.

Enquêteurs : probablement Philippe Barron et Edwige Arrou

Date : 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 49 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7) ; copie numérique du document

François Charles (1904-1993)

Né en 1904, François Charles commence sa carrière en tant que directeur départemental de la Santé dans l'Ain. Il devient inspecteur régional à Lyon en 1942 puis inspecteur divisionnaire adjoint à Dijon. Il est secrétaire général de l'ARSEAN jusqu'à sa nomination en 1956 en tant qu'inspecteur divisionnaire à Marseille. Notamment reconnu pour sa participation à l'enquête du ministère de la Santé publique de juillet 1963, couramment appelé « rapport Rauzy », François Charles pointe à de nombreuses reprises la nécessité d'un recrutement accru d'éducateurs et milite pour la modernisation des formations de ces derniers. En 1965, il occupe son dernier poste en tant que directeur départemental de la Population et de l'Action Sociale en Normandie. Dans cet entretien, il revient sur son expérience ainsi que sur les différents enjeux des débats au sein des administrations de l'action sociale entre R.Marcellin et B.Lory, ou encore entre G. Poinso-Chapuis et G.Deferre.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 29 avril 1982

Support de conservation : deux cassettes 90'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 85 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

André Chaurand (1908-1981)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette 120'

Jean Chazal (1907-1991)

Après avoir exercé depuis 1931 les fonctions de juge, de substitut puis de procureur dans différents tribunaux auvergnats puis à Nevers, Jean Chazal se trouve en 1943 détaché par le ministère de la Justice auprès du Dr Grasset, secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille, pour diriger la coordination des administrations concourant à la « sauvegarde » de l'enfance déficiente et en danger moral. Délégué au Tribunal de la Seine en 1944, il devient l'un des tout premiers juges des enfants en 1945, puis président de l'ARSEA en 1954. Dans son entretien, Jean Chazal retrace la création et l'évolution de l'Éducation Surveillée des années 1940 aux ordonnances de 1958, tout en s'arrêtant sur certaines problématiques : les difficiles relations entre structures administratives et structures judiciaires, le rôle des juges des enfants dans la prise en charge des mineurs délinquants, mais aussi les conséquences des dérives bureaucratiques.

Enquêteur : Michel Chauvière

Dates d'entretiens : vers 1976

Supports de conservation : une cassette audio analogique 120'

Instrument de consultation : transcription manuscrite, 24 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7) ; copie numérique du document

Enquêteur : Michel Chauvière

Dates d'entretiens : 3 avril 1980

Supports de conservation : deux cassettes audio analogiques 120'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite numérisée, 51 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/9) ; copie numérique du document, [consultable sur Adolie, la bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#).

Yves Chemarin

Yves Chemarin fait son entrée au sein du secteur du handicap en 1966. Après avoir expliqué les fonctions qu'il exerçait au SNAPEI et à l'UNAPEI, il aborde le développement du secteur du handicap ainsi que la genèse de ces organismes et les débats internes qu'ils ont rencontrés. Il revient ensuite sur l'élaboration du rapport Bloch-Lainé, et les liens que l'UNAPEI entretient avec l'Etat. Enfin, il relate sa carrière au CTN où il a notamment côtoyé Bernard Lory.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 21 septembre 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 47 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7) ; copie numérique du document

Jean Collignon

Inspecteur à l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) à la Libération, adjoint de Bernard Lory de 1962 à 1965, puis chef du cabinet responsable des politiques sociales de Marie Madeleine Dienesch jusqu'en 1974, Jean Collignon a été témoin des fonctionnements internes de l'administration du secteur social et des relations qu'entretiennent les différentes personnalités qui la dirigeaient. Dans son entretien, il nous livre son point de vue sur la création de l'IGAS et du Service Unifié de l'Enfance (SUE), sur le rôle des finances dans la mise en place de politiques sociales, ou encore, sur la formation des cadres administratif à l'Ecole Nationale de Santé Publique (ENSP). Tout cela en remarquant le rôle d'intermédiaire qu'il a pu jouer entre les différentes administrations.

Enquêteurs : Philippe Barron et Edwige Arrou

Date d'entretien : sans date

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 17 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Alice Delaunay (1910-2003)

Ancienne résistante, Alice Delaunay est nommée en 1944 à l'Assemblée Consultative Provisoire et fait partie des premières douze femmes au poste de délégué. Dans son entretien, elle revient sur différentes étapes de son activité et notamment sur la création d'une direction de l'Education Surveillée séparée de la direction Pénitentiaire. Elle retrace ainsi ses souvenirs de la visite de l'IPES de Saint Maurice, une expérience déterminante pour les orientations pédagogiques et politiques de cette nouvelle direction de l'Éducation spécialisée.

Enquêtrice : Edwige Arrou

Date d'entretien : vers 1980

Instrument de consultation : transcription tapuscrite numérisée, 15 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/9) ; copie numérique du document, [consultable sur Adolie, la bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#).

Desmaret

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 25 novembre 1981

Support de conservation : 3 cassettes audio analogiques 90'

Georges Desmottes (1905-1988)

Né en 1905 à Caen, Georges Desmottes est d'abord magistrat dans sa ville natale. En 1941 il commence une carrière politique en tant que chef de cabinet des ministres de la santé publique et sous-directeur chargé de la famille. Jusqu'en 1966, Georges Desmottes occupe les mêmes fonctions. Il exerce donc dans trois régimes politiques (Vichy, 4ème et 5ème République) et dans vingt-six équipes ministérielles différentes. Dans le cadre de son entretien, Georges Desmottes revient donc sur les contextes, les initiatives et les aboutissants propres à l'évolution de la politique de la famille en France.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 20 janvier 1981

Support de conservation : une cassette audio analogique 90'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 22 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Bernard Durey (1921-2013)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 120'

Claude Esczaux

Dans cet entretien, Michel Chauvière discute avec Claude Esczaux, un de ses anciens collègues de l'Institut Parmentier, une école d'éducateurs spécialisés. Ils abordent le thème de l'évolution du secteur du handicap dans les années 1950. Lors de cet entretien ils traitent la manière dont l'Education Nationale a cherché à investir le secteur du handicap afin de reprendre pied dans une partie du secteur de l'enfance inadaptée qui lui échappait.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 13 octobre 1983

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 38 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7) ; copie numérique du document

Bernard Ginisty

Dans cet entretien mené par Michel Chauvière, Bernard Ginisty retrace sa carrière professionnelle au sein du secteur de l'enfance inadaptée, de ses premiers pas comme éducateur à sa carrière au CTN où il rencontre Bernard Lory. Après avoir effectué un stage d'un an comme éducateur, Bernard Ginisty a notamment été directeur de l'institut Lorrain de l'enfance inadaptée. Il entrera ensuite au CTN.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 30 septembre 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 8 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7) ; copie numérique du document

Jacques Guérin-Desjardins (1894-1982)

Après une enfance marquée par son appartenance aux scoutisme, Jacques Guérin-Desjardin fait une partie de sa scolarité et de ses études en Angleterre, puis il s'intéresse à la psychopédagogie, matière pour laquelle il obtient une bourse aux États-Unis en 1922. A son retour, il devient commissaire National des Eclaireurs et assistant de psychologie à la clinique de Neuropsychiatrie infantile du Dr George Heuyer dans le cadre du Patronage Rollet à Paris. Lors de son entretien, Jacques Guérin-Desjardin revient sur sa participation à la réforme de l'IPES St Maurice et nous livre le récit des premières expériences de création du métier de « moniteur-éducateur ».

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 14 mai 1980

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 90' ; copie numérique (92'), consultable sur le site du CNAHES ([lien](#))

Instrument de consultation : transcription tapuscrite numérisée, 11 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/9) ; copie numérique du document ; [consultable sur Adolie, la bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#)

René Guitton

Directeur de l'OREAD en 1945, puis conseiller technique de Bernard Lory en 1970, René Guitton revient dans son entretien sur sa participation à l'élaboration du 6^{ème} Plan de développement économique et social. Il y décrit avec précision quels étaient les différents concepts structurants de ladite doctrine d'« action sociale globale », ainsi que sur les raisons pour lesquelles cette dernière aurait été détournée par ses continuateurs suite à la crise économique de 1973. René Guitton fait aussi une description précise des relations entre les différents directeurs de l'action sociale au Ministère de la Santé de cette période.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 6 avril 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 76 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Camille Hermange (1921-2007)

Né le 14 juin 1921 en Mayenne, Camille Hermange est instituteur, puis directeur d'école pendant la Seconde Guerre mondiale. Il rejoint la résistance intérieure en 1943 et héberge de nombreux enfants réfugiés. A la fin de la Guerre, il participe en tant qu'éducateur à de nombreuses colonies de vacances et devient à partir de 1951 responsable de l'Association nationale des communautés d'enfants (ANCE) jusqu'en 1982 en tant que spécialiste de l'éducation. Il participe alors à de nombreux groupes de travail pour la mise au point des textes législatifs et de règlements relatifs à l'enfance inadaptée et aux personnes handicapées.

Enquêteur : Michel Tachon

Date d'entretien : 29 juillet 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 44 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7)

Claude Hornuss (1927-2013)

Dès la fin de sa formation à l'École d'éducateurs de Montesson avec Jean Bégué, Claude Hornuss participe à la création du premier foyer de « semi-liberté » après la guerre 39-45, à Buc, peu après une première installation provisoire à Versailles. Après la nomination de Jean Bégué au poste de conseiller technique de l'association le 1er janvier 1960, Claude Hornuss prit la direction de « la Maison » jusqu'en 1965. En 1965, Claude Hornuss pris également la direction adjointe du Docteur Sallou à l'École de formation psycho-pédagogique de Paris (EFPP). Il en assumera à son tour la direction de 1982 à 1987. Pendant toute sa vie professionnelle Claude Hornuss s'est fortement impliqué au sein de l'ANEJI. Il était aussi très engagé dans son village des Loges-en-Josas. Il s'y consacra beaucoup comme conseiller municipal de 1977 à 1983 et remplira les fonctions de maire de 1985 à 1995. Lors de cet entretien qui est plus une prise de note par l'enquêteur de cette discussion en 1976, Claude Hornuss n'était pas encore directeur de l'EFPP mais directeur adjoint. Ainsi, il revient tout d'abord sur son parcours et notamment sur sa formation à Montesson. Il relate ensuite l'histoire de l'EFPP et l'évolution du recrutement et de la formation des élèves, tout en mettant en avant la particularité de cette école. Il y retrace l'apparition des postes de vacataires et de permanents. Enfin, il éclaire les liens que ces écoles entretenaient avec les Universités.

Date d'entretien : 28 octobre 1976

Instrument de consultation : notes mises en forme, 4 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/3) ; copie numérique du document

Henri Joubrel (1914-1984)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : une cassette 120'

Instrument de consultation : transcription manuscrite, 32 p. (face 1 : p. 1-21, face 2 : p. 21-32) (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/5) ; copie numérique du document

Henri Kegler (1922-2012)

Après une évocation de l'histoire du CREAL et de la Sauvegarde du Calvados, puis de son parcours personnel, Henri Kegler est interrogé plus spécifiquement sur sa participation au CTNEAI : l'action de Bernard Lory, les textes de 1958 et 1959 sur l'enfance en danger, le Ve Plan, l'enseignement pour les handicapés.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 12 novembre 1982

Instrument de consultation : notes mises en forme, 14 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7)

Kolm Madame

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 5 juin 1980

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 90'

Jacques Ladsous (1927-2017)

Enquêteur : Dominique Fablet

Date d'entretien : 26 novembre 1976

Support de conservation : 1 cassette 120'

Instrument de consultation : transcription manuscrite au propre, 37 p. (face 1 : p. 1-20, face 2 : p. 21-37). (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/3) ; copie numérique du document

Jacques Ladsous (1927-2017) et Marc Ehrhard (1924-2006)

Jacques Ladsous et Marc Ehrhard, tous deux directeurs d'écoles d'éducateurs spécialisés, témoignent des liens noués avec Bernard Lory au début des années 1970 dans le cadre de ses fonctions au CTNEAI (Centre technique national pour l'enfance et l'adolescence inadaptée) et dans la visée de sa politique "d'action sociale".

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 7 juillet 1982

Support de conservation : 2 cassettes audio analogiques

Instrument de consultation : transcription tapuscrite numérisée, 25 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/7)

Robert Lafon (1905-1980)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassettes audio analogiques 120'

Jean-Louis Lang (1921-2008)

Dans son entretien, le pédopsychiatre et psychanalyste Jean-Louis Lang (Président de la Société française de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent) nous livre son analyse du changement profond de l'optique des politiques publiques au sujet de l'enfance inadaptée dans les années 1960. Du 4^{ème} Plan national au passage des ARSEA aux CREAL, Jean Louis Lang défend l'idée de l'émergence d'une nouvelle phase dans le traitement de l'enfance inadaptée qu'il qualifie de « technico-financière » ou de « renforcement administratif ». Il termine alors sur la place spécifique de la psychiatrie et de la psychanalyse dans cette évolution du traitement publique de l'enfance inadaptée.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 11 juin 1980

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 90'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 35 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Henri de Lapparent (1940-2019)

Henri de Lapparent s'engage dès son entrée dans l'enseignement supérieur en faveur de la santé des étudiants. Il devient vice-président, puis président de la MNEF en 1964, ainsi que vice-président de la section santé à l'UNEF. Statisticien-économiste, Henri de Lapparent accomplit aussi une carrière à partir de 1969 au Commissariat général au plan dans la planification et la gestion des systèmes sociaux. C'est à ce sujet qu'il témoigne dans son entretien, retraçant les différents enjeux sanitaires, politiques et économiques des 6^e et 7^e plans.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1983

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 37 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

René Lenoir (1927-2017)

Directeur de l'action sociale au ministère de la santé en 1970, puis secrétaire d'Etat à l'Action Sociale sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing de 1974, René Lenoir nous livre dans son entretien quelles sont les problématiques sociales constatées et les principes politiques à défendre qui l'ont mené à la rédaction de la première loi d'orientation en faveur des personnes handicapées de 1975. Il traite ainsi des nombreuses difficultés auxquelles cette loi allait devoir faire face : la question médico-sociale hors établissements hospitaliers, la nécessaire collaboration entre ministères dans l'application de cette loi, mais aussi la complexité des relations entre l'administration et le monde associatif.

Date d'entretien : sans date

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 41 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Paul Lutz (1915-2005)

Engagé depuis très jeune dans le milieu du scoutisme, Paul Lutz passe le concours de la magistrature en 1937 et obtient le poste de substitut à la Direction de l'Administration Pénitentiaire en 1941. A partir de ce moment, il est responsable de l'inspection des établissements d'accueil des mineurs en lien avec Pierre Ceccaldi et devient, par là même, l'un des fondateurs d'une Direction de l'Education Surveillée indépendante de l'Administration Pénitentiaire. Dans son entretien, Paul Lutz revient sur les nombreuses contradictions du tout récent secteur de l'Éducation Surveillée dans les années 1940 (la dualité entre surveillance et éducation, organisation privée et publique, les méthodes de financement des établissements...) mais aussi sur les principales personnalités ayant contribué à sa naissance (notamment Pierre Ceccaldi, André Philip, Henri Michard, Grandjean, etc...).

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 28 mai 1980

Support de conservation : 2 cassettes audio analogiques 90'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 37 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/9) ; copie numérique du document, [consultable sur Adolie, bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#).

Henri Michard (1908-2002)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 25 avril 1980

Support de conservation : 3 cassettes audio analogiques 90' et 120'

Instrument de consultation : entretien par Michel Chauvière, transcription tapuscrite, 41 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/9), [consultable sur Adolie, bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#).

Madeleine Péchabrier

Madeleine Péchabrier a travaillé au sein du Bureau des professions sociales. Elle a notamment été secrétaire générale du Comité français de service social et d'action sociale, ainsi qu'ex-sous-directrice au ministère de la Santé. Elle a également été membre de l'Inspection Générale des affaires sociales. Ces différentes fonctions lui ont permis d'acquérir une connaissance importante du secteur de l'enfance inadaptée sur lequel elle revient dans cet entretien. Elle retrace ainsi l'évolution du secteur de l'enfance inadaptée, que ce soit à travers la Réforme des lois de l'Aide à l'Enfance en 1956, ou encore les ordonnances de 1958 et 1959 sur l'enfance délinquante. Madeleine Péchabrier éclaire la genèse de ce secteur et son autonomisation vis-à-vis des autres bureaux, tout en revenant sur les mutations qu'il a connues suite aux tentatives de concertations des différents services. Elle pose ainsi la question de la frontière entre secteur de l'enfance classique et secteur de l'enfance inadaptée. Elle aborde également les liens avec les autres secteurs tels que l'Education Nationale à travers le rôle de l'Association Nationale des Communautés Educatives. Enfin, cet entretien questionne l'histoire de la transformation des ARSEA en CREA, et de l'UNAR en CTN, ainsi que le rôle de Bernard Lory.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date : 12 mai 1982

Support de conservation : 2 cassettes audio analogiques 60'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 35 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document, consultable sur Adolie, bibliothèque numérique de l'ENPJJ.

Jean Pinaud (1903-1977)

D'abord inspecteur de l'Assistance publique dans les années 1930, Jean Pinaud est appelé en 1941 à prendre la direction de l'Ecole Théophile-Roussel de Montesson pour la réformer. Cette réforme passe en particulier par la mise en place d'une école d'éducateurs qu'il dirige jusqu'en 1964.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 28 octobre 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 120'

Instrument de consultation : entretien n°35 par Michel Chauvière le 28 octobre 1976, transcription manuscrite, 43 p. (Archives nationales, AS/208(XXX)/7)

Germaine Poinso-Chapuis (1901-1981)

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1976

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 90'

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 2 juillet 1980

Support de conservation : 1 cassette audio analogique 90'

Instrument de consultation : transcription [consultable sur Adolie, bibliothèque numérique de l'ENPJJ](#)

Robert Prigent (1910-1995)

Né en 1910 à Dunkerque (Saint-Pol-sur-Mer), Robert Prigent a été ouvrier électricien, militant jociste et syndicaliste. En 1938, il rejoint la Ligue ouvrière chrétienne (LOC), puis en devient le secrétaire général pour les zones occupées en 1940. A la Libération, Robert Prigent est élu député MRP du Nord, occupe le poste de ministre de la Population dans trois gouvernements successifs (de Gaulle, Gouin et Bidault), devient vice-président de l'Assemblée nationale, puis secrétaire d'Etat à la

Présidence. En 1956, Robert Prigent quitte la vie politique pour se consacrer à ses activités de directeur général de l'Union Nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS). Dans cet entretien, Michel Chauvière l'interroge sur son expérience en tant que ministre de la Population au moment de la Libération.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 24 mars 1982

Support de conservation : 1 cassette 120'

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 14 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Emmanuel Rain (1909-1987)

Né en 1909 à Gonesse en Seine-et-Oise, Emmanuel Rain est diplômé à l'École libre des sciences politiques, auditeur au Conseil d'Etat en 1932, ainsi que militant du Parti démocrate populaire de Marc Sangnier. Promu maître des requêtes en 1941, il est délégué à la Libération dans les fonctions de directeur de l'Administration, de la Réglementation et du Contentieux au ministère du Ravitaillement, puis devient secrétaire général du Peuplement et de la Famille en janvier 1946 à la demande du ministre MRP Robert Prigent. Ayant rejoint le MRP, il est élu maire de Gonesse en octobre 1947 et le demeurera jusqu'en octobre 1971. En juillet 1947, Emmanuel Rain est aussi placé hors cadre pour exercer les fonctions de directeur général de la Population et de l'Entraide au ministère de la Santé publique et de la Population. Il s'y maintient durant 14 ans jusqu'à son remplacement par Bernard Lory en 1959. Dans son entretien, il revient sur son parcours et sur l'évolution des politiques publiques relatives à la santé et à la famille.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : 12 mai 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 39 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Henri Théry (1923-2009)

Né à Marseille en 1923, Henri Théry a été secrétaire général de la Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC) et a participé pendant la Seconde Guerre mondiale à la création des Cahiers de Témoignage chrétien. Investi après la guerre dans les questions de logement, il rejoint Paris en 1955 où il occupe différentes fonctions, dont le secrétariat des Semaines sociales de France. Il devient alors l'un des principaux animateurs de la « Rue Saint-Benoît » qui regroupe un certain nombre d'organismes comme Culture et Promotion, la Fondation pour la recherche sociale (FORS) et plusieurs associations proches du catholicisme social. En 1976, il devient le directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS). Il le reste jusqu'en 1983. Dans son entretien, Henri Théry nous livre une analyse exhaustive de l'essor de ce qu'il appelle « l'idéologie de la professionnalisation » dans le milieu du travail social.

Enquêteur : Michel Chauvière

Date d'entretien : vers 1982

Instrument de consultation : transcription tapuscrite, 29 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/1) ; copie numérique du document

Jean Ughetto (1923-2010)

Jean Ughetto naît à Lyon en 1923. Après ses études universitaires à Lyon, son service militaire, puis un premier stage au Prado de Saint-Romain-le-Puy, il intègre l'école de cadres rééducateurs de Montesson en Seine-et-Oise, dirigée par Jean Pinaud. Il décroche son diplôme en 1947. Jean Pinaud le recrute ensuite à l'École Théophile-Roussel de Montesson, qu'il dirige également. Puis Jean Ughetto repart dans sa région d'origine exercer à l'internat du Prado du Cantin, près de Lyon, auprès du Père Filliâtre. Dans cet entretien, il revient sur la laïcisation du secteur et sur les questions de subventions. En 1950 il effectue un séjour de 18 mois aux Etats-Unis. Il revient ensuite en France diriger le foyer de semi-liberté de Vitry-sur-Seine ouvert depuis peu. Dans le même temps

cependant, il participe avec Serge Ginger, Guy Dréano et Jacques Salomé à la création en 1960 du Séminaire de perfectionnement d'éducateurs spécialisés (SPES), premier groupe régulier de supervision pour éducateurs. Il évoque rapidement cette expérience dans cet entretien. En 1962, il devient directeur d'un centre de formation d'éducateurs spécialisés en Normandie, l'Institut Henri-Wallon, basé à Louvigny, puis à Canteleu. En 1974, il passe à la direction de l'Ecole de formation psycho-pédagogique (EFPP) à Paris, où il développe dans les années 1980 une expérience originale de formation d'éducateurs malentendants, avant de prendre sa retraite en 1986. Jean Ughetto est décédé en 2010.

Lors de cet entretien qui est plus une prise de note de la discussion par l'enquêteur, Jean Ughetto revient ainsi sur tout son parcours. Il questionne ensuite le rôle de directeur dans les écoles, autant du point de vue de l'autorité face aux élèves, que du point de vue du profil des directeurs qui sont bien souvent des médecins. Enfin, il aborde la question de l'évolution de la sélection des élèves, et en particulier sur le Diplôme d'Etat (DEES) en 1967.

Date d'entretien : 19 octobre 1976

Instrument de consultation : notes d'entretien au propre, 6 p. (Archives nationales Pierrefitte, AS/208(XXX)/3) ; copie numérique du document

Christine Garcette

Présentation de l'enquêtrice

Assistante sociale, Christine Garcette est l'auteure d'un mémoire de DEA de sociologie sous la direction de Robert Castel, soutenu en 1989 et publié sous le titre : *La professionnalisation du travail social : action sociale, syndicalisme, formation 1880-1920* (préface de Michel Chauvière, L'Harmattan, 1996). Elle est chargée d'enseignement de l'histoire du travail social à l'Ecole normale sociale (ENS) et dans plusieurs autres centres de formation. A partir de 1989, elle cofonde et coanime avec Brigitte Bouquet le Réseau Histoire du travail social (RHTS) hébergé au CEDIAS-Musée social. De 1997 à 2000, elle exerce la présidence de l'Association nationale des assistants de service social (ANAS). Elle est également déléguée du Comité départemental de liaison et de coordination des services sociaux (CLICOSS) de Seine-Saint-Denis, présidente du Mouvement national pour la promotion de la coordination en travail social (MNPCTS) et administratrice du SSAE.

Présentation de la collecte

Plusieurs de ces témoignages ont été recueillis dans le cadre des cours que Christine Garcette dispense à l'Ecole normale sociale de Paris sur l'histoire du travail social. Après un entretien avec le témoin confié aux seuls étudiants, une table ronde à laquelle s'associe Christine Garcette permet de prolonger l'échange sur un sujet déterminé. Des séances mettant en présence Christine Delacommune et Anna d'Abbadie d'Arrast permettent ainsi de croiser les regards d'assistantes sociales aux parcours différents.

Anna d'Abbadie d'Arrast (1903-2002)

Infirmière-visiteuse de la Croix-Rouge à Paris durant les années 1930, Anna d'Abbadie d'Arrast fait partie des premières générations de professionnelles formées à l'Ecole de surintendantes d'usines, en exerçant cette profession à partir des grèves de 1936 et au cours de la Seconde Guerre mondiale. Dans son entretien, elle revient sur son enfance, ses différentes expériences professionnelles et sa

formation, puis nous livre ses réflexions sur l'exercice du travail social en France après la guerre, ainsi que sur les nouvelles difficultés auxquelles ce dernier est désormais confronté.

Enquêtrice : Christine Garcette et des étudiantes assistantes sociales (ENS)

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette et des étudiantes assistantes sociales (ENS)

Date d'entretien : 23 janvier 1990

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette et des étudiantes assistantes sociales (ENS)

Date d'entretien : 24 janvier 1991

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Marie-Louise Danguy

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Instrument de consultation : transcription

Christine Delacommune

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 23 janvier 1990

Support de conservation : cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 24 janvier 1990

Support de conservation : cassette audio analogique, copie numérique

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 24 janvier 1991

Support de conservation : cassette audio analogique, copie numérique

Delamarre

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : juin 1990

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Roger-Henri Guerrand

Historien de la vie quotidienne en milieu urbain, spécialiste reconnu du logement social en France, Roger-Henri Guerrand a été professeur émérite à l'École d'architecture de Paris-Belleville, à l'Institut National des Animateurs de Collectivités (INFAC) et à l'Institut Supérieur des Carrières Artistiques

(ICART). Dans son entretien avec Christine Garcette et Jean Saavedra, il nous livre ses réflexions à propos des liens qu'entretiennent le travail social et l'utopie. Il termine en évoquant sa propre expérience de travail social.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 6 juin 1990

Durée de l'entretien : 1 h

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Mlle Henon

Sur les auxiliaires familiales et le Père Desbuquois.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Mlle Monneaud

Sur l'histoire de l'UFCS.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : sans date

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Geneviève Morinière

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : juin 1988

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Maurice Pagat (1928-2009)

Fondateur et président du premier Syndicat national des chômeurs en 1982, fondateur de la Maison des Chômeurs en 1984, Maurice Pagat est une figure emblématique du mouvement de lutte pour l'amélioration des conditions de vie quotidiennes des chômeurs. Dans son entretien, il revient sur les différentes difficultés rencontrées par le syndicat des chômeurs à sa naissance et nous partage quelques réflexions à propos de l'utilité et les dérives du travail social.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : juin 1990

Durée de l'entretien : 48 '

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Madeleine Tribolati

Issue d'une famille modeste du 14^e arrondissement de Paris, d'une éducation laïque mais proche du christianisme social, Madeleine Tribolati adhère en 1924 à la Fédération française des Unions des syndicats professionnels féminins (CFTC). Après une formation destinée aux propagandistes à l'École normale sociale (ENS), elle suit une carrière militante : élue au conseil de la Fédération des employés en 1935, permanente de la Fédération du boulevard des Capucines en 1936, secrétaire adjointe de la Fédération des employés en 1946, puis vice-présidente de la CFTC en 1948.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 26 mars 1991

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Instrument de consultation : transcription, 16 p.

Enquêtrice : Christine Garcette

Date d'entretien : 10 décembre 1993

Support de conservation : une cassette audio analogique, copie numérique

Instrument de consultation : transcription, 6 p.

Mathias Gardet

Présentation de l'enquêteur

Après une thèse de doctorat d'histoire soutenue en 1996 (*Jeunesse d'Eglise, jeunesse d'Etat au Mexique (1929-1945)*), Mathias Gardet s'inscrit dans des recherches sur les politiques sociales à l'égard de l'enfance et de la jeunesse que ce soit celles qualifiées d'éducation populaire, d'éducation nouvelle ou celles dénommées éducation spéciale ou spécialisée pour les jeunes dits « inadaptés » (orphelins, délinquants, arriérés, cas sociaux, handicapés...). En 1994, il a participé à la fondation du Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée et de l'action sociale (CNAHES) dont il anime d'abord avec Françoise Tétard la partie technique et scientifique. En 2000-2001, il est chargé de projet avec Véronique Blanchard pour la mise en place d'un centre d'exposition permanent « Enfants en justice 19e-21e siècles » des mineurs à Savigny-sur-Orge. Il anime également avec Véronique Blanchard le portail de ressources « Enfants en justice 19e-21e siècles » (enfantsenjustice.fr). Professeur des universités et membre de l'IHTP, il enseigne à l'Université Paris 8.

Présentation des sources

Jean Gosselin (1923-2012)

Jean Gosselin est entré aux Orphelins apprentis d'Auteuil en 1943 comme surveillant. Il y est ensuite successivement éducateur puis directeur de la Maison Saint-Jean à Sannois (95). Premier directeur général laïc de la fondation Apprentis d'Auteuil, de 1973 à 1991, il engage la fondation dans une profonde mutation d'organisation et de gestion tout en maintenant sa dimension d'œuvre d'église. Il est l'artisan de l'ouverture et de la modernisation : fin de l'orphelinat traditionnel au profit des unités de vie à taille humaine, premières conventions avec les DDASS et l'Education nationale, première version du projet éducatif (1975). Au cours de son mandat, il renforce considérablement les liens avec les bienfaiteurs et crée la revue *A l'écoute* (1979). Par lui, Apprentis d'Auteuil connaît un véritable essor avec l'ouverture de 11 établissements.

Lieu de conservation : Bibliothèque nationale de France ([lien notice](#)), CNAHES (copie numérique)

Cote BnF : DONAUD1513-000057, DONAUD1513-000058, DONAUD1513-000059

Dates d'entretiens : 22 mars 1996

Durée de l'enregistrement : 2h 01'

Supports de conservation : trois cassettes audio analogiques, copie numérique

Jacques Mazé (1927-2010)

Issu d'une famille ouvrière, il fréquente le patronage de sa paroisse et la troupe scout. Il entreprend à 13 ans, après son certificat d'études primaires, une formation en internat à l'École pratique d'horlogerie d'Anet, près de Dreux. Il poursuit son implication dans sa paroisse et auprès des jeunes (colonies de vacances et des camps). En 1947, il assure un premier poste d'éducateur en internat près de Chartres. C'est en 1949 qu'il est admis à suivre la formation d'éducateur spécialisé à Montesson.

En 1951, il quitte pour dix ans la rééducation et part à Nice, et devient ouvrier dans différentes entreprises et travaille avec des prêtres ouvriers. Il approfondit ainsi son action militante et sa spiritualité.

En 1962, il revient à la rééducation dans l'internat près de Chambéry. En 1964, il devient chef du service de prévention spécialisée à Caen. Il rejoint Grenoble en 1966 pour y développer la prévention spécialisée. Il est également directeur général de la Sauvegarde, d'abord à mi-temps, puis à plein temps. Il démissionne en 1982 et se retrouve dans une préretraite militante à partir de février 1983 : administrateur au Comité Dauphinois d'Action Socio-Éducative (CODASE) (Grenoble), à Rues et Cités (Montreuil), membre du groupe de recherche des CLAJ. En 1993, il fonde le Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Éducation Spécialisée (CNAHES) avec quelques historiens et autres anciens du secteur.

Lieu de conservation : Bibliothèque nationale de France ([lien notice](#))

Cote BnF : DONAUD1513-000028 à DONAUD 1513-000036

Dates d'entretiens : 20-25 novembre 1996

Durée de l'enregistrement :

Support de conservation : cassettes audio analogiques, copie numérique

Instrument de consultation : transcription

Référence liée : Mathias Gardet, « Jacques Mazé : portrait d'un homme à l'affût », *Empan*, n°25, mars 1997, p. 56-65.

Joseph Pineau et Gilbert Tortelier

Présentation des enquêteurs

De 1974 à 1978, un groupe composé d'éducateurs, d'un psychologue et de sociologues mène une recherche participative dans le cadre du CFRES de Vaucresson sur le thème de la prise en charge de la scolarité à l'Éducation surveillée. Il produira le rapport intitulé : *La scolarité, c'est pas le problème : attitudes et pratiques des agents de l'Éducation surveillée en relation avec la scolarité des jeunes qui leur sont confiés* (Vaucresson, décembre 1978, 338 p.). Deux membres de l'équipe, Joseph Pineau et Gilbert Tortelier y étudient la problématique spécialement sous le rapport des consultations d'orientation et d'action éducative (COAE) dont ils tentent de saisir la genèse et les enjeux à travers trois entretiens menés en 1978.

Présentation des sources

Renée Larbaud (1922-2013)

Psychologue à l'Education surveillée, directrice de la première consultation spécialisée auprès du tribunal pour enfants de la Seine créé en 1953 et familièrement appelée "L'Arbre Sec".

juin 1978

<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/records/item/50159-entretien-avec-renee-larbaud>

Henri Michard (1908-2002)

Entretien d'Henri Michard concernant les consultations, les centres d'orientation et d'action éducative (COAE) et plus généralement l'observation en milieu ouvert.

Avril 1978

<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/records/item/50163-entretien-avec-henri-michard-1?offset=2>

Guy Sinoir (1902-1978)

Entretien de Guy Sinoir, psychologue à l'éducation surveillée en 1944. Il revient sur la création du COPES de Savigny-sur-Orge en 1945. Il évoque également la première consultation spécialisée auprès du tribunal pour enfants de la Seine en 1953 communément appelée "l'Arbre Sec".

Janvier 1978

<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/records/item/50171-entretien-avec-monsieur-guy-sinoir?offset=3>

Françoise Tétard

Présentation de l'enquêtrice

Née en 1953 à Boulogne-sur-Mer, Françoise Tétard entre en 1975 au CRIV (le Centre de recherches interdisciplinaires de Vaucresson) après des études d'histoire à l'Université d'Amiens. Elle y restera vingt ans jusqu'à la fermeture du centre, tout en y faisant ses armes d'historienne. En 1979, elle y est nommée ingénieur d'études CNRS. En 1982, elle obtient un DEA en histoire à l'Université Paris VII avec un mémoire intitulé Recherche exploratoire pour une histoire de la jeunesse 1930-1965. Ce travail est dirigé par Michelle Perrot. La même année, son tout premier article consacré à la révolte des filles de la prison de Fresnes (1947) paraît dans Les Cahiers de Vaucresson.

Dès lors, Françoise Tétard entreprend un doctorat sur le thème des Politiques de la jeunesse dans la France en Reconstruction 1944-1966 sous la direction d'Antoine Prost. Cette réflexion alimentera pendant près de vingt ans une part essentielle de ses actions de recherche et d'animation de la recherche, de promotion de l'histoire et de publication, sans aboutir à la forme académique d'une thèse. Ce faisant, elle aborde le champ des politiques menées auprès à la fois de « la jeunesse qui va bien » et de « la jeunesse qui va mal » mises en œuvre majoritairement par des associations. En 1995, elle rejoint alors le Centre d'histoire sociale du XXe siècle, une équipe de recherche fondée en 1966 par Jean Maitron.

Son souci d'instituer un véritable champ de recherche l'amène à se préoccuper avec insistance du sort des nombreuses archives conservées dans les caves et greniers des associations et de leurs militants. Elle apporte ainsi une forte contribution à la création du CNAHES (Conservatoire national des archives et de l'histoire de l'éducation spécialisée) en 1994, puis à celle du PAJEP (Pôle des archives de la jeunesse et de l'éducation populaire) en 1999, et à leur animation respective. Françoise Tétard est décédée à Paris en 2010.

Présentation des sources

Roland Assathiany (1910-2008)

Licencié de Droit à Paris en 1932, Roland Assathiany fait fonction d'assistant de service social près du Tribunal pour enfants de la Seine jusqu'en 1935. Fin 1943, il commence à travailler au commissariat général à la Famille et est nommé à Lille en tant que délégué régional adjoint. En 1945 il est nommé à Paris comme inspecteur à la Population. En 1947, retour à l'administration de la Santé Publique qu'il ne quittera plus jusqu'à sa retraite en 1976. Il sera assez rapidement nommé directeur adjoint des Affaires sanitaires et sociales, puis finalement directeur en 1975. Il est difficile de dénombrer les associations, écoles ou instituts, existants ou disparus du secteur social dont il fut administrateur ou président.

Louis Casali (1922-1999)

En janvier 1946, il entre comme éducateur au centre d'observation de la Prévalaye à Rennes, ouvert en 1944 par Jacques Guyomarc'h, secrétaire général de la Fédération bretonne de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence). Il est nommé au poste d'éducateur chef en 1951. En 1956, il prend la direction du Foyer Henri Guibé à Caen à la demande du directeur de la Société Calvadosienne de la protection de l'Enfance. De 1967 à 1971, Louis anime des cycles de perfectionnement auprès des travailleurs sociaux du département. Louis Casali a étudié l'organisation de la protection de l'enfance en Norvège (1957), au Danemark (1960), au Québec (1968, 1972 & 1974) et en Guyane.

Marie-Blanche David-Lefebvre (1928-2016)

Elle a créé en 1959 l'« Association Des Amis Des Rochers » à Châteaubourg avec des méthodes innovantes de pédagogie active utilisant la psychanalyse comme outil de compréhension des enfants afin de mieux adapter le soin à leur proposer. Elle le dirigera durant 30 ans. Elle passera la main à Lionel Deniau en 1989. L'association est aujourd'hui dénommée association Ar Roc'h.

Jacques Mazé (1927-2010)

Issu d'une famille ouvrière, il fréquente le patronage de sa paroisse et la troupe scout. Il entreprend à 13 ans, après son certificat d'études primaires, une formation en internat à l'École pratique d'horlogerie d'Anet, près de Dreux. Il poursuit son implication dans sa paroisse et auprès des jeunes (colonies de vacances et des camps). En 1947, il assure un premier poste d'éducateur en internat près de Chartres. C'est en 1949 qu'il est admis à suivre la formation d'éducateur spécialisé à Montesson. En 1951, il quitte pour dix ans la rééducation et part à Nice, et devient ouvrier dans différentes entreprises et travaille avec des prêtres ouvriers. Il approfondit ainsi son action militante et sa spiritualité. En 1962, il revient à la rééducation dans l'internat près de Chambéry. En 1964, il devient chef du service de prévention spécialisée à Caen. Il rejoint Grenoble en 1966 pour y développer la prévention spécialisée. Il est également directeur général de la Sauvegarde, d'abord à mi-temps, puis à plein temps. Il démissionne en 1982 et se retrouve dans une préretraite militante à partir de février 1983 : administrateur au Comité Dauphinois d'Action Socio-Éducative (CODASE) (Grenoble), à Rues et Cités (Montreuil), membre du groupe de recherche des CLAJ. En 1993, il fonde le Conservatoire National des Archives et de l'Histoire de l'Education Spécialisée (CNAHES) avec quelques historiens et autres anciens du secteur.

Jacques Gauneau (1926-2010)

Après des études secondaires et un engagement dans le scoutisme, il abandonne ses études en 1947 pour se consacrer à la rééducation dans divers centres du Sud de la France. À partir de 1950, il suit l'enseignement de l'Institut de psycho-pédagogie médico-sociale de Montpellier. Pour son année de stage, il part en Algérie et ouvre un des premiers centres pour troubles graves de la personnalité (Centre Alfred Binet à Douera) dont il devient sous-directeur en 1954 puis directeur en

1956. Parallèlement, il est membre depuis l'origine de l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés), puis délégué régional pour l'Algérie. En 1957, il rentre à Paris et devient délégué permanent de l'ANEJI. En 1961, il revient au travail de base en prenant la responsabilité du Centre d'Observation Régional de Marseille (Sanderval) tout en continuant des activités associatives bénévoles et en assurant quelques enseignements. En 1970, il devient formateur à plein temps au CFESME de Peynier-Aix (réseau du chanoine Barthélémy) où il est plus particulièrement chargé de la section Moniteurs-Éducateurs. Dans ce cadre, il participe à la fondation et assure la présidence pendant trois ans du Comité de Liaison des École des Moniteurs-Éducateurs (CLEME). Il prend sa retraite en 1986.

Victor Girard (1917-2012)

Voir la notice de Victor Girard dans la première partie « Les collectes territoriales » chapitre « Délégation CNAHES Ile-de-France ».

Hélène Gratiot-Alphandéry (1909-2011)

Fille de Paul Alphandéry (1875-1932), militant socialiste, historien des religions et directeur à l'École des hautes études. Après un diplôme d'études supérieures en lettres-psychologie obtenu en 1930, elle entre en 1933 à la 3ème section de l'École pratique de hautes études (EPHE) comme préparatrice au laboratoire de psychobiologie de l'enfant créé et dirigé par Henri Wallon. Elle devient militante communiste après un voyage effectué en URSS avec sa sœur Fernande, en 1935, au cours duquel elle aura veillé le corps d'Henri Barbusse à Moscou. En 1940, les lois raciales de Vichy l'obligent à suspendre sa carrière à l'EPHE.

De 1945 à 1947, elle est provisoirement attachée de recherche au CNRS avant de recouvrer son poste. Peu de temps après son retour, elle participe en 1948 au côté d'Henri Wallon à la création de la revue *Enfance*, une revue scientifique de référence sur le développement de l'enfant. Elle sera encore chef de travaux en 1953 puis directeur adjoint de l'EPHE en 1961. Dans le même temps, elle enseigne à l'Institut national d'études du travail et d'orientation professionnelle, à l'Institut d'ethnologie et à l'Institut de psychologie. De 1969 à 1973, elle est directrice de l'UER Institut de psychologie à l'Université René-Descartes. Elle y reste membre du Conseil scientifique et du Conseil de l'UER. En 1970, elle publie avec René Zazzo un *Traité de psychologie de l'enfant*. Elle se sera particulièrement préoccupée de la formation des psychologues scolaires et aura lancé une école pour accueillir spécifiquement des enfants immigrés. Hélène Gratiot-Alphandéry s'intéresse aussi à la littérature de jeunesse comme administratrice et animatrice du groupe «Recherche» du CRILJ (Centre de recherche et d'information de la littérature de jeunesse).

Françoise Marty (Dr)

Secrétaire générale du conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée dans les années 1960.

Jean Royer

Directeur du Service de prévention spécialisée de l'ADSEA du Rhône, délégué régional du CNAHES.

Bertrand Schwartz (1919-2016)

Ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur au corps des Mines, il commence sa carrière en 1948 comme professeur à l'École nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des Mines de Nancy. Parallèlement il crée l'Institut national pour la formation des adultes (INFA) dont il est

directeur de 1963 à 1968. De 1969 à 1974 il est conseiller à l'éducation permanente auprès du ministère de l'Education nationale. En 1974, il est nommé professeur des sciences de l'éducation au département de l'éducation permanente de l'Université Paris IX - Dauphine où il développe notamment la pédagogie par objectifs.

En mai 1981, le Premier ministre Pierre Mauroy le charge de rédiger un rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté. A la suite de quoi, de janvier 1982 à octobre 1983, Bertrand Schwartz est chargé par le gouvernement de créer un réseau d'une vingtaine de missions locales d'insertion. D'octobre 1983 à avril 1985, il est délégué interministériel à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté.

Les collectes d'associations d'histoire

AH-PJM

Adresse : « Ferme de Champagne », Rue des Palombes, 91600 Savigny-sur-Orge

Téléphone : 01 69 54 24 14

Site Internet : <https://ahpjm.hypotheses.org/>

Courriel : association.ahpjm@gmail.com

Présentation de l'enquêteur

Fondée le 16 octobre 1991, l'Association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs (AH-PJM) a pour objectif de travailler sur les origines et l'histoire de l'Education surveillée et plus largement des secteurs public et associatif de la protection judiciaire des mineurs. Elle a été en particulier à l'initiative du centre d'exposition « Enfants en justice XIX^e-XXI^e siècle » inauguré à la Ferme de Champagne à Savigny-sur-Orge en décembre 2001. Le canal privilégié de diffusion des témoignages recueillis par l'association est son bulletin *Pour l'histoire*, riche à la fois de contributions vivantes de chercheurs et d'anciens acteurs de l'Education surveillée pour l'essentiel.

Présentation des sources

Cette présentation porte sur la collection de *Pour l'histoire* du numéro 1 à 29, de novembre 1992 à avril 2002.

Victor Ventré

Victor Ventré a été un des pionniers de l'Education Surveillée. Il fit partie de la première génération des moniteurs-éducateurs recrutés par l'administration pénitentiaire en 1936-1937. Entré à la Maison d'Education surveillée de Saint-Hilaire en 1936, il en sera le directeur pendant dix ans (1947-1957).

« Témoignage de V.J. Ventré », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°5, avril 1994, 3 p. [[numéro en ligne](#)]

Jean-Jacques Ratier

Educateur à l'IPES de Saint-Hilaire pendant les années 1950, J.J. Ratier nous offre, dans ce témoignage, le récit du quotidien matinal. Il relate un lever à Saint-Hilaire et le « billet matinal », laïus élaboré par un éducateur pour le rassemblement avant le départ en atelier.

« Témoignage de J.J. Ratier », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°5, avril 1994, 5 p. [[numéro en ligne](#)]

Claude Guichet

L'auteur raconte ses premiers pas à Saint-Hilaire, notamment sa première veillée. Claude Guichet rentre à Saint-Hilaire en 1946 en tant qu'éducateur spécialisé.

« Ma première veillée », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°6, juin / juillet 1994, 2 p. [[numéro en ligne](#)] ; n°7, octobre / novembre 1994, 3 p. [[numéro en ligne](#)]

Sylviane Auger

Sylviane Auger, raconte dans ce témoignage ses débuts en tant qu'éducatrice au Bon Pasteur de Bourges. Elle y évoque ses premières expériences à l'atelier de cartonnage et la difficulté du travail.

« Mes deux années au Bon Pasteur de Bourges », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°6, juin / juillet 1994, 4 p. [[numéro en ligne](#)] ; n°7, octobre / novembre 1994, 4 p. [[numéro en ligne](#)]

Roger Vibert-Vichet

Roger Vibert-Vichet a été éducateur à l'IPES de Saint-Maurice à la fin des années 1950. Dans ce témoignage il aborde le thème de l'homosexualité des jeunes et sa négation par l'institution.

« Vertueuses cages à poules », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°6, juin / juillet 1994, 6 p. [[numéro en ligne](#)]

Raoul Léger

Raoul Léger évoque ses souvenirs de colon au sein de la colonie de Mettray, dans laquelle il a été envoyé à 11 ans en 1922, suite à de nombreux aléas à l'Assistance publique où il avait été placé. Il raconte plus particulièrement son arrivée.

« Souvenirs d'un colon de Mettray », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°8, mars / avril 1995, 4 p. [[numéro en ligne](#)]

Roger Vibert-Vichet

Roger Vibert-Vichet a été éducateur à l'IPES de Saint-Maurice à la fin des années 1950. Il a également été directeur du Foyer de semi-liberté de la Courneuve, dans lequel se situe ce témoignage. Ce dernier raconte l'histoire d'un enfant qualifié de « boulimique » et du régime auquel ce dernier va être soumis.

« La faim », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°11, avril 1996, 3 p. [[numéro en ligne](#)]

Jean-Jacques Ratier

J.J. Ratier a été éducateur spécialisé à Saint-Hilaire dans les années 1950. Dans ce témoignage, il raconte le quotidien de cet établissement à travers l'exemple des douches.

« Les douches à l'IPES de Saint-Hilaire », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°11, avril 1996, 4 p. [[numéro en ligne](#)]

Odile Duchler, Daniel Fleury

Odile Duchler et Daniel Fleury ont tous deux été psychologues à la Protection Judiciaire de la Jeunesse, et ont travaillé avec Pierre Mâle au COPES de Savigny. Le travail de Pierre Mâle est l'objet de cet article qui évoque les consultations qu'il réalisait tant à Henri de Roussel qu'à Savigny.

« Pierre Mâle », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°12, août 1996, 2 p. [[numéro en ligne](#)]

Jacques Bouloin

Jacques Bouloin a été instructeur technique à l'IPES de Saint-Hilaire à partir de 1951. Il en sera le directeur technique de 1968 à la fermeture en 1974. L'auteur relate les moyens mis en œuvre et l'esprit qui sous-tendent la formation professionnelle à l'IPES dans les années 1950.

« Les années 50 et la rééducation par l'apprentissage d'un métier », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°14, mars 1997, 2 p. [[numéro en ligne](#)]

Jacques Levacher

Ancien responsable de Foyer de la Courneuve, Jacques Levacher raconte dans ce témoignage l'accompagnement professionnel des enfants en présentant les origines du foyer de semi-liberté de la Courneuve.

« Si la Courneuve m'était contée », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°17, avril 1998, 3 p.

Roger Vibert-Vichet

L'auteur raconte ses remords quant à son intervention lors d'une protestation de jeunes détenues.

« Et la honte (vers 1958) », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°17, avril 1998, 4 p.

Bernard Brun

L'auteur évoque un souvenir personnel de l'arrivée de l'ordonnance de 1958, en automne 1959 dans une IPES (Institution Publique de l'éducation Surveillée). Bernard Brun est rentré à l'Education surveillée le 16 juillet 1959.

« L'Ordonnance de 1958 en 1959 à Saint-Maurice », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°18, septembre 1998, 3 p.

Dominique Colombani

Dominique Colombani a tout d'abord commencé en tant que moniteur éducateur à l'Education surveillée, suite à son recrutement en décembre 1942 au Centre d'Accueil des Tourelles à Paris, lui permettant d'éviter le Service de Travail obligatoire en Allemagne. Après avoir été muté à au Centre d'Accueil de Villejuif il est nommé en décembre 1944 à l'IPES de Saint-Jobard. Il s'occupe de transfèrements, notamment pendant la période juillet - août 1944, qu'il relate dans ce témoignage.

« Un « transfèrement historique » juillet - août 1944 », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°19, décembre 1998, 2 p.

R. Leréverend

R. Leréverend a été éducateur à l'IPES de Belles Iles entre 1948 et 1956. Il parle du difficile quotidien au sein de cette institution, des repas minces parfois et du réfectoire lieu d'inconfort, du manque d'hygiène, et l'importance des dynamiques de groupes pour les enfants. Ce témoignage étant une réaction à la lecture d'un livre sur Belle Iles en Mer, R. Leréverend souhaite restituer l'univers de cette institution durant les années 1950. Il met ainsi l'accent sur la volonté d'innovation des méthodes éducatives des éducateurs.

« Quelques réflexions à la suite de la lecture du livre sur l'IPES de Belle-Iles-en-Mer », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°19, décembre 1998, 4 p.

René Courtois

René Courtois a commencé comme instituteur à la Maison d'Éducation surveillée de Saint-Hilaire (1929-1931), une institution pénitentiaire pour mineurs. Il est ensuite nommé à la prison de Fontevraud, chez les adultes, où il fait la connaissance de Vincent Hourcq, futur directeur de Saint-Maurice. Il a ensuite été choisi pour mettre en œuvre la tentative de réforme décidée par le garde des sceaux Paul Reynaud à la Maison d'Éducation surveillée (MES) de Saint-Maurice, dont Vincent Hourcq était le directeur et René Courtois le sous-directeur chargé de la partie pédagogique. En avril 1944, il prend la direction de Saint-Maurice qu'il gardera jusqu'en 1957. Suite à cela, il a été promu en 1957 directeur régional des services parisiens de l'Éducation Surveillée. Enfin, en 1972, il sera fait officier de la Légion d'honneur.

René Courtois a été un des pionner de la Réforme de la maison d'éducation de Saint-Maurice. Il raconte dans ce témoignage comment se passait la formation professionnelle des jeunes et les projets éducatifs privilégié par cette nouvelle direction de l'Education Surveillée.

« Saint-Maurice, école d'apprentissage moderne destinée au mineurs de justice », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°20, avril 1999, 2 p.

Pierre Segond

Ce témoignage est une évocation personnelle de Pierre Segond de la vie au CSOES de Fresnes (Centre Spécial d'Observation de l'Education Surveillée) de 1963 à 1966. Pierre Segond y décrit son arrivée et son quotidien dans ce témoignage.

« Psychologue à Fresnes », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°21, septembre 1999, 2 p.

Roger Vibert-Vichet

Roger Vibert-Vichet parle des institutions de l'Education Surveillée installées à Coulommiers, une annexe du centre d'observation abrité par les prisons de Fresnes, puis à Epernay comme directeur du Centre d'Observation Public de l'Education Surveillée, dans lesquels il a été affecté entre 1965 et 1970. Avant cela, Roger Vibert-Vichet a été éducateur à l'IPES de Saint-Maurice dans les années 1950.

« Eloignement enfermement, Coulommiers-Epernay. Récits d'antan », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°21, septembre 1999, 5 p.

Jacques Herbert-Pain

Jacques Herbert-Pain terminera sa carrière à l'Education surveillée comme directeur départemental de Charente Maritime après avoir été éducateur. Dans ce témoignage, il raconte la construction du foyer de Bures sur Yvette, ouvert par René Courtois alors nommé directeur des Services parisiens de l'Education surveillée en 1957. Il y raconte la difficulté du quotidien et les travaux pour rendre vivable le foyer.

« Le château des courants d'air », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°22, avril 1999, 2 p.

Gilbert Cormier

Gilbert Cormier a été éducateur à Saint-Jobard, à Lyon. Il a été directeur de l'Education surveillée du département de la Seine Saint Denis puis des Bouches du Rhône au début des années 1980. Il aborde son parcours et l'arrivée de l'Ordonnance de 1945. Il raconte ensuite un transfèrement qui a eu lieu en 1949 de trois pensionnaires de l'IPES de Saint-Jobard à Aniane. Enfin, il fait part de ses opinions quant au métier d'éducateur.

« Des bords de Loire et de Saône, de Seine Saint Denis aux Bouches du Rhône », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°22, avril 1999, 4 p.

A.M. Ighillarba

A.M. Ighillarba a pris ses fonctions à l'Internat approprié d'El Biar (IAEB) comme agent intérimaire chargée des fonctions d'éducatrice le 1^{er} février 1955. Elle était alors étudiante en psychologie à la Faculté d'Alger pour préparer le certificat de psychologie de l'enfant. En 1960, elle a été affectée à l'IPES de Birkanem où elle occupera le poste de psychologue. A.M. Ighillarba nous raconte le fonctionnement de ces deux institutions pendant la période allant de 1955 à 1960 dans ce témoignage. Elle sera plus tard responsable de la COE puis de la COAE d'Arcueil jusqu'en 1989.

« Souvenir d'El Biar en Algérie », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°23, avril 2000, 2 p.

Roger Bello

Roger Bello raconte dans ce témoignage son arrivée au Foyer de Semi-liberté de l'Equipe Sociale à Bône pendant les années 1960. Après une longue carrière d'éducateur, Roger Bello deviendra notamment directeur général de l'AVEJ.

« Stagiaire à l'Equipe Sociale », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°23, avril 2000, 4 p.

Jean-François Chosson

Jean-François Chosson a été membre de la première promotion d'éducateur de l'Education surveillée formée à Vaucresson en 1953. Il quittera l'Education Surveillée et deviendra professeur dans l'enseignement supérieur agronomique en 1966. Dans ce témoignage il raconte ses débuts dans l'Education Surveillée, où des discours aussi différents les uns des autres se croisent.

« Première promotion d'éducateurs de l'Education surveillée 1952-1953 », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°24, septembre 2000, 2 p.

Dominique Colombani

Dominique Colombani relate ici son parcours de vie qui l'a amené à la rencontre des centres d'accueil pour mineurs et à entrer dans l'Education Surveillée en France sous l'Occupation.

« Moniteur-éducateur provisoire à l'Education Surveillée », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°25, décembre 2000, 2 p.

Jean-Jacques Ratier

Jean-Jacques Ratier relate dans ce témoignage son arrivée à l'IPES de Saint-Hilaire et sa rencontre avec son premier groupe de jeune.

« Mon premier groupe », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°25, décembre 2000, 6 p.

Marie-Jo Saint-Macary

Fille aînée d'une famille nombreuse, Marie-Jo Saint-Macary a commencé sa carrière comme éducatrice dans l'Education Surveillée à l'IAES (Institut Approprié de l'Education Surveillée) de Spoir après avoir effectué un stage de quelques mois dans une institution privée comme éducatrice au pair. Ayant une tante inspectrice à l'Education Surveillée, elle a été familiarisée assez tôt à ce secteur. Dans ce témoignage, elle relate le quotidien autant des jeunes que des éducateurs au sein de cette institution à travers les diverses activités mises en place et les réflexions sur les méthodes éducatives de ces années, ainsi que les oppositions qu'elle a rencontrées avec l'administration. Elle poursuivra plus tard sa carrière dans le secteur associatif où elle a rempli les fonctions de directrice du Foyer Saint Vincent à Pau pendant 20 ans.

« Spoir : 1957-1964 », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°28, décembre 2001, 2 p.

Roger Merle

Roger Merle est entré à l'Education Surveillée en 1954, où se mêlaient différents courants pédagogiques : tout d'abord celui de l'Education Nationale d'où Roger Merle était issu, celui du système pénitentiaire hérité historiquement, et les nouvelles techniques éducatives et médico-psychologiques issues de la loi de 1942 et de l'Ordonnance de 1945. Il a en premier lieu été affecté à Saint-Maurice, puis il a été muté à Savigny-sur-Orge. Dans ce témoignage il aborde le fonctionnement des deux institutions et en particulier son expérience à Savigny comme éducateur et les difficultés du métier. Roger Merle a été ensuite Directeur Départemental de l'Education Surveillée de Paris.

« Mes premières expériences à l'Education Surveillée », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°28, décembre 2001, 5 p.

Renée Larbaud (1922-2013)

Dans ce témoignage de Renée Larbaud, psychologue à l'Education Surveillée, l'auteure relate le fonctionnement de la première consultation spécialisée auprès du Tribunal pour Enfant, dont elle sera la directrice. Elle poursuit sa carrière à l'association Jean Cotxet dont elle fut également la directrice jusqu'en 1973.

« La première consultation spécialisée auprès du Tribunal pour Enfants de la Seine (1953) », *AHES-PJM : Bulletin de liaison*, n°29, avril 2002, 2 p.

ALTER

Adresse : PHS-EHESS, 190 av. de France, 75013 Paris, France

Site Internet : <http://alter-asso.org>

Présentation de l'enquêteur

L'association ALTER, initialement intitulée Société pour l'histoire du handicap, est créée en 1989 sous la présidence d'Henri-Jacques Stiker, sociologue et directeur de recherches à l'Université Paris VII-Denis Diderot. Comme d'autres associations d'histoire de même inspiration créées peu avant ou après (RHTS, CNAHES, AH-PJM...), elle s'attache à rapprocher la recherche historique de son terrain de recherche associatif et militant en organisant des journées d'études et en diffusant une lettre d'information : les *Brèves*. En 2007, elle lance la revue du même nom : *ALTER European Journal of Disability Research / Revue européenne de recherche sur le handicap*. Changeant son titre en Société européenne de recherche sur le handicap, elle s'internationalise et s'ouvre à tous les champs disciplinaires des sciences sociales et humaines sur le handicap.

Présentation des sources

Du 12 au 14 janvier 1995, l'association ALTER organise à l'INJEP de Marly-le-Roi son plus grand événement autour de l'histoire du handicap : le colloque : « *le handicap a-t-il une histoire ? Les associations et l'Etat dans la construction sociale du handicap au XX^e siècle* ». Parmi les intervenants, douze témoins sont conviés à participer à trois tables rondes, lesquelles sont enregistrées sur cassettes audio comme l'ensemble des autres interventions.

Table ronde « Les associations et l'élaboration de la loi de 1975 », le 12 janvier 1995, animée par Catherine Barral et Jean-François Ravaud, avec Paul Boulinier, Josette Chalude, André Dessertine, Camille Hermange, Michel Lévy.

-  Paul Boulinier est administrateur de l'APF depuis 1973. Président de l'APF depuis 1979. Administrateur de la Ligue contre la sclérose en plaques. Vice-président de la Fondation Handicaps associés (HANDAS). Membre du Conseil national consultatif des personnes handicapées, du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des

personnes handicapées. Vice-président de l'UNIOPSS. Président du Conseil français des personnes handicapées pour les questions européennes. Ingénieur au CEA, retraité.

- ✚ Josette Chalude est présidente de l'Association nationale des parents d'enfants déficients auditifs (ANPEDA) de 1965 à 1972. Présidente de Action, Communication, Formation sur la surdité (ACFOS) depuis 1988. Présidente d'honneur de l'ANPEDA.
- ✚ André Dessertine est président de l'Association d'entraide des polios et handicapés (ADEP) depuis 1964. Président de l'Association pour le logement des grands infirmes (ALGI) depuis 1966. Président du Centre national d'information pour la réadaptation. Secrétaire général de la Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail (LADAPT). Président de l'Union nationale des polios de France (UNPF). Magistrat. Président de chambre honoraire, Cour d'appel de Paris.
- ✚ Camille Hermange est directeur honoraire de l'Association nationale des communautés éducatives (ANCE) de 1951 à 1982. Trésorier du CTNERHI.
- ✚ Michel Lévy est conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Action sociale. Directeur du CTNERHI en 1975. Président de chambre à la Cour administrative d'appel de Paris.

Table ronde « Les mouvements de jeunesse et les enfants infirmes ou malades : l'expérience du scoutisme d'extension (1930-1965) », le 13 janvier 1995, débat animé par Yvonne Le Goïc et Françoise Tétard, avec Catherine Bastide, Yvon de Billy, Marie-Thérèse Cheroutre, Marc Ehrhard et Jean Estève

- ✚ Catherine Bastide est membre de l'équipe Extension des Eclaireuses et Eclaireurs de France de 1962 à 1972. Professeur à l'Institut national des jeunes sourds (INJS) de Paris. Organisatrice des séjours de vacances des Eclaireuses et Eclaireurs de France pour les jeunes sourds.
- ✚ Yvon de Billy est assistant social. Directeur de l'Association nationale animation éducative (ANAE) émanant des Scouts de France.
- ✚ Marie-Thérèse Cheroutre est ancienne Commissaire générale aux Guides de France. Membre honoraire au Conseil économique et social.
- ✚ Marc Ehrhard est responsable national de l'Arc-en-Ciel des Scouts de France de 1959 à 1972. Directeur de l'Ecole d'éducateurs spécialisés de Strasbourg de 1961 à 1989.

« Mouvements contestataires et positions alternatives », le 14 janvier 1995, discussion animée par Jean-François Ravaud et Dominique Velche, avec Philippe Saint-Martin, Vincent Assante, Jean-Luc Simon

- ✚ Vincent Assante est responsable des étudiants handicapés physiques à l'UNEF dans les années 1970. Délégué national du Parti socialiste chargé des personnes handicapées.

- ✚ Philippe Saint-Martin est délégué général du Groupement des intellectuels handicapés physiques (GIHP), devenu Groupement pour l'insertion des handicapés physiques (GIHP) dans les années 1970. Fondateur de la revue *Plain Pied*. Chargé de mission auprès du directeur de l'Action sociale.
- ✚ Jean-Luc Simon est secrétaire du Groupement français pour les personnes handicapées (GFPH) depuis 1993. Chargé d'information du Comité pour l'Union européenne de l'Organisation mondiale des personnes handicapées (OMPH-DPI) à partir de 1991. Formateur en sciences sociales.

CNAHES

Adresse : 63 rue Croulebarbe, 75013 Paris

Téléphone : 07 86 48 57 24

Site Internet : www.cnahes.org

Présentation des sources

Dès ses origines, le CNAHES organise des journées d'études nationales et régionales conçues pour croiser les témoignages d'acteurs et les regards de chercheurs. Les actes de ces événements retranscrivent une partie de de ces prises de parole.

1. Le questionnaire des « Diplodocus » (1993)

Pierre Alloing, Françoise Astruc, Jean Barrère, Monique Bauer, Jean Bégué, Roger Bello, Yves Bériot, Guy Berland, Rémi Bertier, Paul Bertrand, Bernard Bonnemason, Denise Both, Jacques Bourquin, André Bréhéret, Guy Dréano, Gilbert Duchez, Xavier Durand, Bernard Durey, Guy Dutey, Jean Faust, Jean-Claude Ferrand, Jacques Gauneau, Serge Ginger, Victor Girard, François Girard-Buttoz, Jean Hassler, Etienne Jovignot, Henri Kegler, François Kermoal, Jacques Ladsous, Pierre Lalire, Aimé Le Foll, Henri Lehmann, Paul Lelièvre, Jacques Mazé, Jean-Pierre Mendiboure, Philippe Monello, Bernard Montclair, Marc Nivet, Simone Noailles, Jean Pierron, Pierre Polle, Jean-Marie Rabo, Odette Rabo, Gilbert Rouillon, Jacques Selosse, Alexandre Soubeyrat, Jean Ughetto, Germain Wiart.

2. Les journées d'études nationales et régionales

- ✚ Delmas (Michel), Gardet (Mathias), Tétard (Françoise), *Diplodocus, Rencontres régionales de Dijon, 8 et 9 octobre 1993*, 1993, 16 p.

Courts témoignages de Guy Drecq, Francise Francisod, Etienne Jovignot.

- ✚ CNAHES, *Comptes rendus des journées régionales de Rennes les 11 et 12 mars 1994*, 44 p.

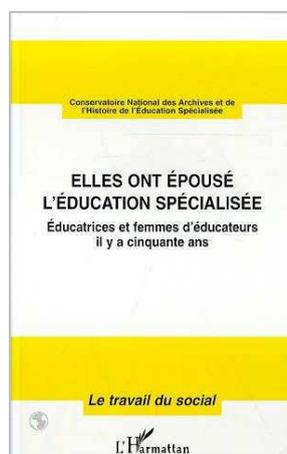
Courts témoignages de Claude Mainguy, Yvon Danton, Nicole Danton, Yann Maléfant, Yves Montaufray, Colette Mainguy.

- ✚ Groupe de recherches sur l'histoire de l'éducation spécialisée en Alsace-Moselle, *Rencontres de Strasbourg 18 et 19 novembre 1994*, 58 p.

Témoignages croisés sur la constitution du secteur de l'enfance inadaptée en Alsace et ses institutions.

- ✚ CNAHES, *Compte rendu du colloque des diplodocus de la région Nord-Pas-de-Calais, 1^{er} et 2 décembre 1995 à l'ARTS de Loos*, 1995, 127 p.

Témoignages de Sœur Martine Grossel responsable de la Communauté du Bon Pasteur, Sœur Marie Bernard, Monneret, Motte et H. Motte sur les Bons Pasteurs, de l'abbé Jean Tack sur l'aumônerie de l'enfance inadaptée, de Pierre Polle, Jean-Marie Rabo et Pierre Pigani sur la Société de patronage, Olivier Gorrillot et Ch. Weller sur le Centre d'apprentissage artisanal, Marius Bourgain sur l'IMP d'Oxelaere, Pierre Polle sur l'Ecole Théophile-Roussel à Montesson, Germain Wiart sur les grandes associations et sur son parcours à l'association le Gîte, Gérard Pesez sur son parcours.



- ✚ CNAHES, *Elles ont épousé l'éducation spécialisée. Educatrices et femmes d'éducateurs il y a cinquante ans*, Paris, L'Harmattan, 1999, 226 p.

Comme éducatrices ou comme épouses d'éducateurs exerçant alors le plus souvent en internat, elles ont été parmi les pionnières de l'éducation spécialisée dans les années quarante-cinquante. Pendant trente ans ou plus, elles en ont été actrices à part entière. Ce sont leurs témoignages qui constituent le cœur de l'ouvrage, nous donnant à voir ce qu'a été leur engagement, nous restituant ainsi une époque fondatrice, difficile et passionnée. Écrits et documents d'archives viennent illustrer leur propos, des textes écrits par des chercheurs les situent dans le contexte.

Cet ouvrage est issu des travaux des journées d'études du CNAHES tenues à Angers en mai 1997. Il rassemble en particulier les témoignages de :

- Denise Ehrhard, « Une certaine conception du partage », p. 21-26 ;
- Marguerite Lalire, « Profession femme », p. 27-32 ;
- Marie-Cécile Lalire, « Je suis leur fille », p. 33-35 ;
- Geneviève et François Girard-Buttoz, « A deux pour le dire », p. 37-42 ;
- Marcella Pigani, « J'irai travailler chez eux », p. 67-97 ;
- Jacqueline Mathieu, « J'étais la femme du chef Robert », p. 101-104 ;
- Sœur Giraud, « Le monde féminin du Bon-Pasteur », p. 113-123 ;
- Janine Franzi, « Une éducatrice laïque chez les sœurs », p. 125-133.

- ✚ CNAHES Nord-Pas-de-Calais, *Femmes du Nord : le quotidien vécu au féminin dans l'éducation spécialisée et les services sociaux*, actes du colloque, 23 et 24 novembre 2000, IRTS du Nord-Pas-de-Calais, 175 p.

Témoignages travaillés en six ateliers, sollicités à la suite auprès de Régis Lapauw, Germain Wiart, Marie-Paule Tassous.

- ✚ CNAHES, CREA Rhône-Alpes, *Pratiques professionnelles et transmission en Rhône-Alpes, années 1950-1960*, 2004, 67 p.

Témoignages de Georges Reymond (fondateur de l'Arc-en-Ciel à Trévoux), Marily Ober (fondatrice de la Clarté à Chazelle-sur-Lyon), Jean Gire (ancien directeur général de l'œuvre des villages

d'enfants), Guy Dutey (ancien directeur du Centre d'observation de Collonges), Etienne Jovignot (ancien directeur du Centre d'observation de Chenôve à Dijon).

✚ CNAHES, *L'évolution du rapport formation-qualification dans l'histoire de l'éducation spécialisée*, journée nationale d'étude du 28 juin 2006 à Dijon, 90 p.

- Pierre Lalire, « La formation à l'école de rééducateurs de Montesson en 1947 »,
- Claude Pahud, « Une approche comparative »,
- Etienne Jovignot, « Fabrication du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé : vicissitudes et premières modifications ».

✚ ARCEI, ACFPS, CNAHES, *Une maison d'enfants à caractère social dans 50 ans d'histoire : André Vialle et Le Rucher 1953-2003*, 2006, 165 p.

Nombreux témoignages, en particulier de Paul Fustier, Jean-Marc Botta, Alain-Noël Henri, François Vialle, Eric Van der Stegen.

GREHSS

Adresse : Cité des Associations, Boîte aux lettres 192, 93 la Canebière, 13001 Marseille

Site Internet : <https://grehss.fr/>

Présentation de l'enquêteur

Le Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS) a été créé en octobre 2016, dans l'objectif « de favoriser le développement de la recherche sur l'histoire du service social en France et, notamment, de contribuer à la publication d'un dictionnaire biographique des fondatrices et fondateurs du service social, de ses institutions ainsi que des professionnels et professionnelles qui ont marqué l'histoire du service social. » Ce dictionnaire est accessible [en ligne sur le site du CEDIAS](#).

A côté du groupe « Dictionnaire », d'autres groupes de recherche composent l'association : groupes « Nantais » et « Provence », « Polyvalence », « Service social scolaire ». Le GREHSS publie le bulletin *Info-GREHSS*.

Présentation des sources

✚ Anne Lancrenon

Inscrite à la Faculté des Lettres en 1927, elle choisit de réaliser un stage à Résidence Sociale de Levallois. Elle entra à l'Ecole « Pro Gallia » en 1930 et sorti en 1932. Son témoignage est davantage consacré à sa formation qu'à son activité professionnelle. Ce choix s'explique sans doute par un veuvage précoce qui l'a obligée à s'occuper de ses cinq enfants.

Dès le lancement de la recherche l'Histoire du service social en France sous la responsabilité scientifique de Yvonne KNIBIEHLER maître de conférences à l'Université de Provence et de Simone CRAPUCHET, sociologue, expert auprès de l'UNESCO pour le développement social, un groupe a été constitué sur l'histoire des formations. Au cours des années 1977 et 1978 ce groupe a rassemblé documents et témoignages sur les écoles. Parmi les témoignages recueillis il y a celui d'Anne Lancrenon sur l'Ecole d'Action Sociale, où elle fut élève puis formatrice.

Voir le chapitre : « Histoire du service social et de l'action sociale » (collecte 1976-1980)

« Témoignage d'Anne Lancrenon », *INFO – GREHSS*, n°17, 25 septembre 2019, p 3. [[numéro en ligne sur le site du GREHSS](#)]

Marcelle Bézier

Titulaire du diplôme d'état d'infirmière et du diplôme d'état d'assistante sociale, elle a été recrutée en juin 1953 par l'association « Caisse Régionale des Institutions Familiales Ouvrières (la CRIFO) ». En 1947 la CRIFO a signé une convention avec le département pour la gestion de la Protection Maternelle et Infantile, sur les communes de Châteaubriant, de Saint-Nazaire et une partie de la ville de Nantes. Elle fut affectée à Saint-Nazaire, ville qui avait été détruite de 90% à 95 % par les bombardements.

Dans son témoignage, elle aborde la cohabitation des différents professionnels du travail social et médical au sien de Protection Maternelle et Infantile. A titre d'exemple, le décret du 19 juillet 1962 introduit le recrutement des puéricultrices diplômées d'État conjointement à celui des assistantes sociales. Le partage de ce mandat ne fut pas facile et fut souvent source de tensions quand les puéricultrices furent recrutées dans les services. Selon elle, une situation similaire se reproduisit avec l'arrivée des sages-femmes dans les années 1980. Elle n'aborde pas son départ en retraite.

Ce témoignage est un texte support à une "communication" de type témoignage lors du colloque du syndicat national des médecins de PMI en novembre 1995 à Paris : « La PMI 1945-1995. Héritages et transmissions. La PMI témoigne ». Cette communication s'inscrit dans la partie Héritages : « Évolution des réalités et concepts en santé maternelle et infantile » et plus précisément « Du sanitaire au médico-psycho-social ».

« Assistante sociale en PMI à Saint Nazaire de 1953 à 1991 », *INFO – GREHSS*, n°21, 22 octobre 2020, p 4. [[numéro en ligne sur le site du GREHSS](#)]

Les collectes d'associations représentatives des professions et formations sociales

Association nationale des assistants de service social (ANAS)

Adresse : 15 rue de Bruxelles, 75009 Paris

Site Internet : www.anas.fr

Courriel : secretariat@anas.fr

Présentation de l'enquêteur

L'ANAS a été fondée en décembre 1944 dans le but de défendre le titre des assistantes sociales diplômées. Ses activités tendent également à défendre le secret professionnel à travers un code de déontologie adopté pour la première fois dès 1950, maintenir l'unité de la profession, harmoniser les salaires et développer l'entraide entre professionnel-le-s. Des sections régionales et départementales étayaient son organisation territoriale. Elle organise par ailleurs annuellement des journées nationales d'étude (JNE) et des journées d'étude du travail (JET) et publie la *Revue française de service social*.

Présentation des sources

 **Catherine de Béchillon, née Lang (1925-2020)**

Née dans une famille juive alsacienne, elle est, à la suite de l'arrestation de son père, cachée pendant 27 mois par les sœurs de Notre-Dame-de-Sion à Lyon. En 1944, elle s'inscrit à l'École des surintendantes à Paris, puis intègre en juin 1947 les services sociaux de la SNCF. En 1952, sa rencontre déterminante du docteur Myriam David (1917-2004) l'engage dans une voie nouvelle. Elle participe à un groupe d'assistantes sociales nommé « Pergolèse », pratique l'aide psychosociale individualisée, effectue un séjour de perfectionnement aux États-Unis et suit une formation de superviseur à son retour. Au Bureau d'études des questions sociales de la SNCF, elle forme dès lors à la pratique du case-work la plupart des assistantes sociales de l'entreprise. Puis, en 1969, elle ouvre avec son mari, Marc de Béchillon, le centre La Recouvrance qui accueille des adultes en grande difficulté psychologique. La fermeture de ce centre en 1986 conduit Catherine de Béchillon à reprendre ses activités de superviseur et d'enseignante, à réaliser des enquêtes sociales pour l'institution judiciaire et à écrire.

Texte d'après la biographie de Laurent Thévenet

L'entretien aborde la vie des assistantes sociales à l'époque de l'entrée de Catherine de Béchillon dans la profession et son premier poste de polyvalente de catégorie au service social de la SNCF.

Lieu de conservation : ANAS

Enquêteurs : Isabelle Boisard, trésorière et Joran Le Gall, président

Lieu et date d'enregistrement : Pau, les 13 et 14 mai 2019

Support de conservation : film

Présentation et extrait sur la page « [Hommage confraternel à Catherine de Béchillon](#) ». Biographie par Laurent Thévenet dans le [Dictionnaire de service social du GREHSS](#).

Comité d'entente des écoles et centres de formation d'éducateurs spécialisés (CEE/CFES)

Présentation de l'enquêteur

Créé en 1966 pour former une instance représentative de toutes les écoles d'éducateurs spécialisés avant la création du diplôme d'Etat en 1967, le Comité d'entente des écoles est dissous en 1992 pour être absorbé dans une union d'écoles de travailleurs sociaux de plus en plus élargie : l'UNITES, l'AFORTS et aujourd'hui l'UNAFORIS.

Présentation des sources

En 1986, le Comité d'entente des écoles et centres de formation d'éducateurs spécialisés organise une rencontre deux jours au Centre de formation d'éducateurs spécialisés de Caluire sur le thème de l'histoire de l'éducation spécialisée. Paul Fustier y est chargé d'animer la discussion avec quelques témoins-clés : Louis Casali, Jacques Guyomarc'h, Marc Ehrhard, Maurice Capul, Guy Dréano, Jacques Selosse, François Girard-Buttoz, Edith Demetz... Il tirera de ces échanges un film-débat intitulé : *L'histoire de l'éducation spécialisée ou L'éducation spécialisée racontée par ses promoteurs*.

Lieu de conservation : ARFRIPS, 10 impasse Pierre-Baizet, 69009 Lyon

Confédération française des professions sociales (CFPS)

Voir supra le chapitre : « Histoire du service social et de l'action sociale » (collecte 1976-1980)

Les collectes de vidéastes

Michel Basdevant

Présentation de l'enquêteur

Ingénieur de production audiovisuelle à la retraite, Michel Basdevant a notamment travaillé pour le Centre de Recherche Interdisciplinaire de Vaucresson (CRIV), dépendant du ministère de la Justice et du CNRS et le laboratoire Printemps (Professions, Institutions, Temporalités), Unité mixte de recherche en Sociologie du CNRS et de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Ses productions audiovisuelles sont centrées sur la jeunesse irrégulière et les professionnels (éducateur, psychologue psychiatre, médecin...) qui interviennent dans les institutions accueillant l'enfance délinquante et l'enfance en danger. De nombreux thèmes y sont abordés tels que l'hébergement, l'insertion, la culture, la prévention, la formation des professionnels, l'histoire des institutions...

Une partie de ses productions est en ligne sur Adolie, la Bibliothèque de l'ENPJJ (<https://www.adolie.enpjj.justice.fr/>) et sur le portail Criminocorpus (criminocorpus.org).

Présentation des sources

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Illiaquier Michel, Pors Dominique, *Belle Ile des enfants*, 36'07", 1997.

Présentant un montage de photographies, de vidéos et d'interviews de témoins du travail de l'Education surveillée dans la colonie de Belle-Ile-en-Mer (celui d'un éducateur qui y travaillait dans les années 1950, de deux mineurs pris en charge dans les années 1960/1970, et du maire de la commune du Palais en 1997), ce documentaire retrace un siècle d'Histoire tumultueuse du célèbre centre jouxtant la Citadelle de Vauban.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/5360>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Illiaquier Michel, Pors Dominique, *Belle-Isle-en-mer : l'enfance en pénitence (1880-1950)*, 28'04", 1997.

Composé d'un témoignage de personnel de l'époque, de documents d'archives et d'une abondante iconographie, ce documentaire vidéo rappelle l'Histoire de la maison d'éducation surveillée de Belle-Ile-en-Mer, de sa création en tant que « colonie pénitentiaire et correctionnelle » en 1880 à sa lente transformation en M.E.S. dans les années 1930-1940.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/5357>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Koepfel Béatrice, Blanchard Véronique, Pierre Jeannine, Decome Marcelle, Miquel Marie-Claude, Ranson Renelle, Delles Jean, *Côté Filles, Brécourt, 56'02''*, 1998.

Constitué de montages (photographies, vidéos) et d'entretiens, ce document présente l'histoire de l'institut de Brécourt, dédiée originellement à la rééducation des filles, tant au niveau des conditions de vie des filles y vivant qu'au niveau des conditions de travail des professionnel(les) y exerçant. Le film contient les témoignages de Jeanine Pierre, enseignante technique de 1952 à 1990, Marcelle Decome, éducatrice de 1965 à 1969, Marie-Claude Miquel, éducatrice de 1966 à 1969, Monique, une élève placée en 1967-1968, Jean Delles, directeur de 1979 à 1985.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/3913>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, *Père Denis : Aumônier de Saint-Hilaire, 14' 27''*, 1994.

Enrichie de clichés précieux, l'interview de l'aumônier Denis dit « Père Denis » permet de mieux appréhender l'Histoire de l'IPES (Institut public d'Education surveillée) de Saint-Hilaire - situé dans la Vienne - et ce de 1959 à 1974, année où le centre ferma définitivement ses portes. Le Père Denis revient dans ce film sur le climat de violence installé dans ce lieu, se remémorant avec émotion les événements de 1961. En effet durant cette période les mineurs pris en charge, les pupilles, refusèrent d'aller se former et travailler aux ateliers. A la suite de cette semaine d'incidents qui se termina par l'intervention de la gendarmerie, cinq des pensionnaires du centre décidèrent d'aider l'aumônier dans la transformation d'une pièce inoccupée en « foyer ».

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/5361>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Guichet Claude, Hérault Simon, Rattier Jacques, Vallée Georges, *Saint-Hilaire, histoires au quotidien, 48' 07''*, 1995.

Le documentaire retrace l'histoire de la Colonie de Saint-Hilaire depuis sa création en 1860 jusqu'à sa fermeture dans les années 70. Grâce aux témoignages d'éducateurs, d'un des directeurs en 1970, de la fille d'un ancien surveillant puis du Père Denis, aumônier, il évoque le quotidien et le fonctionnement de l'établissement.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4919>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Chaumorcel Raymond, Trenchia Pierre, Nivelet Charles, *Saint-Maurice [1ère partie] : une institution pour mineurs de l'administration pénitentiaire. De la correction à la rééducation, 35' 02''*, 1993.

Jacques Bourquin évoque l'histoire de St Maurice depuis sa création jusqu'aux années 1945. Le documentaire est constitué d'entretiens mené par M. Bourquin avec d'anciens pupilles de St-Maurice, illustrés de nombreuses photos d'archives. Tous trois évoquent leur passage par la Maison de correction pendant la période d'avant guerre, puis pendant le conflit. Ils décrivent leurs parcours et évoquent largement le sous-directeur, M. René Courtois. L'Institution sera au coeur des réformes impulsées suite aux campagnes de presse de 1936.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4933>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Leveille Jacky, Pépin Jacky, Guihot Jean, Taconnat Jean-Marie, Saint-Maurice [2ème partie] 1945-1992 : de l'âge d'or à la fermeture, 42' 36'', 1993.

Le documentaire fait suite au film "Saint-Maurice, une institution de pour mineurs de l'Administration Pénitentiaire" et retrace l'histoire de l'établissement des années 45 jusqu'à sa fermeture en 1992. Jacques Bourquin interroge un ancien élève qui restera à Saint-Maurice jusqu'à son entrée à l'université ainsi que différents personnels, éducateur(s) et directeur, retraçant ainsi les différentes périodes que traversent l'institution. Il évoque la tension entre le projet d'innovation pédagogique et l'archaïsme, l'organisation du régime progressif et l'importance des ateliers professionnels qui permettaient alors aux élèves d'obtenir le CAP. Il revient enfin sur les liens forts entre les anciens de Saint-Maurice et les dernières années de l'IPES qui deviendra ensuite centre équestre.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4937>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Bourquin Jacques, Jaoul Marcel, Jaoul (Madame), Sijas Robert, Vigie Robert, Ventré Victor, Molina Guy, Champétier Rémi, Vidéo animation Languedoc, Sous le soleil d'Aniane : regards sur une institution, 40' 20'', 1994.

Le documentaire relate l'histoire de la Maison d'Education Surveillée d'Aniane depuis ses débuts jusqu'à sa fermeture en 1994. Grâce aux témoignages des personnels de l'Education surveillée qui ont travaillé au sein de l'institution à différentes périodes, le film décrit le quotidien des pupilles, leur condition de détention et plus largement le fonctionnement de l'établissement. Il revient également sur les incidents (révolte, incendie) qui ont pu avoir lieu et détaille les différents projets d'établissements qui ont marqués l'institution à travers le temps.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/4924>

[Film] Basdevant Michel (réal.), Gueissaz Mireille, Bourquin Jacques, Bonnin Christian, Van Den Bussche Christian, Léger Raoul, Un jour à Mettray, 25' 29'', 1989.

A travers les témoignages de Raoul Léger et d'André Clarté, anciens colons, ce document décrit la difficulté des conditions de vie et de détention de la colonie agricole et pénitentiaire de Mettray entre 1920 et 1930.

Lieu de conservation : ENPJJ Roubaix

Support de conservation : format numérique (.mpg)

Permalien : <https://www.adolie.enpjj.justice.fr/idurl/1/3906>

Jean-Yves Dagnet

Voir le chapitre « Bretagne »

Astrid Fontaine et Christophe Genre (association LRSH)

Présentation des enquêteurs

Fondée en 2002, l'association LRSH s'attache depuis sa création à conduire des projets à vocation sociale dans les champs de la culture, de la santé publique, du travail social. Elle propose des prestations intellectuelles et de conseil sous la forme d'études sociologiques / anthropologiques. Ces services s'adressent principalement au secteur public, parapublic et associatif. Elle s'appuie sur un réseau de professionnels issus des sciences humaines et sociales (sociologie-ethnologie-anthropologie, histoire...) et d'autres disciplines (graphisme, design, audiovisuel, scénographie, muséographie...).

Présentation des sources

La série documentaire « Un regard sur le travail social » a été initiée en 2004 par Astrid Fontaine, ethnologue, et Christophe Genre, vidéaste, pour être un outil de réflexion et de valorisation des actions de prévention destiné aux professionnels du travail social.

[Film] LRSH, CEDIAS Musée social, CFPS, *La Confédération française des professions sociales : 1922-2007, une histoire du travail social*, DVD, 60 min., 2008.

Ce film contient en particulier les témoignages de deux assistants sociaux, Simone Crapuchet (1916-2012), ancienne surintendante d'usine, et Georges-Michel Salomon.

[Extrait de la vidéo en ligne \(sur Vimeo\)](#)

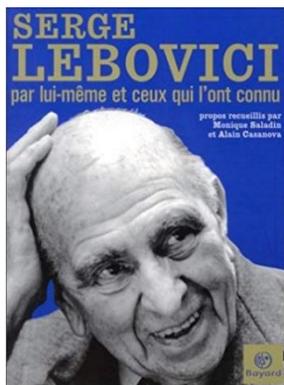
Pierrick Guinard

Voir le chapitre « Bretagne »

Présentation des enquêteurs

Créée en 1985, l'association Documents pour l'intégration et le développement (DID), a d'abord pour objet de diffuser des films sur le handicap, la marginalité et l'intégration sociale, avant d'ouvrir son champ à d'autres thèmes : grande prématurité, extrême vieillesse, dépendances, chômage, maladies mentales. Les films sont conçus à partir du vécu des personnes concernées dans le but d'améliorer la capacité de compréhension, d'accueil et d'intégration. Reconnue d'utilité publique en 2009, l'association cesse finalement son activité en 2013. Le relais est pris par l'association Coordination handicap autonomie (CHA) qui se voit confier le soin de poursuivre la distribution des films composant le catalogue de l'ex-Vidéoθήque (73 titres) et de quelques autres collections. Le site Internet de DID (<http://did.asso.fr/>) est rebaptisé Handi-Psy.

Présentation des sources



[Ouvrage] Lebovici (Serge), *Lebovici par lui-même et ceux qui l'ont connu*, propos recueillis par Monique Saladin et Alain Casanova, Paris, Bayard, 2003, 119 p.

Serge Lebovici (1915-2000) est un psychanalyste qui marque l'histoire de la profession durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Cet ouvrage est une transcription de nombreux entretiens qu'il a donné dans les quelques années précédant son décès. Il y aborde des sujets techniques tels que la connaissance du nourrisson, l'émergence des psychothérapies de l'enfant,

la mise en place de la psychiatrie de secteur ou encore la recherche sur les interactions précoces. Il parle également librement de son enfance, sa jeunesse, son engagement politique et plus largement des grande tendances et ruptures de son siècle. Cet ouvrage reprend des extraits de divers entretiens de documents filmés :

[Film] *Éléments de la psychopathologie du bébé*, Starfilm International, 4 DVD, 4h30, 1998.

C'est le premier numéro de la collection « A l'aube de la vie », en quatre parties : « Le moment sacré », « Thérapeute ou sorcier », « La malédiction allégorique », « Le glossaire illustré ».

[Film] *Serge Lebovici, rencontre avec un homme remarquable*, Starfilm International et DID, 2003, 2 DVD, 3h30.

Site Internet : <https://www.passagedimages.com/>

Présentation des enquêteurs

Passage d'images est une société de production de films et de formations.

Présentation des sources

[Webdocumentaire] *Vous avez dit social ? 2017* ([en libre accès](#))

Cette production a été réalisée pour susciter la réflexion et rendre visible un métier et des actions citoyennes qui ne sont pas suffisamment médiatisées. Elle propose une navigation entre 5 rubriques (Métiers, Portraits, Agir, Histoire, Mots-Clés) et donne accès à 38 films courts.

La rubrique « Métiers » se clôt par un entretien intitulé « Savoir à qui l'on parle » avec **Catherine de Béchillon** (1925-2020) réalisé à l'Ecole normale sociale à Paris. Cette ancienne assistante sociale, qui a beaucoup œuvré à introduire les méthodes du case work en France, aborde sa rencontre avec Juliette qui a transformé sa vision de son travail ([lien direct](#)).

Troisième partie :

Autobiographies, récits de vie et d'expériences

Assistant-e-s de service social

Béchillon (Catherine de) , « Le problème des enfants maltraités posé à l'assistante sociale », *Revue française de service social*, n°144-145, 1-2e trim 1985, p. 1-17.

L'article est [consultable sur Gallica](#).

Bougé (Yvonne), *La dame en bleu (souvenirs d'une travailleuse sociale)*, préface de Céline Lhotte, éd. Paris Mignard, [1939], 146 p.



Bougé (Yvonne), *Mon cœur et vos soucis : dix ans de courrier social*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1957.

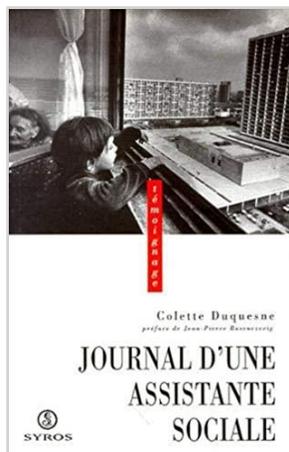
Un extrait de l'ouvrage est consultable [sur gallica](#).



Dupeyrat (Elisabeth), *Ceux-là... mes frères... (Journal d'un travailleuse sociale)*, Paris, Editions Education intégrale, 1935, 160 p.

Dans cette autobiographie fictionnelle, Elisabeth Dupeyrat, infirmière-visiteuse et romancière raconte le parcours d'Anne, jeune fille issue de la bourgeoisie provinciale qui, mue par le désir de servir, trouve sa vocation dans le service social.

Dupeyrat (Elisabeth), « Souvenirs d'une assistante sociale », *Etudes*, tome 297, avril-juin 1958, p. 309-324. [[Lien gallica](#)]



Duquesne (Colette), *Journal d'une assistante sociale*, préface de Jean-Pierre Rosenczveig, Ed. Syros (coll. Témoignages), Paris, 1995.

Colette Duquesne est assistante sociale dans une banlieue d'Ile-de-France. Elle raconte, à travers le parcours et les rencontres avec différents usagers des services sociaux de sa ville, la pauvreté, la nécessité d'une vie dans la dignité, dans des conditions salubres. Elle livre une analyse critique et politique de sa profession à travers ce témoignage engagé pointant les responsabilités des hommes politiques ne prenant pas assez la mesure de la misère sociale qui existe en France.



Hurtado (Ysabel de), *Le service social tel que je l'ai vécu*, extrait d'*Informations sociales*, n°4-5, 1966, 41 p.

Ysabel de Hurtado (1891-1983) retrace la naissance et le développement des services sociaux auxquels elle a été associée. Elle commence sa carrière au sein des premiers services d'hygiène scolaire. Ce témoignage est ponctué de photographies du XIIIème arrondissement de Paris où s'érigent les premiers groupes d'HBM (habitations à bon marché) où Ysabel de Hurtado exerce un service médico-social pour les habitants. Elle raconte son travail dans la nouvelle institution qu'est l'OPMES (Office de protection de la maternité et de l'enfance) à partir de 1931. Elle aborde l'impulsion nouvelle de 1936 prodiguée par le Front populaire aux services sociaux, tout en regrettant les charges fiscales imposées aux institutions privées, pouvant potentiellement aller « vers une étatisation de la philanthropie ». Elle se remémore les années d'après guerre, l'importance d'une action sociale d'envergure de l'État face aux dégâts humains et matériels.



Lhotte (Céline), Dupeyrat (Elisabeth), *Dix ans avec eux : naissance et vie d'une cité*, Paris, Mignard, [1939], 1786 p.

En 1922, Céline Lhotte (1888-1963) quitte ses fonctions de surintendante d'usine aux Fonderies Labbé du Havre pour devenir infirmière-visiteuse des Œuvres de l'enfance. Elle investit avec Elisabeth Dupeyrat la Mare aux Clercs, faubourg du Havre rebaptisé dans l'un de ses romans « la cité aux toits rouges » (*Chœur triste chez les sans repos*, La Renaissance du livre, 1930).

Lhotte (Céline), *Et pendant six ans, Paris, Bloud et Gay, 1947, 127 p.*

Céline Lhotte décrit dans *Et pendant six ans* son rôle et ses activités d'assistante sociale au sein du Secours national durant la Seconde Guerre Mondiale. Au début de l'Exode de 1940, elle décide de rester à Paris et effectue plusieurs missions sanitaires et sociales dans le nord de la France. Sous l'Occupation, la résidence du Secours national, rue Taitbout à Paris, sert de "boîte aux lettres" au mouvement Libération-Nord que l'auteure rejoint en 1942. Au même moment, elle parcourt les prisons et camps de France, apportant une aide précieuse aux prisonniers et internés. Céline Lhotte quitte Paris en 1944 et effectue plusieurs missions pour la Résistance intérieure. Après la Libération, elle continue à se rendre dans les prisons, désormais peuplées de collaborateurs "épurés".



Maurey (Christine), *Chroniques d'une assistante sociale en milieu médico-social, Paris, L'Harmattan, 2016, 139 p.*

Voici décrite la réalité d'une assistante sociale travaillant en établissement médico-social. La place des familles, le lien avec les services extérieurs, la pluridisciplinarité au sein d'un établissement, sont autant d'enjeux questionnés dans un partenariat complexe et complexifié par l'époque. Ethique et déontologie sont au cœur du propos. Portant un regard critique sur la loi sur "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, l'auteure tente d'expliquer les limites de l'inclusion et évoque ses propres conceptions sur les politiques de handicap.



Plisson (Odile), *J'étais assistante sociale avec les combattants d'Algérie, Paris, La Pensée Universelle, 1972, 221 p.*

Volontaire en 1959 pour un séjour en Algérie auprès de l'Action sociale des forces armées (ASFA), Odile Plisson passe vingt-sept mois en zone est-oranaise comme assistante sociale divisionnaire de la 4^{ème} Division d'Infanterie motorisée. Ce n'est pas seulement une femme parmi les combattants de cette région perturbée, mais surtout une assistante sociale au contact de toutes les misères physiques et morales engendrées par la guerre et le drame algérien alors à son paroxysme. Elle raconte sous forme de reportage cette expérience souvent pénible et douloureuse, parfois gaie et cocasse, mais toujours passionnante.



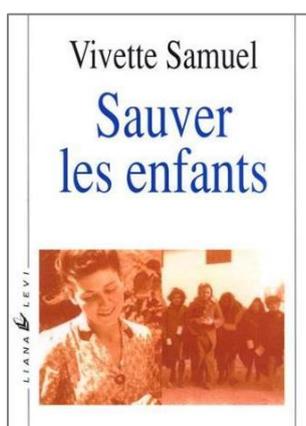
Prudhomme (Madeleine), *Moi, une assistante sociale*, Paris, Stock, 1975, 134 p.

Née en 1919 d'une famille française à Berlin, Madeleine Prudhomme suit une formation de service social en 1936-1938 pour devenir assistante municipale dans la banlieue parisienne. Après la guerre, elle part en Autriche, y exerce différents métiers avant de décrocher en 1962 un poste d'assistante sociale dans une grande entreprise. Revenue en France en 1965, elle redevient assistante sociale municipale en banlieue. Dans ce témoignage, Madeleine Prudhomme revient sur cette dernière expérience de dix ans dans l'univers des HLM.



Rochereau Rivière (Martine), *25 années au cœur d'un métier passionnant : assistante sociale*, Paris, éd. La Chouetterie, 2011, 130 p.

Martine Rochereau a exercé comme assistante sociale, durant 25 ans. C'est au pas de charge qu'elle nous en fait un récit particulièrement rythmé, à l'image d'une carrière menée tambour battant. À peine l'auteure a-t-elle le diplôme en poche en 1986, elle ne va cesser de sillonner la France et même le monde, appliquant sous toutes les latitudes ses convictions éthiques et son savoir-faire, auprès des plus pauvres et des plus déshérités, avec à chaque fois la même humanité et la même empathie. Elle cherche tout particulièrement à travailler au sein des services innovants et créatifs, tels le foyer Le Relais à Lyon, qui accueille des femmes prostituées désireuses de sortir de la rue, ou encore le bus itinérant de Médecin sans frontières qu'elle inaugure à Marseille en 1988. Mais c'est plus particulièrement les situations de crise humanitaire auxquelles elle préfère être confrontée. La Croix-Rouge lui fera appel pour intervenir en Guyane en 1989, en Roumanie en 1990, ou en Corse en 1992. Autant d'expériences et de souvenirs dont la description enthousiaste donne envie aux jeunes qui hésiteraient à exercer ce métier et aux plus anciens de le recommencer, s'ils avaient droit à une seconde vie.



Samuel (Vivette), *Sauver les enfants*, éd. Liana Levi, 1998, 233 p.

"Sauver les enfants" : autour de ce mot d'ordre, un réseau se met en place dans la France occupée pour sortir les enfants des camps d'internement et, à partir de 1942, les soustraire à la déportation. Faux papiers, "camouflage" dans des institutions et des familles d'accueil non juives, passage clandestin des frontières sont autant de moyens qui permettent d'arracher les enfants à leur tragique destin. Vivette Samuel a tout juste vingt ans lorsqu'elle s'engage dans ce combat, qui permettra de sauver des milliers d'enfants, grâce à une formidable chaîne de solidarité.

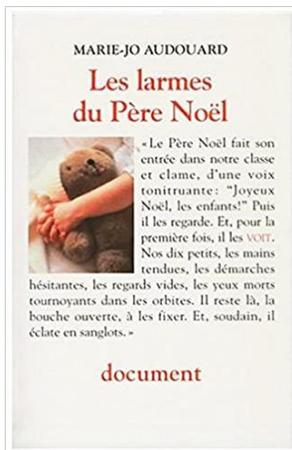


Viviand (Elise), *Serial social : Confessions d'une assistante sociale*, Paris, éd. Liens qui libèrent, 2014, 154 p.

A travers des anecdotes et de nombreux témoignages, Elise Viviani dévoile les aberrations d'un système qui se mord la queue et qui n'aurait plus de protecteur que le nom. Par le biais d'anecdotes vécues, graves ou prêtant à sourire, Elise Viviani s'attache ici à démontrer que le système de protection sociale français ne peut se résumer à la générosité de son coût et à une connaissance purement théorique de son fonctionnement. S'appuyant sur son parcours professionnel, sa pratique et ses rencontres, l'auteure essaie de donner des mots, des visages et du concret à notre système de protection sociale. Ce témoignage non exhaustif, donne à voir une réalité personnelle silencieuse de la fonction et tend à donner des éléments d'éclairage sur la société d'aujourd'hui où trois sociétés en une se toisent, les CSP+, la classe moyenne et les assistés, sur fond de crise identitaire et communautaire. Une démonstration implacable que l'accessibilité aux droits et à l'égalité des chances n'est qu'un idéal, bien éloigné de la réalité de terrain...

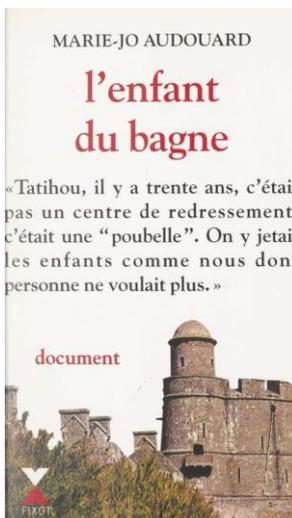
Weyd (Paule-Marie), *Journal d'une aide-assistante rurale*, Paris, Editions du Loisir, 1944, 221 p.

Éducateur-trice-s spécialisé-e-s



Audouard (Marie-Jo), *Les larmes du Père Noël*, Paris, Fixot, 1994, 195 p.

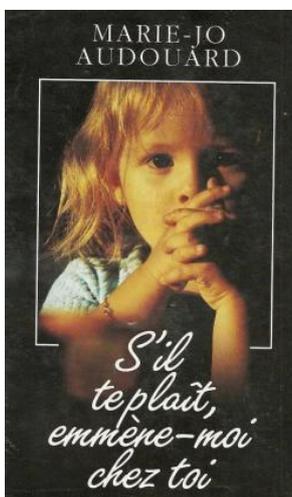
Dans la classe de Marie-Jo, les enfants ne sont pas tout à fait comme les autres. Ils sont tous aveugles, et tous handicapés. Bouleversée, Marie-Jo jure de les sortir de la léthargie dans laquelle ils s'enfoncent. Patiemment, aidée par Dovit, la "maman de service", elle leur apprend à lire, elle les emmène faire du ski... Puis un jour, arrive Antoine. Il est aveugle et paralysé des membres inférieurs. Il apporte avec lui son alphabet braille, son fauteuil roulant, ses rires et son insatiable curiosité. Et Marie-Jo se met à l'aimer comme s'il était son propre fils...



Audouard (Marie-Jo), *L'enfant du bagne*, Paris, Fixot, 1996, 205 p.

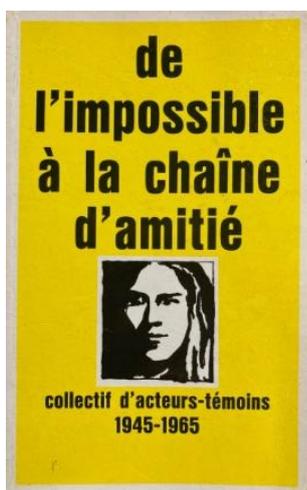
Marie-Jo Audouard a recueilli les confidences de Paul C. qui fut, il y a trente ans, au centre de redressement de Tatihou, un véritable enfant du bagne. Sur l'île du Cotentin se dresse la forteresse de Vauban. Tatihou, un lieu maudit qui fut, après la seconde guerre mondiale, pour des centaines d'enfants, pire qu'une prison : un véritable bagne. Paul fut l'un de ces « petits bagnards » un enfant meutri par la vie dont personne ne voulait plus. Sa petite enfance avait été brisée par trois années passées à l'orphelinat, son enfance a été un martyre inacceptable : éducateurs incompetents et sadiques, directeurs tortionnaires, sévices, travaux forcés et sous-alimentation. Cependant, dans cet univers terrifiant, il va mûrir, son sens de la justice, son caractère et son courage lui donneront la force de vivre.

Un extrait de l'ouvrage est disponible [sur gallica](#). Sur le centre de rééducation de Tatihou, voir aussi le témoignage du premier directeur Camille Belliard (*Tatihou*, L'Amitié par le livre, 1979).



Audouard (Marie-Jo), *S'il te plaît, emmène-moi chez toi*, Lgf, 1997, 155 p.

Que faire lorsque des enfants abandonnés, seuls, blessés, bouleversent votre existence ? Marie-Jo n'a pas hésité : elle leur a consacré sa vie. Depuis vingt-trois ans, elle est éducatrice à la DDASS, ultime refuge de l'enfance perdue. Elle évoque ici la souffrance et le désespoir, le courage aussi, de ces enfants privés d'amour. Elle raconte comment elle a appris à les aider à vivre avec leurs inguérissables blessures. Son livre nous fait entendre un cri que l'on ne peut oublier.

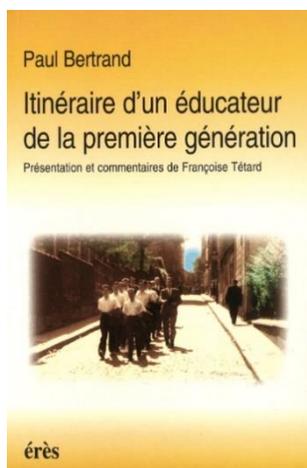


Bériot (Yves), Berthy (Angèle), Lutz (Paul), *De l'impossible à la chaîne d'amitié : articles, témoignages, documents, illustrations*, Paris, Equipes d'Amitié, 1991, 176 p.

Cet ouvrage rassemble les témoignages d'acteurs pionniers de différentes expériences en faveur de la jeunesse dans les années 1946-1965 : le scoutisme féminin et l'organisation de loisirs pour les jeunes filles de Chevilly-Larue, la naissance et l'évolution de l'Association nationale d'entraide féminine (ANEF), l'action des Equipes d'amitié.

Besse (Monique), « Faire école », discours prononcé le 5 décembre 2002 à Aubervilliers, [inédit].

Monique Besse revient sur des souvenirs de sa jeunesse, à l'école. Sur ses engagements politiques, son soutien à l'indépendance algérienne contre l'opinion de son père. Elle se revendique marxiste, structuraliste, lacanienne et féministe. Pour Monique Besse le travail social est indissociable du militantisme politique. Elle raconte son arrivée comme formatrice à l'école de Vaugrigneuse. Sa découverte du milieu dans lequel gravitent les éducateurs spécialisés. Elle dénonce les méthodes d'enfermement et l'oppression subie par les « enfants et les fous ». Elle affirme finalement que « dans le fonds, les véritables maîtres ont été nos élèves ».



Bertrand (Paul), *Itinéraire d'un éducateur de la première génération*, Présentation et commentaires de Françoise Tétard, Toulouse, Érès, 1994, 186 p.

Ce livre autobiographique est né de la rencontre de Paul Bertrand et de l'historienne Françoise Tétard. Paul Bertrand y fait le récit de sa carrière d'éducateur et plus largement celui de l'organisation d'une profession sociale nouvelle au sein du secteur de l'enfance inadaptée. C'est en 1944 que Paul Bertrand est engagé comme éducateur au Patronage Rollet, bien que n'ayant pas de formation spécifique. En 1964 il prend la direction générale de la Sauvegarde de l'enfance dans le Pays basque. Ce long témoignage permet

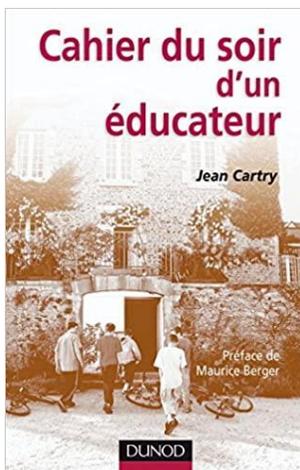
d'appréhender une partie de l'histoire de l'action sociale en France et de ses interactions de plus en plus importantes avec le milieu associatif et les mouvements de jeunesse.



Buttice (Mario) , *Journal d'un « anti-éducateur »*, Entreprendre éditions, 2018, 192 p.

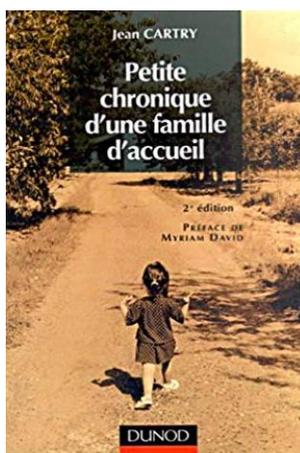
L'auteur est le quatrième et dernier enfant d'une fratrie. Placés en établissement, abandonnés, séparés par les travailleurs sociaux, les trois garçons et leur soeur finiront par se perdre de vue. Pendant très longtemps personne ne s'est soucié de lui. Aujourd'hui on parlerait de maltraitance grave, des poursuites seraient diligentées par les autorités à l'encontre des tortionnaires rencontrés par Mario Buttice et ses pairs. Á l'époque tout le monde s'en fiche. Il aurait pu être broyé, irrécupérable, devenir un voyou. L'auteur a fait volte-face, il est devenu lui-même éducateur ; non, un « Anti éducateur » comme il le dit ironiquement. Il ne se taira

jamais face à la maltraitance et à l'injustice dont sont encore trop souvent victimes, dans notre pays, les enfants et les personnes fragilisées, en situation de handicap.



Cartry (Jean), *Cahier du soir d'un éducateur*, Dunod, 2004, 168 p.

Ouvert chaque semaine, ce cahier du soir d'un éducateur spécialisé, animateur d'une famille d'accueil, contient des "moments éducatifs", arrêts sur image d'un vécu partagé, éclairés de nombreuses lectures, comme des "flashes" au long du texte. La réflexion clinique et théorique poursuit sans cesse les émotions complexes d'un vécu partagé avec des enfants en manque de soins maternels adéquats. Fautilées dans la trame du texte comme un fil rouge, se fait jour une réflexion sur l'état et l'avenir d'une profession menacée par l'idéologie du lien, de la distance et du management libéral. Avec en arrière fond cette question récurrente : la famille peut-elle guérir ce que la famille a détruit ?



Cartry (Jean), *Petite chronique d'une famille d'accueil*, préface de Myriam David, Dunod, 2016.

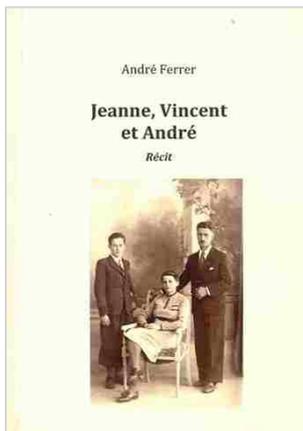
Jean Cartry anime depuis plus de 30 ans avec sa femme une famille d'accueil thérapeutique. Ces courts textes ont été rédigés dans le quotidien d'une vie consacrée aux enfants carencés (enfants abandonnés ou victimes de sévices parentaux). Ces récits constituent un document irremplaçable sur la nature de la relation éducative, sur la manière dont la parole, donnée et reçue, est toujours le lieu d'un travail possible.



Charrier (Yves) , Ellul (Jacques) , *Jeunesse délinquante : des blousons noirs aux hippies*, Mercure de France, 1971, 305 p.

Un éducateur spécialisé dans les problèmes de la jeunesse délinquante, Yves Charrier, et un spécialiste juridique, Jacques Ellul, collaborateur du journal *le Monde*, ont mis en commun leur expérience et leurs connaissances pour constituer un dossier. Le récit d'une approche d'une bande de délinquants, de ceux qu'on appelle les « blousons noirs », « les voyous », « les drogués », constitue un volet du livre. Journal intime d'un éducateur travaillant dans le sud de la France, c'est la présentation d'une aventure vécue dans ses difficultés quotidiennes. Mais l'ouvrage-document est aussi une réflexion à partir de

l'expérience menée sur le terrain. C'est la deuxième partie du livre. Le tout forme un dossier. Comment, en France, s'occupe-t-on des jeunes marginaux ?



Ferrer (André) , *Jeanne, Vincent et André : récit*, auto-édition, 2018.

Cette histoire familiale a été rédigée par André Ferrer à partir du journal de sa mère (1920-1969) et de ses propres souvenirs d'enfance et de jeunesse. Alors qu'il a dix ans, ses parents venus d'Algérie fondent et dirigent le Centre d'apprentissage agricole, horticole et artisanal de Morfondé (Seine-et-Marne) géré par l'Armée du Salut. Il vit ici une importante tranche de sa vie, de 1940 à 1969, comme enfant et adolescent d'abord, puis comme éducateur et directeur intérimaire et adjoint.



Gilbert (Guy) , *Un prêtre chez les loubards*, Stock, 1985, 156 p.

Paris XIXe arrondissement. La rue, les rues. Les bistrotts, les motos, les flics. Les jeunes de la rue, prédélinquants, délinquants, arrêtés, emprisonnés, anciens prisonniers. Au milieu d'eux, avec eux, une équipe d'éducateurs spécialisés, dont Guy Gilbert, prêtre. Il a appris à voir et à écouter. Derrière la violence, il a reconnu la détresse et la solitude. Derrière la répression, il devine la peur et le mépris. Alors, il a décidé de raconter. Et voici, cocasses ou poignantes, quelques-unes des histoires les plus bouleversantes que l'on puisse lire. On n'oubliera plus les visages ici entrevus, ces vies abîmées, massacrées ; mais aussi, parfois, tel sauvetage réussi, une existence qui redémarre, l'espoir qui jaillit. Guy Gilbert n'hésite pas à mettre en cause certaines pratiques policières et judiciaires ; il dénonce surtout, et

vigoureusement, une société fondée sur l'argent.

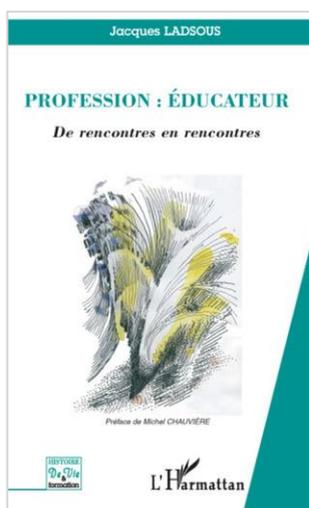


Gilbert (Guy), *Des Jeunes y entrent, des fauves en sortent*, Stock, 1982, 288 p.

Ce document raconte la « fatalité » qui conduit des jeunes sur le chemin de la délinquance et comment Guy Gilbert, malgré les obstacles, veille, aide, se bat au nom de sa foi pour que leur vie ne leur soit plus volée, pour que le désespoir cesse d'être le dernier mot.

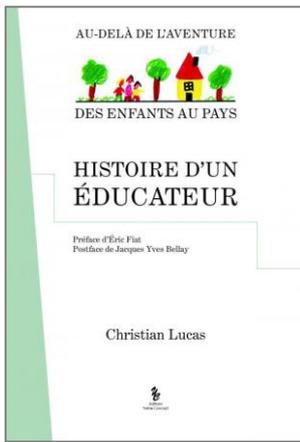
Gorrillot (Olivier), *Les origines de la rééducation dans le Nord. Mon itinéraire dans la profession d'éducateur*, [inédit], juin 1995, 12 p.

Dans sa jeunesse Olivier Gorrillot milite au sein de la J.O.C. et de la J.E.C., il anime et encadre en parallèle des groupes de jeunes enfants et est influencé par les méthodes scoutes. Durant la seconde Guerre mondiale il lance un appel aux différentes branches du scoutisme à venir prendre en charge des jeunes en errance pour la plupart ayant quitté la zone occupée au début du conflit. En 1940 un réseau d'aide est fondé : « les Compagnons de France ». En 1941 Olivier Gorrillot embarque depuis Marseille vers l'Algérie avec un groupe de jeunes. À la fin de la guerre il lui est proposé de prendre la direction du Centre école Beau-Fraisier à Bab-El-Oued. À la fin de l'année 1948, alors qu'il est de passage dans le Nord de la France, il est invité par l'association pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Lille. Il lui est proposé d'aider à la création d'un centre d'éducation surveillée ouvert sur l'extérieur, comme alternative à la prison pour les jeunes. En 1949 un ancien château retapé pour accueillir des mineurs de justice est habilité comme Centre d'apprentissage artisanal de Phalempin. Il s'y développe tout un réseau d'artisans embauchant les jeunes, les éducateurs affluent et les effectifs d'enfants s'accroissent jusqu'au nombre de 60. Olivier Gorrillot fait remarquer qu'un fossé se creuse entre la formation des éducateurs et la réalité du terrain. En 1955 l'idée de rédaction de statuts pour la profession s'impose comme étant de plus en plus nécessaire.



Ladsous (Jacques) , *Profession : éducateur. De rencontres en rencontres*, préface de Michel Chauvière, Paris, L'Harmattan, 2008, 140 p.

« Jacques Ladsous est entré dans l'éducation à 17 ans et ne l'a plus jamais quittée. Professeur de 6^e, puis éducateur en centre de d'observation, directeur de communauté d'enfants en Algérie, formateur d'éducateurs, créateur de centres de formation, éducateur dans la rue, souvent confronté aux jeunes les plus violents, il a pu conduire sa vie grâce à tous ceux qu'il a rencontrés, dans le quotidien, mais aussi dans la lecture, dans la connaissance permanente des autres. C'est ce qu'il raconte dans ce livre, pour aider ceux qui se croient incompetents, à trouver leur chemin, ce qui leur permettra de se reconnaître. »



Lucas (Christian) , *Au-delà de l'aventure des Enfants au pays : histoire d'un éducateur*, préface d'Eric Fiat, éditions Yellow Concept, 2020.

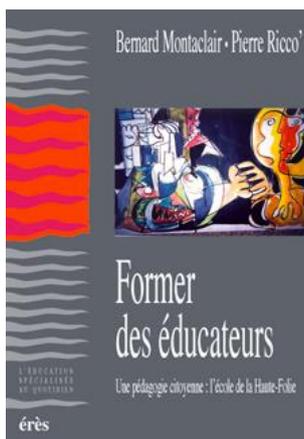
À l'origine de la création, en Bretagne, d'un lieu de vie, d'accueil et de soin « Les Enfants au Pays », à Poligné (Ille-et-Vilaine), destiné à des enfants et des adolescents touchés par l'autisme et la psychose, Christian Lucas témoigne de cette création innovante, se réclamant de la pédagogie et de la psychothérapie institutionnelles. S'articulent pour l'accueil de ces enfants : un hôpital de jour, un placement familial spécialisé et des artisans et des commerçants associés à cet accueil en journée. C'est en fait tout un village qui s'est préparé et mobilisé pour devenir acteur à part entière de cette histoire et ainsi relier des enfants à un pays,

et un pays à des enfants. Cette innovation n'aurait pas pu exister sans le soutien clinique de Françoise Dolto dont Christian Lucas fut l'élève.



Mathieu (Robert), *Pouvoir humain, pouvoir de droit*, Éd. La Tour Gavroche Lorraine, 2007, 70 p.

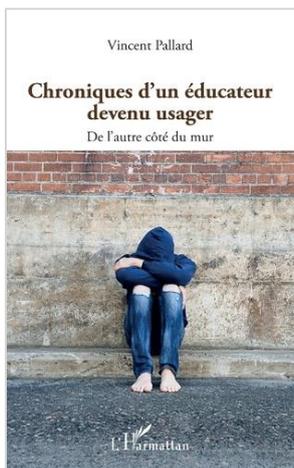
Robert Mathieu fait le récit de sa vie. Son enfance qu'il passe à battre le pavé dans les rues, le scoutisme, la Résistance, la guerre d'Indochine. Après une formation d'éducateur à Montesson, il parvient, après diverses tentatives plus ou moins fructueuses, à devenir éducateur dans le premier club « officiel » de prévention spécialisé de Nancy, les « Gavroches ». Il aborde à plusieurs reprises des questions de déontologie qui lui tiennent à cœur.



Montclair (Bernard), Ricco (Pierre), *Former des éducateurs. Une pédagogie citoyenne*, Érès, 1999, 162 p.

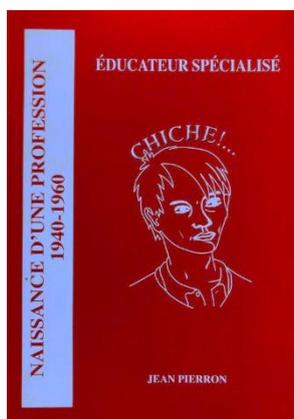
Bernard Montclair et Pierre Ricco ont tous deux travaillé dans divers postes au sein de l'éducation spécialisée, notamment en tant que directeur du centre de formation d'éducateurs spécialisés de Caen-Hérouville dans les années 1970. Cette expérience, riche d'enseignement, amène nos auteurs à entamer une réflexion autour des questions du psychodrame, de la dynamique des groupes et de la psychanalyse. Cet ouvrage invite à interroger les nouvelles institutions de formation d'éducateurs, les IRTS, tant dans leurs modèles d'enseignement inspirés du cadre universitaire que sur la fonction même d'éducateur spécialisé de

nos jours.



Pallard (Vincent) , *Chroniques d'un éducateur devenu usager : de l'autre côté du mur*, Paris, L'Harmattan, 2018, 216 p.

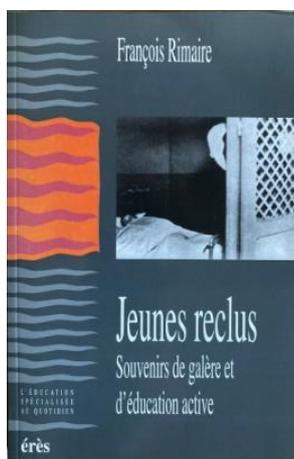
« Cet ouvrage est le journal de bord d'un éducateur errant entre les murs d'une institution psychiatrique à la recherche de lui-même. Coursé par une présumée double identité, il cherche des réponses là où il ne semble n'y avoir que des questions. Travailleur en institution médico-sociale spécialisée devenu l'objet d'un Projet d'Accompagnement Inhabituel, ces chroniques nous offrent l'histoire d'un educ-à-terre. »



Pierron (Jean), *Educateur spécialisé, chiche ! Naissance d'une profession 1940-1960*, [s.l.], [s.n.], [2010], 184 p.

« Jean Pierron est né en 1923 à Paris. Père d'une famille très nombreuse, l'auteur qui avait réussi à éviter la déportation se réfugie dans le Cantal où un petit centre d'adolescents, cas sociaux et caractériels, l'accueille en 1944. Sans formation, mais marqué par le scoutisme, il s'efforce d'improviser des activités et une forme d'action éducative. Libéré de son engagement dans l'armée, il retrouve le centre transplanté à Saint-Nectaire. Avec quelques collègues, eux aussi sans formation, il tente des expériences, des activités d'expression, des jeux, des formules épanouissantes. C'est alors qu'on lui propose la direction des nouveaux centres

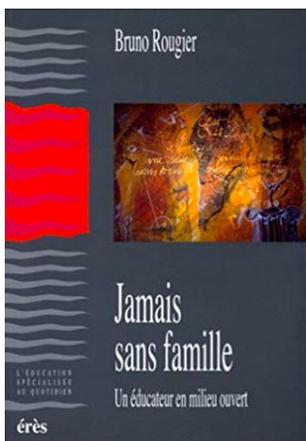
d'observation de jeunes délinquants. [...] Dans des bâtiments inadaptés, immenses et vétustes, l'auteur, avec une équipe dévouée, tente de créer une ambiance. L'observation montrant ses limites, avec trop peu de solutions pratiques, Jean Pierron s'en va dans la Nièvre pour créer un établissement professionnel d'adolescents difficiles. [...] A travers ce livre, Jean Pierron nous permet de mieux comprendre la vie de ces quelques centaines d'aventuriers qui ont favorisé l'émergence d'une profession. »



Rimaire (François), *Jeunes reclus : Souvenirs de galère et d'éducation active*, Toulouse, ERES, 1999, 180 p.

« Cet ouvrage est le témoignage de la vie des adolescents et de leurs éducateurs dans un centre "d'éducation surveillée" en Anjou, dans les années 1938-1943, du temps de mon séjour. Il veut également rendre compte de l'influence de l'éducation active, inspirée des travaux de Decroly et de Montessori notamment, comme elle se pratiquait dans des lieux tels que le foyer de Souilins à Brunoy créé dès 1929 pour "enfants difficiles et instables", une réalisation parmi celles qui ont ouvert la voie à une pratique plus généralisée de l'éducation active ». »

Avec ce travail d'ethnographie au quotidien, l'auteur fait œuvre de transmission. Il nous livre le combat des premiers éducateurs pour une humanisation des conditions de vie des enfants et des adolescents, jeunes reclus des maisons de correction.



Rougier (Bruno), *Jamais sans famille. Un éducateur en milieu ouvert*, Érès, 1999, 163 p.

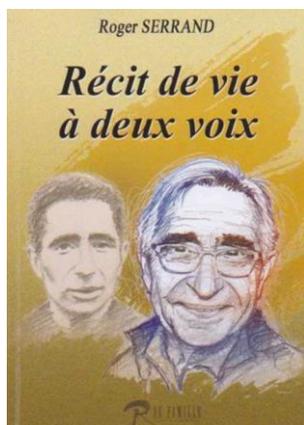
Bruno Rougier est un éducateur spécialisé qui a commencé à travailler en milieu ouvert à partir de 1971. Il aborde dans cet ouvrage la question complexe des familles des enfants et adolescents pris en charge, familles avec lesquelles il faut composer. Il revient sur le métier d'éducateur et les questionnements qui traversent son parcours professionnel. On voit apparaître en filigrane de ce témoignage tout le bagage théorique de l'auteur en sciences humaines.



Roux (Frédérique), Chatanay (Olivier), *L'envers du décor - Brève histoire d'une directrice de maison d'enfants*, 2014. [témoignage fictif]

Olivier Chatanay et Frédérique Roux ont privilégié l'écriture d'une fiction à celle d'un témoignage direct pour partager le plus largement possible, y compris avec un public non spécialisé, un point de vue sur les risques de dérive d'un fonctionnement associatif dans le secteur de l'éducation spécialisée. Ils proposent au lecteur de suivre dans ses premiers pas, et sur une durée d'un an, la prise de fonction d'une directrice de maison d'enfants à caractère social : Mathilde Vergeoise. En plus du travail conduit auprès d'enfants en difficulté, le lecteur découvre peu à peu une autre facette des enjeux auxquels Mathilde Vergeoise

doit faire face. Il partage son incrédulité, ses doutes, ses indignations, son empathie, et mesure la complexité des choix à arbitrer. On voit se creuser peu à peu les contradictions entre la façon dont elle entend exercer son métier, et les exigences associatives qui pèsent sur elle. Des personnages troubles se démasquent derrière une vitrine d'idées généreuses et désintéressées. Ce récit ne reflète en aucun cas la réalité d'une très grande majorité d'établissements consacrés à la protection de l'enfance. Néanmoins, les personnages et les situations qu'il met en scène correspondent très souvent à des prototypes, rencontrés par les auteurs dans leur expérience de terrain.



Serrand (Roger), *Récit de vie à deux voix*, 2021.

Roger Serrand s'est lancé dans cette belle aventure : écrire son histoire de vie, pour sa grande famille et ses descendants et tous ceux qui s'intéressent au secteur éducatif, social et du handicap, à sa construction et son évolution. [...]

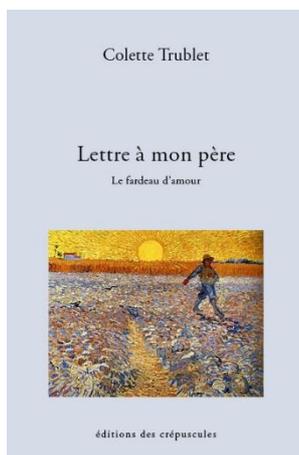
Il réoriente sa vie avec une formation d'éducateur à Épinay sur Seine puis le CAFDES en alternance. Un grand challenge l'attend dans sa prise de fonction comme directeur (toujours avec des doutes et des prises de risques) : conduire le transfert progressif et réussi d'une congrégation religieuse (gérant Saint Cyr à Rennes) à une association laïque, L'Essor (gérant Ker Huel et Mistral) pour ensuite

créer un foyer-résidence pour personnes souffrant de handicap qui soulèvera bien des émotions, avant un dernier défi : la direction d'un CAT-ESAT. Roger Serrand, militant, syndicaliste, s'est parallèlement engagé

dans le pilotage de grands projets associatifs. Ceux de la formation des professionnels à l'IFCS - IRTS Bretagne et l'ENSP. Ceux favorisant la transversalité favorisant les décloisonnements indispensables au CREA1 Bretagne dont la connaissance et l'importance lui semble précieuse pour les secteurs professionnels du monde éducatif, social et médico-social, comme à l'AIS, l'ADAPEI et au CNAHES.

Traber (Jean), Traber (Huguette), *Jean et Huguette Traber, rétrospective d'un couple éducateur, compagnons du Grand Chemin*, Epalinges (Suisse), [inédit], 19 juin 2005, 24 p.

Ce témoignage fut donné en public à la classe terminale du Centre de formation en pédagogie curative et en psychothérapie de Clair-Val. Huguette et Jean Traber ont tous deux travaillé dans différents champs éducatifs tels que ceux de la prévention spécialisée auprès d'enfants des rues, auprès d'autistes, en psychiatrie, en école autogérée, en centre pour jeunes délinquants, en milieu ouvert, en orphelinat... Forts de ces nombreuses expériences ils invitent à entamer une réflexion sur le métier d'éducateur dans une tradition de pensée chrétienne.



Trublet (Colette) , *Lettre à mon père : le fardeau d'amour*, éditions des Crépuscules, 2020, 248 p.

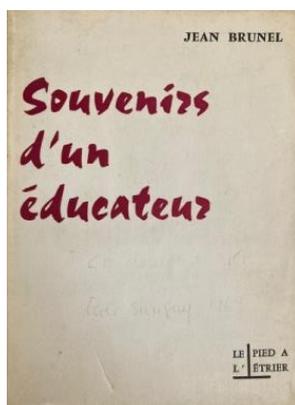


Ughetto (Jean) , *Ombre et ambres, mes moires...*, tome 1, édité par l'auteur (coll. Textes et prétextes), 2004, 489 p.

Suivi de : *Mes labeurs*, tome 2, texte inédit, 236 p.

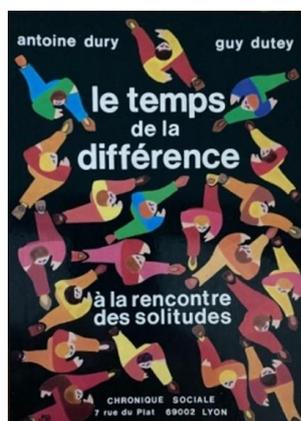
Jean Ughetto raconte son parcours en deux volumes. Le premier aborde le « temps des apprentissages », « patchwork d'ombres et ambres, aux couleurs d'une vie qui va chercher loin ses enracinements » et se clôt avec son arrivée au Centre familial de jeunes à Vitry en 1951. Le second, *Mes labeurs*, est le récit d'une carrière largement consacrée à l'éducation spécialisée de 1946 à sa retraite en 1986.

Educateur-trice-s de justice



Brunel (Jean), *Souvenirs d'un éducateur*, Monte-Carlo, Editions Regain, 1967, 93 p.

Jean Brunel est éducateur contractuel au Centre d'observation de Savigny-sur-Orge de 1960 à 1963. Il entre à l'Ecole d'éducateurs de Savigny en 1964.



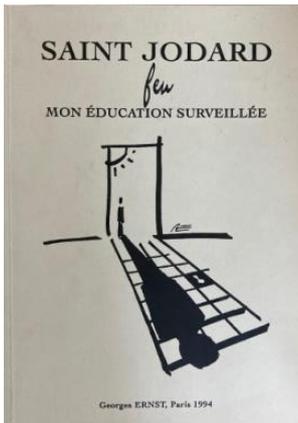
Dury (Antoine) , Dutey (Guy) , *Le temps de la différence : à la rencontre des solitudes*, Lyon, Chronique sociale, 1984, 176 p.



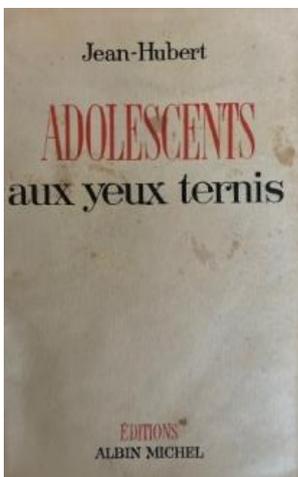
Dumas (Claire) , « *Educatrice, une vocation protestante : témoignage* », *VST – Vie sociale et traitements*, n°105, janvier-mars 2010, p. 118-122. [[consultable sur Cairn](#)]

Claire Dumas a été éducatrice à la PJJ (Protection judiciaire de la jeunesse) et a travaillé trente-deux années à l'institution de Bourges. Dès son adolescence, elle avait songé à faire ce métier. Elle livre ici quelques réflexions, à partir de ses souvenirs et de son journal intime, tenu minutieusement de la sortie de l'enfance à l'entrée à l'âge adulte. Elle y cherche des éléments pouvant expliquer ce qui a pu la guider vers une vie professionnelle consacrée à la rééducation des jeunes

délinquants. Comme elle le dit elle-même, « une fille de pasteur, ce n'est pas si courant ! ».



Ernst (Georges) , *Saint-Jodard : feu mon Education surveillée*, Paris, Imprimerie Nationale, 1994, 85 p.



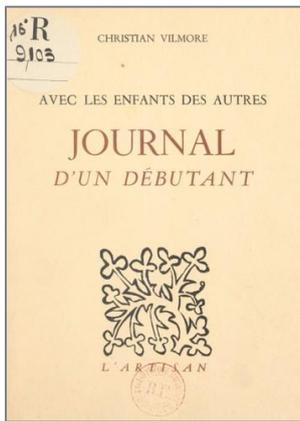
[Laurent, Albert], *Adolescents aux yeux ternis*, par Jean Hubert (pseudonyme), Paris, Albin Michel, 1945, 443 p.

Témoignage d'un éducateur de l'IPES de Saint-Hilaire pendant la Guerre.



Vaillant (Maryse), *Mes petites machines à vivre*, Edition Jean-Claude Lattès, 2011, 220 p.

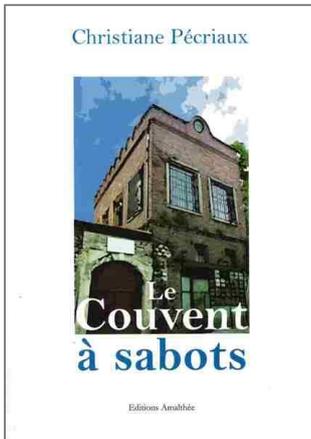
Maryse Vaillant dévoile toutes les stratégies inventées pour apprendre à vivre, que chacun pourrait s'approprier. Dans ce livre très personnel, Maryse Vaillant conte avec humour et tendresse ses combats contre la peur et l'angoisse dans la vie quotidienne, mais aussi dans ses expériences d'éducatrice. Elle prend la défense des états d'âme en demi-teinte qui font le sel de notre existence.



Vilmore (Christian), pseud. de Jean-Noël Richard, *Avec les enfants des autres : journal d'un débutant*, L'Artisan, [1955], 91 p.

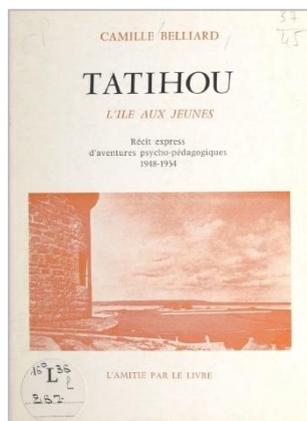
Un texte déjà publié dans la revue *Sauvons l'enfance*, n°67 de novembre-décembre 1946.

Infirmier-ère-s



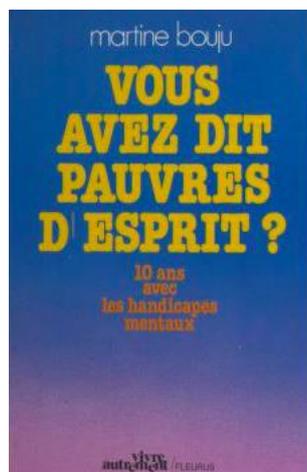
Pécriaux (Christiane) , *Le couvent à sabots*, témoignage autobiographique, Nantes, éditions Amalthée, 374 p.

Instituteur-trice-s, éducateur-trice-s scolaires



Belliard (Camille), *Tatihou : l'île aux jeunes. Récit express d'aventures psycho-pédagogiques 1948-1954*, L'Amitié par le livre, 1979, 80 p.

Camille Belliard est le fondateur et le directeur du centre de rééducation de Tatihou de 1948 à 1954. Il retrace ici l'histoire de cet établissement en voulant répondre à ceux qui à travers la presse (Ouest France) souhaitent le « raser ». Le centre est secoué en 1978 par une grève des éducateurs qui dénoncent l'état de vétusté des locaux et le manque de personnel qui nuisent à leur travail éducatif. Il fermera en 1984. Un extrait de cet ouvrage est consultable [sur gallica](#). Voir aussi le témoignage d'un ancien garçon du centre, Paul C., dans : *L'enfant du bagne* de Marie-Jo Audouard (éd. Fixot, 1996).

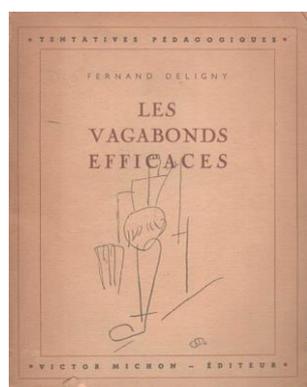


Bouju (Martine), *Vous avez dit pauvres d'esprit ? Dix ans avec les handicapés mentaux*, Paris, Fleurus, 1980, 167 p.

Une série de petits récits racontant la vie de « QI bas » rencontrés pendant dix ans de carrière. Professeur, journaliste, éducatrice scolaire auprès d'adolescents handicapés, Martine Bouju a été responsable d'un service de placement familial, chef de service en IME (pour enfants dit débiles profonds). Mariée à Claude Bouju, éducateur spécialisé, elle partage avec lui et leurs deux enfants ses expériences professionnelles et son implication personnelle auprès de jeunes et d'adolescents handicapés. A partir de 1977, elle est journaliste au mensuel *L'enfant d'abord* et responsable du service téléphonique « Allo petite enfance ».

Bouju (Martine), « Je ne peux rien faire sans vous », qu'allons-nous faire ensemble ?... », *Rencontre*, n°69, printemps 1989, p. 26-33.

Un récit de sa carrière en lien avec celle de son mari éducateur, son regard sur le métier.

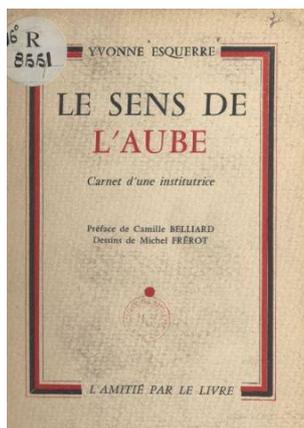


Deligny (Fernand), *Les vagabonds efficaces*, Paris, Victor Michon, 1947, 125 p.

En 1944, Fernand Deligny (1913-1996) est nommé directeur pédagogique du Centre d'observation et de triage (COT) de Lille géré par la Sauvegarde du Nord. Il contribue largement à ouvrir l'institution vers l'extérieur et associe des responsables des auberges de jeunesse et les familles aux activités de l'institution. Il ouvre à Wazemmes près de Lille un club qui préfigure les clubs de prévention. Mais en désaccord avec la Sauvegarde, Deligny quitte le COT et publie en 1947 *Les Vagabonds efficaces*.

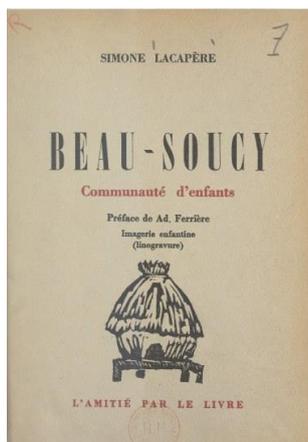
Deligny (Fernand), « Le groupe et la demande : à propos de La Grande Cordée », *Partisans*, n°39, octobre-décembre 1967.

« En une succession de scènes tragi-comiques, Deligny récapitule ce que furent ses « guérillas » à l'asile d'Armentières, au Centre d'observation et de triage de Lille et pendant La Grande Cordée. Le texte est fortement teinté de l'esprit anarchisant de *Partisans*, la revue trotskyste dont Émile Copfermann était secrétaire de rédaction. »



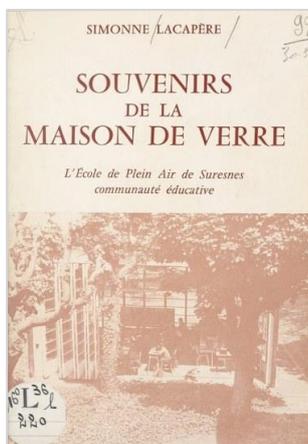
Esquerré (Yvonne), *Le sens de l'aube : carnet d'une institutrice*, préface de Camille Belliard, dessins de Michel Frérot, Blainville-sur-Mer, L'Amitié par le livre, 1958, 111 p.

Yvonne Esquerré-Mondiegt raconte sa vie d'institutrice dans un internat de rééducation. Un extrait de l'ouvrage est accessible [sur gallica](#).



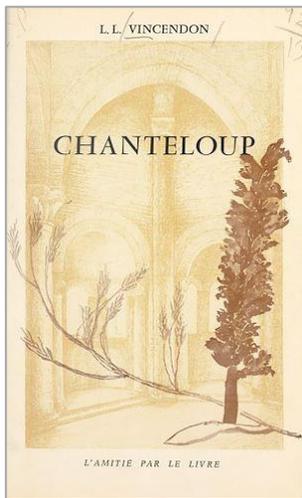
Lacapère (Simonne), *Beau Soucy, communauté d'enfants*, préface de Adolphe Ferrière, Blainville-sur-Mer (Manche), L'Amitié par le livre, 1956, 326 p.

Un extrait de cet ouvrage est consultable [sur gallica](#).



Lacapère (Simonne), *Souvenirs de la maison de verre : l'école de plein air de Suresnes, communauté éducative*, Blamont (Doubs), L'Amitié par le livre, 1978, 188 p.

Un extrait de cet ouvrage est consultable [sur gallica](#).



Vincendon (Louise), *Chanteloup*, Blainville, L'Amitié par le livre, 1979, 303 p.

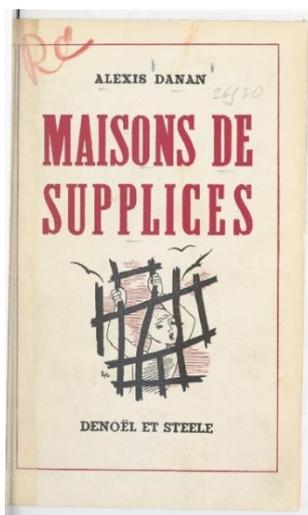
Un extrait de cet ouvrage est consultable [sur gallica](#).



Weisbecker (Yvette) , *Mémoire et engagement. Des mauvais hivers 1940-1944 à l'éclatant printemps 1947-1957*, Le Manuscrit, 2012, 200 p.

Fille de parents juifs d'origines russes et polonaises immigrés en Lorraine en 1905, Yvette Weisbecker grandit avec la fierté d'être Française. Quand éclate la Seconde Guerre Mondiale, elle sort tout juste de l'Ecole normale d'institutrices et souhaite passer le concours de l'Ecole normale supérieure. Les lois antisémites l'obligent à abandonner ses projets et à fuir. Son sentiment d'avoir été exclue de la société nourrira toute son œuvre après la guerre, quand elle participera à la mise en place d'une pédagogie nouvelle au sein d'une communauté pour jeunes marginaux, celle de Han près de Nancy, où règnent les valeurs que sa mère, disparue à Auschwitz, lui avaient inculquées.

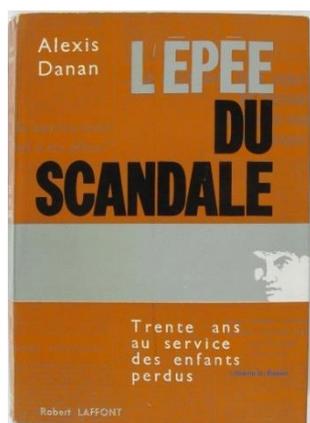
Journalistes, chroniqueurs-euses



Danan (Alexis) , *Maisons de supplices*, Paris, Denoël et Steele, 1936, 254 p.

Grand reporter au journal *Paris-Soir*, Alexis Danan est une plume connue du milieu de la protection de l'enfance. Depuis des années déjà, il s'intéresse au sort des mineurs de justice. Il a visité la plupart des prisons d'adolescents d'Europe et enquêté en France sur les méthodes employées par l'administration pénitentiaire pour le redressement de l'enfance délinquante. À cette époque, il vient tout juste de publier une grande enquête sur le bagne de Cayenne où il a croisé de nombreux forçats qui, avant d'atterrir au bagne, sont passés par des maisons de correction pour mineurs, et notamment par Belle-Île-en-Mer. Saisi d'effroi par les récits glaçants que lui ont confiés les bagnards, Alexis Danan s'est alors juré de se faire le porte-parole de ces laissés-pour-compte réduits au silence et de militer

pour la fermeture de ce qu'il baptisé les « maisons des supplices ». L'ouvrage est accessible sur gallica.

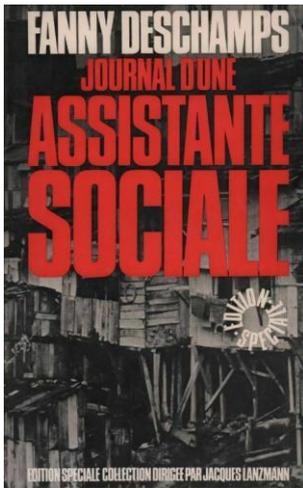


Danan (Alexis) , *L'épée du scandale. Trente ans au service des enfants perdus*, Paris, Robert Laffont, 1961, 308 p.

Après avoir obtenu la fermeture, l'une après l'autre, des hideuses prisons d'enfants, et notamment la suppression du bagne de Cayenne où des enfants détestés ou sans mère expient une jeunesse sans lumière, Alexis Danan rend compte, dans ce livre, d'une mission de trente ans. Une mission en récompense de laquelle il ne souhaite rien d'autre que ceci : qu'elle allume une volonté d'émulation chez ceux qui le suivront. L'ouvrage est accessible sur gallica.

Danjou (Henri), *Enfants du malheur*, La Manufacture de livres, 2012 (1^e éd. 1932), 220 p.

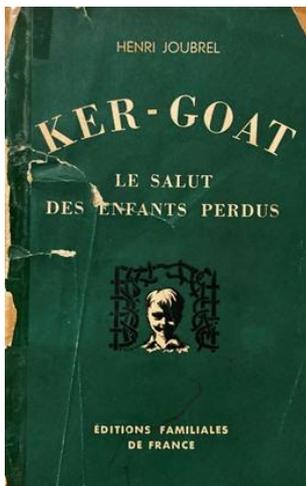
Publiée à l'origine en 1932, cette histoire des colonies pénitentiaires, maisons de redressement et maisons de correction analyse le fonctionnement d'établissements tels que la colonie du Luc dans le Gard, celle de la Loge dans le Cher, du Mont-Saint-Michel dans la Manche ou encore de Chanteloup dans les Yvelines. Elle permet de dresser un bilan des logiques de répression utilisées.



Deschamps (Fanny), *Journal d'une assistante sociale : les nouveaux misérables*, Paris, Editions et publications premières, 1970, 192 p.

Grand reporter à *Elle* et à *France Soir*, Fanny Deschamps (1920-2000) entre dans la peau d'une auxiliaire assistante sociale auprès d'un Tribunal pour enfants de la région parisienne et « tourne » avec une assistante sociale pendant plus de trois mois. Dans ce journal faussement professionnel, elle décrit la misère des « nouveaux misérables », tout en esquissant des portraits de différents métiers de la protection de l'enfance : l'assistante sociale, le juge, l'éducateur, le psychiatre.

Des réactions professionnelles à la parution de ce livre ont été publiées dans *Vie sociale* ([consultables sur Gallica](#)).

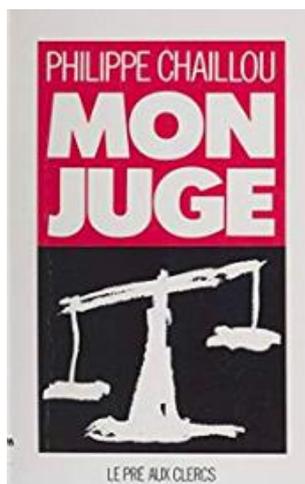


Joubrel (Henri) , *Ker Goat : le salut des enfants perdus*, préface de Charles Péan, Paris, Editions familiales de France, 1945, 166 p. (2e éd. revue et augmentée en 1947)

Dans ce récit à l'origine de la vocation de beaucoup d'éducateurs de première génération, Henri Joubrel raconte en forme de reportage la vie du centre du Hinglé à Ker Goat, dans les Côtes-du-Nord : « *la prison de Ker Goat, où les barreaux sont les arbres de la forêt* ». Il y observe les méthodes scoutées utilisées avec les jeunes confiés par les tribunaux, les fêtes et le chant et tisse la légende dorée de la rééducation. Dans la même veine, il est l'auteur de romans ayant toujours pour cadre l'internat de rééducation et inspirés de ses longs séjours sur le terrain : *Saint-Florent-la-Vie* (éd. Vigot Frères, 1946), publié sous le pseudonyme de Victor

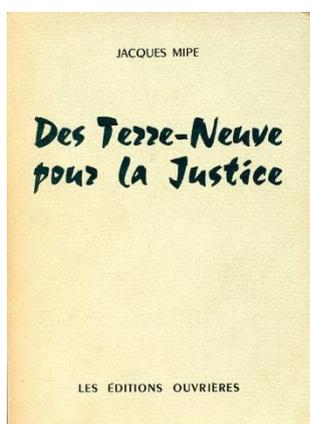
Lapie, *La pierre au cou* (éd. L'Amitié par le livre, 1953).

Magistrat-e-s de la jeunesse

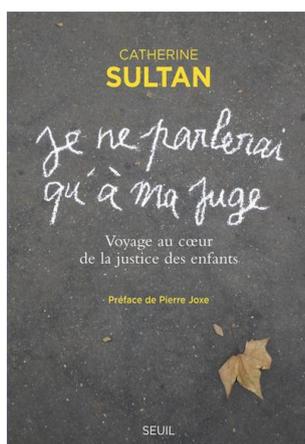


Chaillou (Philippe), *Mon juge, Le Pré aux Clercs*, 1989, 221 p.

Philippe Chaillou a exercé comme juge des enfants au Palais de Justice. Il raconte dans son livre quatorze histoires vécues, dont les protagonistes principaux, les enfants, ont tous en commun d'être au contact de la violence sous ses différentes formes. Cet ouvrage plus qu'un récit de carrière est une invitation à la réflexion de la place des enfants, et plus particulièrement des enfants de justice, dans notre société.



Mipe (Jacques), pseud. de Marcel Puzin, *Des terre-neuve pour la justice*, Editions ouvrières, 1955.

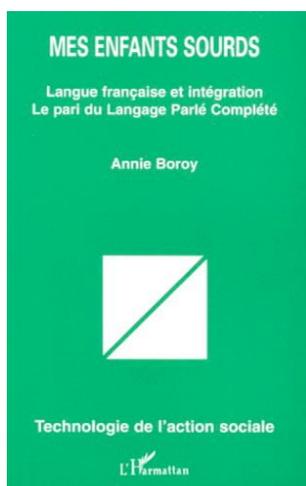


Sultan (Catherine), *Je ne parlerai qu'à ma juge : voyage au cœur de la justice des enfants*, préface de Pierre Joxe, Paris, Seuil, 2013, 233 p.

En revenant sur plus de vingt ans d'évolution d'une pratique et d'une forme de justice très particulières, Catherine Sultan lève le voile sur les scènes de vie qui se déroulent entre les murs de son cabinet de juge des enfants. Sa parole s'appuie certes sur son expérience, mais aussi sur son engagement militant et personnel. Elle montre, par l'exemple, que souscrire à une idéologie frileuse et sécuritaire compromet l'efficacité d'un traitement raisonné et sans complaisance. Catherine Sultan est juge des enfants depuis 1988, d'abord à Douai, puis Evry, Paris et Créteil. Détachée comme enseignante à l'Ecole nationale de la magistrature de

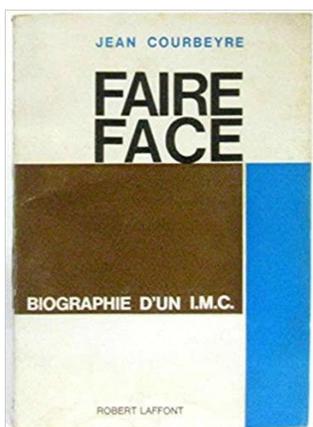
1995 à 2000, elle est présidente du tribunal pour enfants de Créteil depuis 2007 et présidente de l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (de 2007 à 2012).

Militant-e-s du secteur du handicap



Boroy (Annie), *Mes enfants sourds. Langue française et intégration. Le pari du Langage Parlé Complété*, Paris, L'Harmattan, 1998, 160 p.

Annie Boroy donne naissance, en l'espace de cinq ans, à deux enfants sourds. Les défis à relever sont nombreux. Pourtant ce handicap au sein de la famille ne suscite pas de désespoir, à l'inverse il en découle une dynamique qui donne un nouveau sens à la vie du foyer. Annie Boroy s'intéresse et promeut la méthode du Langage Parlé Complété. Cet ouvrage est à prendre comme un témoignage militant revendiquant une réelle intégration et un droit à la parole pour les personnes sourdes.



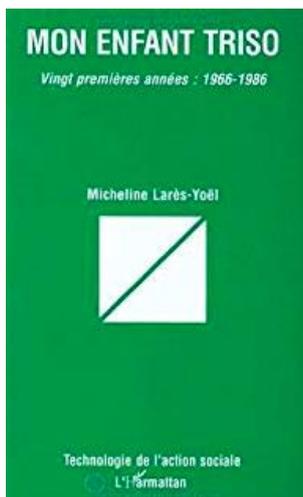
Courbeyre (Jean) , *Faire face : biographie d'un I.M.C.*, éditions Robert Laffont, 1962, 254 p.

« (...) Faire face est le récit d'une vie et Jean Courbeyre s'y livre et s'y peint tout entier, avec ses fébrilités d'infirmier, ses tristesses d'enfant seul, ses plaintes d'adolescence, ses nostalgies de jeunesse, ses amertumes d'homme, mais aussi avec cette longue patience, cette énergie fière, ce courage généreux qui lui font, à travers les douleurs et les angoisses, chanter le bonheur de vivre et d'espérer. » (Joseph Majault).



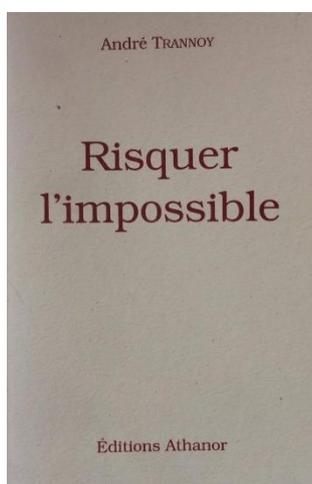
Fouché (Suzanne), *J'espérais d'un grand espoir*, Paris, éditions du Cerf, 1981, 226 p.

Née au début du XXème siècle, Suzanne Fouché attrape la tuberculose osseuse durant la première Guerre mondiale et y survit. Elle reste atteinte toute sa vie par cette pathologie. Malgré la souffrance et les années d'alitement qui la contraignent physiquement, elle fait preuve d'un grand dynamisme et entame un combat contre la vie que les handicapés physiques ont à subir dans les structures d'accueil tels que les hospices. Elle milite activement contre les pratiques médicales et les préjugés sociaux qui considèrent les personnes malades comme des assistés, des incurables. Elle crée LADAPT (Ligue pour l'adaptation au travail du diminué physique). Elle livre ici le récit de sa vie qui a été animée par la lutte pour la dignité des handicapés qui a permis à des milliers de malades de quitter les hospices pour rejoindre un monde du travail adapté à leurs conditions physiques.



Larès-Yoël (Micheline), *Mon enfant triso*, Paris, L'Harmattan, 1997.

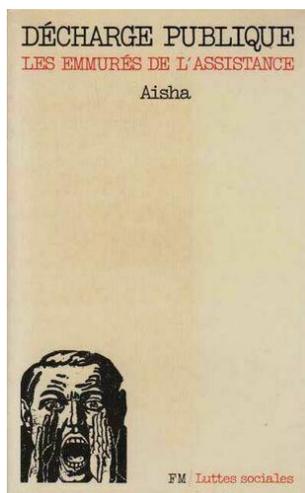
Micheline Larès-Yoël raconte les vingt premières années de sa fille Marine atteinte de trisomie 21. Elle retrace d'abord l'itinéraire de sa fille, son mari et elle-même, de la volonté de laisser Marine dans un circuit scolaire le plus longtemps possible puis dans une structure d'externat spécialisée. Elle fait le portrait de Marine, son goût pour la peinture, les activités qu'elle pratique, la question du langage etc. Le regard du père vient compléter ce témoignage. À travers cet ouvrage c'est aussi une histoire de recherche de prise en charge adaptée capable de donner aux personnes atteintes de trisomie 21 une réelle place dans la société qui encore trop tendance à les laisser de côté.



Trannoy (André), *Risquer l'impossible*, Editions Athanor, 1993, 163 p.

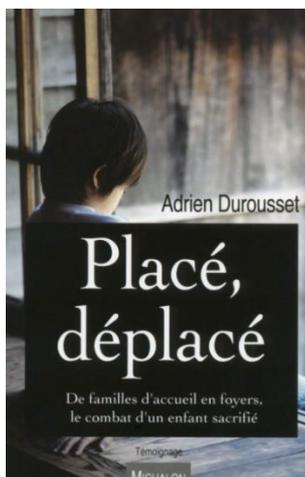
Atteint de poliomyélite à dix-huit ans, paralysé des bras et des jambes, à une époque où rien n'existait en France pour les handicapés, André Trannoy semblait voué à l'exclusion en asile. A cinquante ans de distance, il nous relate cette épopée du courage et de la fraternité et nous présente un jaillissement d'espérance.

Mineur-e-s de l'Aide sociale à l'enfance



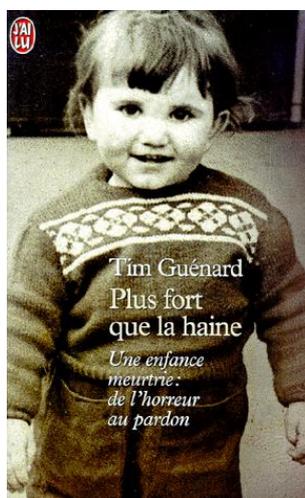
Bernier (Aïsha) , *Décharge publique : Les emmurés de l'Assistance*, Paris, Maspero, 1980, 240 p.

Née en 1942 en France, de mère juive polonaise, qui avait fui les nazis, et de père algérien ; ils s'étaient rencontrés dans la Résistance. Les parents sont déportés par les nazis en 1943 dans un camp de concentration dont ils ne reviennent pas. Aïsha est alors placée à l'Assistance publique où, à six ans, sa grand-mère la retrouve. Six ans après, celle-ci meurt. C'est de nouveau l'orphelinat pour Aïsha. Dans ce témoignage autobiographique, Aïsha nous livre alors un regard rétrospectif sur sa trajectoire de vie, et plus précisément sur son expérience personnelle en tant qu'enfant prise en charge par l'Assistance publique.



Durosset (Adrien), *Placé, déplacé. De familles d'accueil en foyers, le combat d'un enfant sacrifié*, 2016.

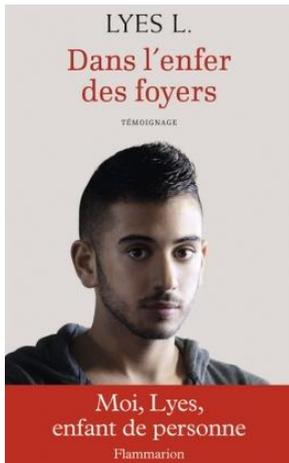
Adrien a cinq ans lorsqu'il est confié aux Services de protection de l'enfance. Pendant quatorze ans, il est ballotté de familles d'accueil en foyers, jusqu'à ses 18 ans - âge fatidique où les enfants placés se retrouvent livrés à eux-mêmes. Angoisses, troubles psychiques, échec scolaire, maltraitance, tentative de suicide. Rien ne lui a été épargné. Pourtant, Adrien a préféré faire de son histoire un combat. Au terme de ce témoignage exemplaire, il livre des propositions concrètes - et soulève notamment la question de la responsabilité parentale - afin de préserver les enfants placés des dérives des dispositifs d'accueil actuels. Adrien Durosset a 24 ans. Il vit à Lyon, où il termine ses études en comptabilité. »



Guénard (Tim), *Plus fort que la haine. Une enfance meurtrie : de l'enfance au pardon*, J'ai lu, avril 2000.

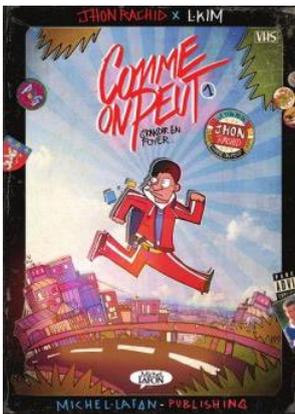
« Ma vie est aussi cabossée que mon visage. Mon nez, à lui seul, compte vingt-sept fractures. Vingt-trois proviennent de la boxe ; quatre de mon père. Les coups les plus violents, je les ai reçus de celui qui aurait dû me prendre par la main et me dire "je t'aime" ». Tim est une « mauvaise graine ». Abandonné par sa mère et battu à mort par son père, il devient à 5 ans un enfant de l'Assistance. De familles d'accueil en maisons de correction, de brutalités en humiliations, il apprend la violence et la haine. Pourtant, son immense soif de liberté et d'amour l'entraîne dans les rues de Paris, au hasard des rencontres, à la recherche d'une humanité perdue et d'un accès au bonheur... Poignant témoignage d'une enfance dévastée,

cet ouvrage est aussi un magnifique éloge de l'amour, du pardon et de la vie.



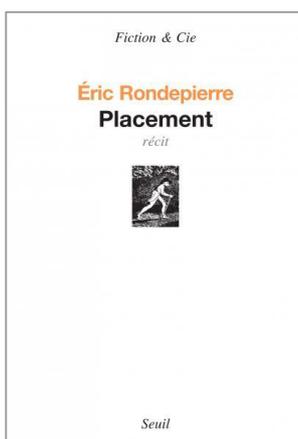
Louffok (Lyes), *Dans l'enfer des foyers : témoignage*, Paris, Flammarion, 2014, 264 p.

« On ne sait pas quoi faire de nous. Alors on nous déplace sans cesse. Nous sommes des enfants de l'Aide sociale à l'enfance. Des parents, nous n'en avons pas. Ou cassés, hors-service parental. Normalement, l'État est cet ami qui nous veut du bien, nous donne des parents d'appoint pour remplacer les nôtres. Normalement, l'enjeu, c'est notre bonheur. Mais nous sommes des cas sociaux : dans notre monde, « normalement » n'existe pas. Nous ne sommes que des dossiers plus ou moins épais, du papier corrompu à chiffonner et à jeter. À force, nous devenons des bêtes sauvages. Moi, j'ai décidé de me battre, de faire mentir les statistiques, de m'en sortir. C'est cet itinéraire à travers la violence que j'ai voulu raconter, pour en montrer les issues de secours. » Placé à sa naissance et ballotté pendant dix-huit ans de foyers en familles d'accueil, Lyes a traversé l'enfer des enfants livrés aux mains maladroites de l'État. Aujourd'hui, Lyes travaille pour le SAMU social.



Rachid (Jhon), L-Kim, *Comme on peut. 1 Grandir en foyer*, bande dessinée, Michel Lafon, 2019, 276 p.

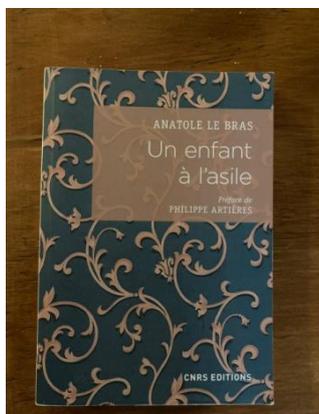
Dans cette première bande dessinée illustrée par le dessinateur Leni Malki, le youtubeur Jhon Rachid, né en 1984, raconte sa jeunesse en foyer près de Lyon à partir de l'âge de sept ans.



Rondepierre (Eric) , *Placement*, Paris, Seuil, 2008, 192 p.

Ce livre, fruit d'une enquête menée par l'auteur, retrace les premières années de la vie d'Éric Rondepierre, artiste, né en 1950 à Orléans. « Placé » par l'État français à l'âge de 11 ans dans un établissement de la banlieue parisienne. Le narrateur se souvient d'une enfance étrange et solitaire, ballottée entre une maison familiale à Neuilly et des chambres d'hôtel, autour de laquelle se dessine en filigrane un Paris disparu, celui des promenades en fiacre, des jeux d'enfants dans les jardins des Champs-Élysées, des cinémas permanents. Il décrit aussi, sobrement, les années de pensionnat, la pression des éducateurs, les voyages « organisés », les amitiés passagères, la résistance passive, les premières lectures. Une vie austère, sans ouverture sur l'extérieur - excepté les salles obscures où l'enfant et sa mère, lors des rares sorties, cherchent un divertissement. Et un jour, à 18 ans, partir.

Mineur-e-s en hôpital psychiatrique



Le Bras (Anatole), *Un enfant à l'asile : Vie de Paul Taesch (1874-1914)*, Paris, CRNS Edition, 2018, 297 p.

Mars 1896. Entre les murs de l'asile d'aliénés Saint-Athanase de Quimper, l'interné Paul Taesch, 22 ans, rédige son autobiographie. La découverte de ce document exceptionnel et émouvant, conservé dans son dossier de patient, a été le point de départ d'une incroyable enquête dans les archives. C'est le résultat de ce travail que présente ici Anatole Le Bras, composant un récit à plusieurs voix du destin de Paul Taesch.

Né en 1874 d'un père inconnu et d'une mère morte en couches, Paul est interné dès l'âge de 12 ans à la section pour enfants aliénés de Bicêtre.

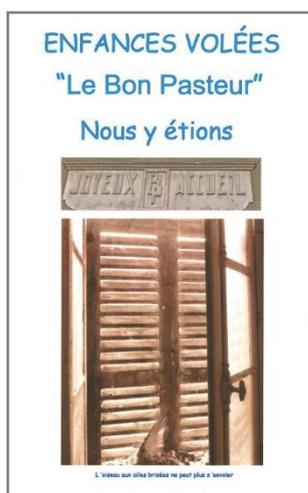
Diagnostiqué épileptique, débile, hystérique ou encore dégénéré, le voilà ballotté d'une institution à l'autre, entre Paris, Ville-Évrard et Quimper. Cet itinéraire de souffrance, de liberté volée, d'espoirs déçus, offre un éclairage saisissant sur la réalité asilaire à la fin du XIXe siècle.

Tenu à distance par sa famille, cerné entre la rigueur de l'enfermement et la misère qui le guette aux portes de l'institution, Paul défie pourtant l'autorité médicale en prétendant n'être qu'un simulateur et n'avoir jamais été malade. En confrontant son discours à celui des médecins et de sa famille, Anatole Le Bras rouvre le grand dossier de l'hystérie : quelle est la nature de cette étrange pathologie, à mi-chemin entre simulation et folie, qui justifie l'internement de cet enfant ?

En redonnant vie à la figure d'un jeune « anormal », Anatole Le Bras signe une étude majeure sur l'enfance aliénée au XIXe siècle et l'histoire de la psychiatrie du point de vue du patient.

Mineur-e-s en justice

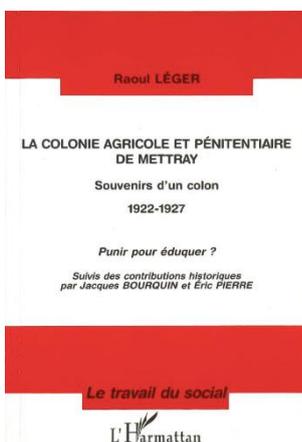
Une partie des présentations d'ouvrages ci-dessous est reprise de l'article de Jean-Jacques Yvrel, « Autobiographies de ceux qui n'écrivent pas », paru dans les *Cahiers dynamiques*, n°46, 2010, p. 100-103. Une autre partie a aussi été écrite par Danièle Brière pour le portail *Enfants en justice 19^e-21^e siècle* dans la [sous-rubrique « Témoignages d'anciens »](#).



Bodin-Bougelot (Michelle-Marie), *Enfances volées, Le Bon-Pasteur, nous y étions*, 2009.

Elles sont dix pensionnaires et une éducatrice stagiaire à témoigner sur ce que fut le fonctionnement des institutions religieuses (principalement les Bon Pasteur et les refuges) chargées de la rééducation et de la protection des jeunes filles placées en leur sein entre 1933 et 1969. Toutes dénoncent la brutalité d'un système de prise en charge basé sur l'enfermement, le silence, la prière et le travail. Derrière les hauts murs des institutions, les conditions de vie sont extrêmement rudes et le quotidien des jeunes filles se déroule dans le froid, la peur et la fatigue. Les propos de l'ouvrage se recourent et témoignent d'une souffrance commune et de sentiments de honte et de culpabilité constitutifs des

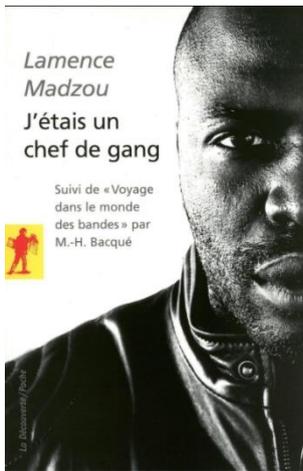
mauvais traitements (absence d'affection, de considération pour leur personne, punitions et propos humiliants) subis au quotidien. *Texte* : Danièle Brière



Léger (Raoul), *La Colonie agricole et pénitentiaire de Mettray. Souvenirs d'un colon 1922- 1927. Punir pour éduquer ?* (Suivi des contributions historiques de Jacques Bourquin et Éric Pierre), Paris, L'Harmattan, 1998, 176 p.

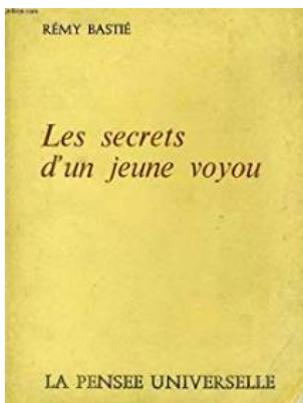
Sollicité comme témoin par un groupe d'historiens qui travaillaient sur l'histoire de Mettray, Raoul Léger qui séjourna dans la colonie de 1922 à 1927 en tant que pupille vicieux de l'Assistance Publique, proposa de coucher par écrit ses souvenirs. Si le Mettray de Raoul Léger est un peu différent du Mettray de Le Dano, de celui de Ker David et surtout de celui de Jean Genet, le caractère disciplinaire et impitoyable de la colonie tourangelle durant l'entre-deux-guerres

reste bien présent. *Texte* : Jean-Jacques Yvrel

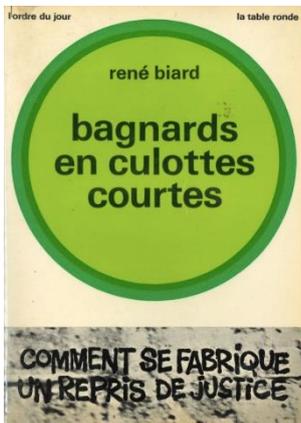


Madzou (Lamence), *J'étais un chef de gang*, Paris, La découverte, 2008-2009, 245p.

Lamence Madzou revient sur ses années passées à la tête du gang des "Fight boys". Il y raconte les événements qui l'ont amené à sombrer dans la délinquance puis la criminalité. Acteur de la "guerre de trois ans", qui défraie la chronique entre 1988 et 1991, opposant des bandes du nord et du sud de l'Île-de-France. Il prend ensuite part à des trafics de voitures, de drogue, des faits de racket... Il est incarcéré, puis expulsé vers le Congo en 1997 où il se voit confronté à la violence de la guerre civile en cours. Ce roman autobiographique donne à voir des réalités sociales toujours existantes telles que la violence des bandes.

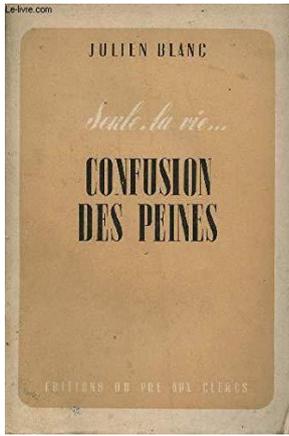


Bastié (Rémy), *Les secrets d'un voyou*, Paris, La pensée universelle, 1974.



Biard (René), *Bagnards en culottes courtes*, Paris, La table ronde, 1968

René Biard, otage de conflits familiaux, est placé à l'école Théophile-Roussel de Montesson en 1935 où il reste jusqu'en 1940. La liberté profite peu à cet « enfant de la guerre » qui est bientôt arrêté pour un vol de sac à main. Il est incarcéré dans le quartier pour mineurs de Fresnes avant d'être envoyé à Belle-Île-en-Mer puis à Saint-Maurice où il reste « jusqu'à la vingt-et-une ». Son CAP de menuisier ne le protège pas de la récidive. Il écrira un autre ouvrage sur son expérience de détenu adulte : *Mafia en taule*. Texte : Jean-Jacques Yvorel



Blanc (Julien), *Seule, la vie... Confusion des peines*, Paris, Editions du Pré aux Clercs, 1943, 263 p.

Né en 1908, Julien Blanc devient orphelin à l'âge de huit ans et est recueilli par une marraine aussi bigote qu'austère. Il entre à 14 ans au « Patronage Rollet » qui le place à plusieurs reprises chez des paysans à la campagne d'où il ne cesse de fuir. La suite de son parcours de révoltes se passe entre les petits métiers dans lesquels il ne peut rester en place, la prison et les engagements militaires. Cette autobiographie est complétée par deux autres tomes : *Joyeux, fais ton fourbi* (sur les bataillons disciplinaires en Afrique) et *Le Temps des hommes* (sur la guerre d'Espagne), publiés respectivement en 1947 et 1948.

Boissière (Lucien), « Enfance massacrée (Récit) », *Tribune de l'enfance*, 1966, n° 35, p. 37- 42 ; n° 36, p.49-55 ; n° 37, p. 44-53

Boissière (Lucien), « Souvenir de mon temps d'enfer (6 ans passés de 1916 à 1922 à la colonie agricole et pénitentiaire d'Auberive, *Tribune de l'enfance*, n° 122, mai 1975, p. 34-41.

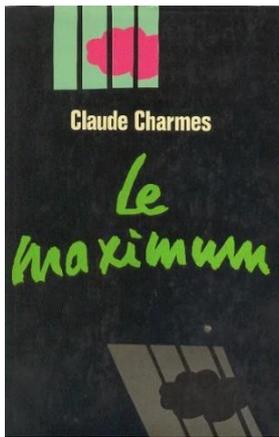
Bossy (Lucien), « *L'enfance dans les fers* », Paris, Librairie Critique, 1938.



Chapelain (Maurice), *Mémoires d'un voyou*, Paris, Grasset, 1972.

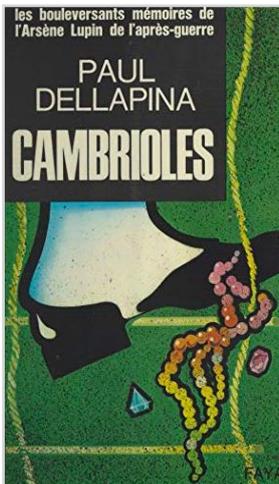
En 1940, c'est-à-dire à trente-quatre ans, j'avais entrepris de me débarrasser de mon enfance en la jetant dans un livre. Ni mes souvenirs, ni moi-même, n'étions sans doute assez mûrs pour que leur récolte me parut longtemps en valoir la peine. Peu satisfait de la forme que je leur donnais, conscient surtout de la banalité du propos, j'enfouis cela au fond d'un tiroir. Des cent pages alors écrites, j'ai extrait plus tard quelques morceaux, notamment la première partie du petit récit intitulé Simone, qui ont pris place dans la mosaïque de l'un ou l'autre de mes ouvrages. Ils eurent le bonheur d'y plaire, parfois plus que le reste, à qui je plais. Je les ai remis ici à leur place, dans leur forme primitive

et intégrale. J'écris donc d'abord pour grâce à qui mille souvenirs que je croyais perdus ont refait surface. Peut-être aussi fallait-il être devenu un vieux monsieur, pour avoir le courage de retendre la main au petit garçon abandonné autrefois. À trente-quatre ans, j'avais été stimulé par des vestiges de haine et je voulais régler leur compte aux miens. Aujourd'hui, non seulement j'obéis aux sollicitations de la tendresse, mais l'expérience que j'ai acquise m'incline à plus de compréhension, par-là d'indulgence, et je souhaite que les pages qui vont suivre, si cruelles, parfois, paraîtront-elles, soient de poésie autant que de vérité.



Charmes (Claude), *Le maximum, souvenirs recueillis par Jacques Perrier*, Paris, Stock, 1974, 239 p.

Claude Charmes est délaissé par sa mère et son beau-père. Il est placé à l'Ecole Théophile-Roussel de Montesson dont il ne cesse de fuguer. Il est ensuite envoyé à l'internat approprié de Chanteloup au moment (1945) où la toute nouvelle Éducation surveillée désigne pour réformer l'institution un couple d'enseignants : les Vincendon. « Dix-huit mois de détente, de jours heureux, sans histoires. Et pas une seule tentative d'évasion » écrit-il pour résumer cette expérience. Frappé par la limite d'âge et à nouveau rejeté par sa mère et son beau-père, il est envoyé à Aniane où il obtient un CAP de fraiseur. Jeune adulte, au cours d'un cambriolage, il commet un meurtre pour lequel il est condamné à mort. Sa peine commuée, il fait en prison, des études universitaires de droit et de sociologie. *Texte* : Jean-Jacques Yvorel



Dellapina (Paul), *Cambrioles*, Paris Fayard, 1972.

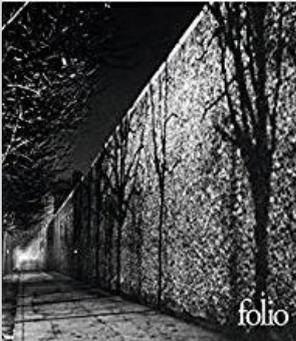
Paul Dellapina nous donne ici à lire sa tumultueuse autobiographie. Des séjours dans diverses institutions carcérales, telle qu'Aniane et Eysses dans ses jeunes années, et ses multiples évasions, cavales et cambriolages lui valent le surnom d'"Arsène Lupin de l'après-guerre".



Fayard (Jean), *Une enfance en enfer*, Paris, Le Cherche-Midi, 2003, 279 p.

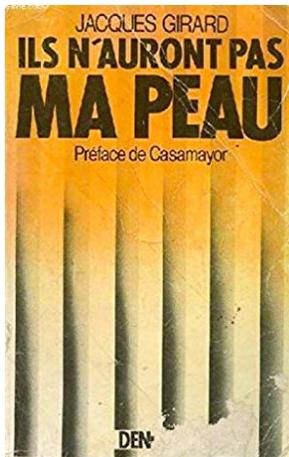
Jean Fayard, à la suite d'un petit vol, est envoyé en 1959 au Centre d'observation public de l'éducation surveillée (COPES) de Savigny-sur-Orge. Il ne cesse de fuguer pour rejoindre une mère qui pourtant le rejette sans ménagement. Orienté à l'IPES de Belle-Île-en-Mer, il donne de cette institution une vision qui relativise le mouvement de réforme engagé par l'Éducation surveillée à partir de 1945. *Texte* : Jean-Jacques Yvorel

Jean Genet
Miracle de la rose

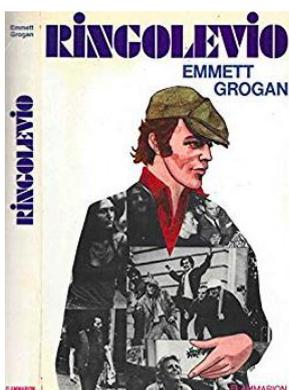


Genet (Jean), *Miracle de la rose*, Paris, Gallimard, 1946.

Jean Genet écrit ce roman semi-autobiographique alors qu'il est incarcéré à la prison de Fresnes. Il y évoque des souvenirs de son placement à la colonie pénitentiaire de Mettray qu'il mêle à ceux de la Maison Centrale de Fontevrault, où il n'est pourtant jamais allé. Il fait le récit de ses amours de jeunesse avec ses co-détenus, dont le souvenir se confond dans une mise en scène onirique.

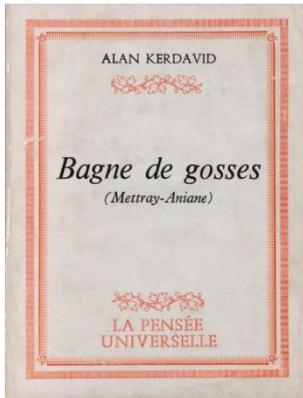


Girard (Jacques), *Ils n'auront pas ma peau*, Paris, Denoël, 1975



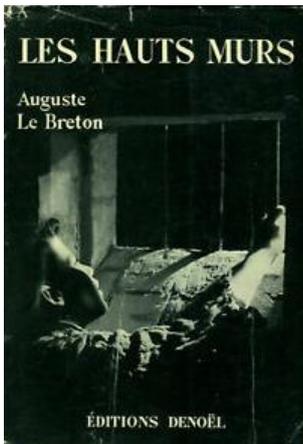
Grogan (Emmett), *Ringolevio*, Paris, Flammarion, 1973.

Emmett Grogan est né à New York en 1947. Il consomme de l'héroïne dès ses 13 ans, organise des cambriolages à 15 ans et part pour l'Europe à 17 ans après un bref passage en prison. Il voyage, passe par Paris, les Alpes, l'Italie, puis gagne Dublin où il s'engage dans l'IRA. De retour aux États-Unis il s'installe à San Francisco où il fonde avec des amis le groupe des Diggers. Il décède d'une overdose en 1978. Cette autobiographie est celle d'une figure majeure de la contre-culture américaine.



Ker David (Alan), *Bagne de gosses (Mettray-Aniane)*, Paris, La Pensée Universelle, 1978, 93p.

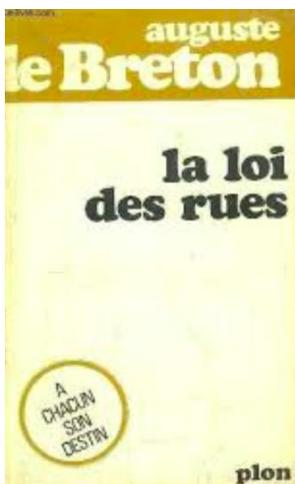
Une horrible virago comme belle-mère, une fugue, un vol de nourriture et de vélo et Alan Ker David se retrouve à Mettray en 1932. Évasions et rébellions le conduisent à Aniane, la plus « dure » des colonies après Eysse « le terminal ». Un témoignage accablant, publié à compte d'auteur. *Texte* : Jean-Jacques Yvorel



Le Breton (Auguste), *Les Hauts murs*, Paris, Denoël, 1954 (compte-rendu dans *Liaisons*, n°11, juin 1954, p.20).

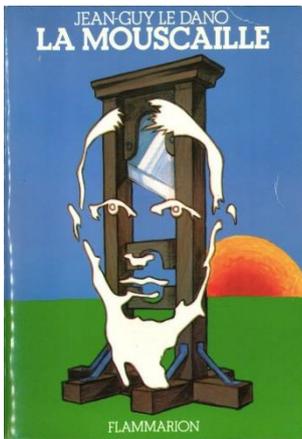
Sous le pseudonyme littéraire d'Auguste Le Breton, Auguste Montfort (1913-1999) raconte son vécu en maison de correction.

A 14 ans, Yves Tréguier est chassé d'un orphelinat pour fils de tués de la guerre de 1914-1918 (où déjà les punitions corporelles sont monnaies courantes) et son tuteur exige qu'il soit placé dans une maison d'éducation surveillée. Il en sortira deux ans plus tard, condamné pour tentative de meurtre à la colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité. Deux ans derrière les « hauts murs », c'est ce que raconte ce livre, deux ans de souffrance, de mauvais traitements, d'injustices, de violences qui font d'un adolescent un candidat au crime. Deux ans d'apprentissage de la vie qui est un apprentissage de la peur et de la haine. Deux ans de solitude avec la seule consolation d'une amitié. C'est un livre dur, sans concession, un témoignage et un avertissement que le célèbre auteur du Rififi chez les hommes nous donne ici. Personne ne pourra le lire sans en être bouleversé.



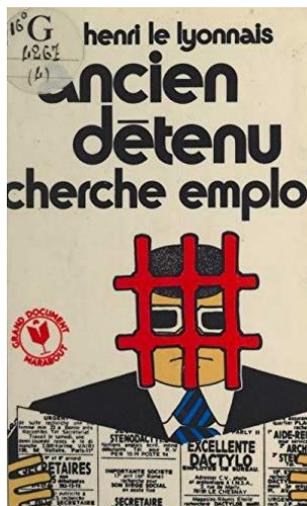
Le Breton (Auguste), *La loi des rues*, Paris, Plon, 1967, 317 p.

La loi des rues est la seconde partie de *Les Hauts murs*. Auguste Le Breton reprend son histoire à l'endroit où il s'était arrêté, son évasion de la maison de correction. Il gagne Paris où il exerce différents métiers. Il raconte sa rencontre avec des trafiquants et son apprentissage de "la loi des rues".



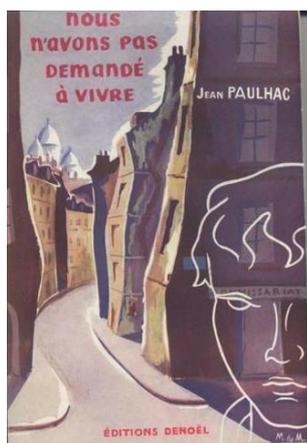
Le Dano (Jean-Guy), *La Mouscaille* », Paris, Flammarion, 1973, 325p.

En 1946, Le Dano est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Auparavant, durant l'entre-deux-guerres, ce pupille de l'assistance a été envoyé à Mettray car « il est sorti se promener en ville à diverses reprises malgré l'interdiction ». Il s'évade de cet enfer et connaît alors un parcours d'exclusion qui le conduit dans les colonies de Saint-Hilaire, d'Aniane où il participe à deux révoltes et enfin à la colonie correctionnelle d'Eysses, le tout entrecoupé de séjours dans les prisons de Tours, Saumur et Montpellier. Le trajet de Le Dano illustre bien les processus de marginalisation et d'exclusion que les institutions destinées normalement à l'insertion peuvent engendrer. *Texte* : Jean-Jacques Yvorel



Le Lyonnais (Henri), *Ancien détenu cherche emploi*, Editions du jour, 1974.

Lorsque Henry Le Lyonnais publie son ouvrage autobiographique il a 44 ans et a passé 30 ans de sa vie en prison. Cet ouvrage est un temps d'interrogation sur sa condition d'ex-détenu, de sa réinsertion dans le monde du travail semblant quasi-impossible. Il questionne les conditions de vie des détenus et plus généralement l'état de l'univers carcéral.



Paulhac (Jean), *Nous n'avons pas demandé à vivre*, Paris, Denoël, 1954 (compte-rendu dans *Liaisons*, n°11, juin 1954, p.20.

Feuilleton publié dans l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*.

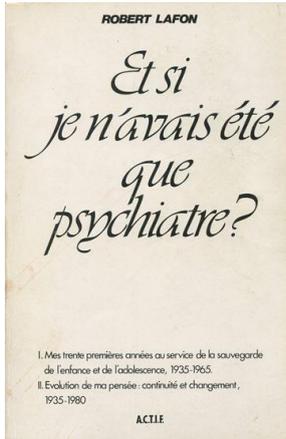


Sarrazin (Albertine), *L'astragale*, Jean-Jacques Pauvert, 1965.

Cet ouvrage autobiographique raconte l'évasion d'Albertine Sarrazin de la prison-école de Doullens en 1957. En passant le mur d'enceinte de la prison Albertine chute et se fracture un petit os du pied, l'astragale. Elle est aidée par un automobiliste, Julien Sarrazin, lui aussi en cavale. Elle fait le récit de leur périple de planque en planque. De la même auteure, nous pouvons également lire *La crèche*, quatre nouvelles écrites entre 1962 et 1963, *La cavale*, narrant l'histoire d'Anick qui en prison n'a qu'une idée en tête : s'évader pour retrouver Zizi et l'épouser. Ce dernier pourtant souhaite pouvoir vivre leur amour librement, sans avoir à être en perpétuelle cavale. Sous ces deux noms c'est l'histoire d'Albertine

et de Julien Sarrazin que l'auteure nous donne à lire.

Psychiatres



Lafon (Robert), *Et si je n'avais été que psychiatre ? I. Mes trente premières années au service de la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, 1935-1965. II. Évolution de ma pensée, continuité et changement, 1935-1980*, Éditions A.C.T.I.F., 1980, 518 p.

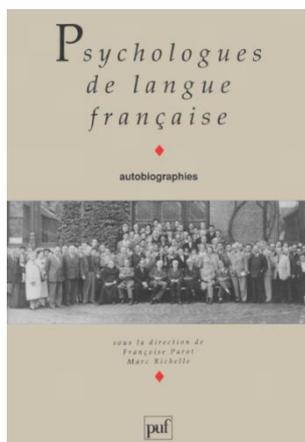
Robert Lafon fait ses études et sa carrière universitaire à la faculté de médecine de Montpellier ainsi que dans les hôpitaux de Montpellier. De 1952 à 1975 il est professeur titulaire de la chaire de clinique des maladies mentales et nerveuses et chef du service de neuropsychiatrie de l'enfant. Dès 1935 son intérêt se porte sur les champs de la pédopsychiatrie et de la psychiatrie sociale. À partir de 1942 il est à l'origine de la création de plusieurs institutions et services consacrés à l'enfance inadaptée ainsi que d'un centre de formation pour éducateurs spécialisés. En 1948 il contribue à la fondation de l'Union Nationale des Associations Régionales pour la Sauvegarde de l'Enfance. En 1956 il crée l'Union Mondiale des Organismes de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence qu'il préside jusqu'en 1979. Son ouvrage revient en détail sur ses multiples engagements associatifs et les travaux scientifiques qu'il a mené.



Tomkiewicz (Stanislas), *C'est la lutte finale etc.*, Paris, La Martinière, 2003, 300 p.

Stanislas Tomkiewicz dit « Tom » était un psychiatre spécialiste de l'enfance, de l'adolescence et des violences institutionnelles. Cet ouvrage est le deuxième volet de son autobiographie. Il y raconte son adolescence dans le ghetto de Varsovie, son engagement renouvelé jusqu'en 1971 au Parti communiste français, sa lutte contre tout type d'oppressions... Ce livre raconte l'histoire d'un militant plongé dans le cours de l'histoire du XXème siècle sans, pour autant, jamais se départir de son humour.

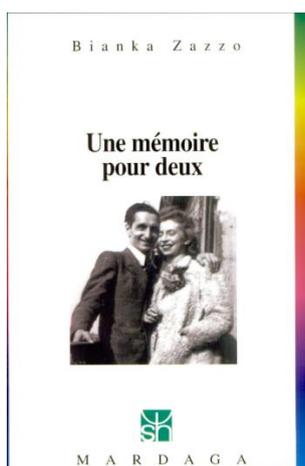
Psychologues



« Hélène Gratiot-Alphandéry », « René Zazzo », dans : Parot (Françoise), Richelle (Marc), *Psychologues de langue française*, Presses Universitaires de France, 1992. Disponible en version numérique sur la plateforme Cairn.

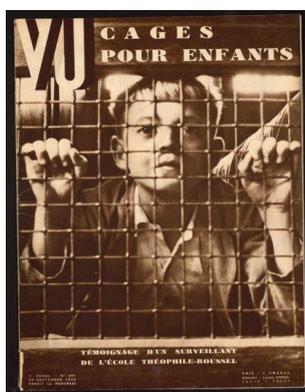
L'ouvrage de Françoise Parot et Marc Richelle est une compilation de récits autobiographiques de psychologues. Hélène Gratiot-Alphandéry et René Zazzo, tous deux spécialistes de la psychologie de l'enfance et collaborateurs d'Henri Wallon, nous donnent à lire leurs trajectoires scientifiques respectives. Les carrières scientifiques de ces deux psychologues sont riches des apports du monde universitaire et de leurs activités cliniques. Leurs mises en récits apportent des éléments de compréhension sur le développement de la psychologie de

l'enfance au XX^e siècle.



Zazzo (Bianka), *Une mémoire pour deux*, Éditions Mardaga, 2000, 188 p.

Bianka Zazzo est une éminente psychologue scolaire et du développement. Elle est l'épouse de René Zazzo avec lequel elle collabore. Elle rédige cet ouvrage après le décès de son mari. Elle y aborde des pans de leur vie professionnelle et privée. Elle retrace notamment leurs engagements politiques pendant la seconde Guerre mondiale dans la Résistance.



Zazzo (René), « Cages pour enfants : témoignage d'un surveillant de l'école Théophile-Roussel », *Vu*, 1934, 5 p.

Elève d'Henri Wallon, René Zazzo (1910-1995), étudiant en philosophie, est embauché quelques mois comme surveillant à l'École Théophile-Roussel de Montesson. Dans cet article illustré de photographies qu'il a lui-même prises, René Zazzo fustige le régime disciplinaire quasi militaire de l'établissement, l'incompétence du corps enseignant, les coups de poing et les gifles sur les enfants de la part de certains maîtres et surveillants, les punitions collectives, le règne de la délation, les corvées ménagères, la censure des correspondances,

les dortoirs pourvus de « cages à poules » où dorment les jeunes. Le document est en ligne [sur le site Criminocorpus](#).

Index des personnes témoins

- Abbadie d'Arrast (Anna d'), 93
Alloing (Pierre), 110
Amadiou (Pierre), 33
Anonyme, 67, 70, 75, 76
Ardouvin (Odette), 21
Ardouvin (Robert), 84
Assante (Vincent), 109
Assathiany (Roland), 84, 99
Astruc (Françoise), 110
Auburtin (Marie Jo), 33
Audouard (Marie-Jo), 127
Auger (Sylviane), 103
Autheville (Geneviève d'), 67
Auvray-Rocher (Jeanne), 67
Bailly (Rachel), 25
Baron (Gérard), 25
Barrère (Jean), 50, 110
Barthélémy (abbé Edmond), 45
Bastide (Catherine), 109
Bastie (Rémy), 152
Battut (Edith), 67
Bauer (Monique), 33, 110
Bechet (Jean-Michel), 41
Béchillon (Catherine de), née Lang, 114, 121, 122
Bégué (Jean), 41, 110
Belliard (Camille), 140
Bello (Roger), 106, 110
Bériot (Yves), 110, 128
Berland (Guy), 110
Bernard (Audie), 78
Bernier (Aïsha), 148
Bernier (Jean-Claude), 36
Berthet (Raymond), 81
Berthier (Jacques), 7
Berthy (Angèle), 128
Bertier (Rémi), 110
Berton *Mme*, 68
Bertrand (Paul), 110, 128
Besse (Monique), 128
Bézier (Marcelle), 113
Biard (René), 152
Bidou (Hubert), 42
Billy (Yvon de), 109
Blanc (Julien), 153
Bloch-Lainé (François), 84
Blouin (Francis), 30
Bodin-Bougelot (Michelle-Marie), 151
Boissière (Lucien), 153
Bonnafé (Lucien), 84
Bonnemason (Bernard), 110
Bonnet-Scherrer (Nina), 68
Boos (Suzanne), sœur Marie Bernard, 111
Boroy (Annie), 146
Bossy (Lucien), 153
Both (Denise), 110
Botta (Jean-Marc), 112
Bougé (Yvonne), 68, 122
Bouju (Martine), 140
Boulinier (Paul), 108
Bouloin (Jacques), 104
Bourgain (Marius), 111
Bourquin (Jacques), 110
Bréhéret (André), 110
Brun (Bernard), 104
Brunel (Jean), 136
Buselli (Michel), 53
Buttice (Mario), 129
Cadiere (Joël), 8
Calvez (Gwénoélé), 26
Calvez (Roland), 42
Capelain (Bernard), 36
Capul (Maurice), 115
Caratti (Michel), 54
Cartry (Jean), 129
Casali (Louis), 30, 99, 115
Catteau (Michèle), 30
Cavallo (Joseph), 51
Ceccaldi (Dominique), 84
Chaillou (Philippe), 145
Chalude (Josette), 109
Champarnaud (Roger), 78
Chapelain (Maurice), 153
Charles (François), 85
Charmes (Claude), 154
Charrier (Yves), 130
Chaurand (André), 85
Chauvel (Isabelle), 33
Chauvière (Michel), 45
Chavelou, 68
Chazal (Jean), 78, 85
Chemarin (Yves), 85
Cheminée (Lucie), 68
Chéné (Marie-Renée), 69
Cheroutre (Marie-Thérèse), 109
Chevillotte (Jeanne), 42
Chosson (Jean-François), 107
Claudel (Michel), 34
Collard (Jo Marie), 9
Collignon (Jean), 86
Colombani (Dominique), 104, 107
Combes (Christiane), 63
Combes (Maurice), 63
Compagnon (Françoise), 42
Compagnon (Pierre), 42
Cormier (Gilbert), 106
Costa (Jean-Louis), 78
Courbeyre (Jean), 146
Courtois (René), 81, 105
Crapuchet (Simone), 69, 119
Danan (Alexis), 143
Danguy (Marie-Louise), 94
Danjou (Henri), 143
Danton (Nicole), 110
Danton (Yvon), 110

David-Lefebvre (Marie-Blanche), 30, 99
 Decome (Marcelle), 117
 Delacommune (Christine), 94
 Delamarre, 94, 95
 Delapierre (Gilbert), 10
 Delaunay (Alice), 86
 Deligny (Fernand), 140, 141
 Dellapina (Paul), 154
 Delles (Jean), 117
 Delmas (Michel), 23
 Demetz (Edith), 45, 115
 Deniot Mme, 69
 Denis, Père, 117
 Deschamps (Fanny), 144
 Desmaret, 86
 Desmergers (Alain), 45
 Desmottes (Georges), 86
 Desplanques (François), 55
 Despréaux (Françoise), 42
 Dessertine (André), 109
 Digue (Colette), 34
 Dorel (Bernard), 10
 Dréano (Guy), 43, 110, 115
 Drecq (Guy), 110
 Dron (Joël), 33
 Dubois (Claude), 56
 Dubouloz (Bruno), 63
 Duchez (Gilbert), 110
 Duchler (Odile), 104
 Dumas (Claire), 136
 Dupeyrat (Elisabeth), 122, 123
 Dupied (Daniel), 26
 Dupuy (Michel), 56
 Duquesne (Colette), 123
 Durand (Xavier), 110
 Durey (Bernard), 87, 110
 Durieux (Robert), 43
 Durousset (Adrien), 148
 Dury (Antoine), 136
 Dutey (Guy), 110, 112, 136
 Duval Mlle, 69
 Ehrhard (Denise), 111
 Ehrhard (Marc), 41, 89, 109, 115
 Ellul (Jacques), 130
 Ernst (Georges), 137
 Escazaux (Claude), 87
 Esquerré (Yvonne), 141
 Evangéline, 30
 Faust (Jean), 110
 Fayard (Jean), 154
 Fayol-Noireterre (Jean-Marie), 11
 Ferrand (Jean-Claude), 110
 Ferrer (André), 12, 130
 Flaschner (Frédéric), 33
 Fleury (Daniel), 104
 Fouché (Suzanne), 70, 146
 Foulon-Ropars (Louise), 70
 Francisod (Francise), 110
 Franzi (Janine), 111
 Frezouls, 78
 Fritsch Mlle, 70
 Fustier (Paul), 13, 112
 Gauneau (Jacques), 99, 110
 Gauneau (Paule), 57
 Gauthier (Pierre), 48
 Genet (Jean), 155
 Gérard Mme, 70
 Gilbert (Guy), 130, 131
 Gilles (Jean-Gabriel), 50
 Gilletta de Saint Joseph (Monique), 58
 Ginger (Serge), 110
 Ginisty (Bernard), 87
 Girard (Jacques), 155
 Girard (Marinette), 14
 Girard (Victor), 40, 100, 110
 Girard-Buttoz (François), 110, 111, 115
 Girard-Buttoz (Geneviève), 111
 Giraud *Soeur*, 111
 Gire (Jean), 111
 Giry (Bernard), 59
 Gonnet (H.), *Mme*, 70
 Gorrillot (Olivier), 43, 111, 131
 Gosselin (Jean), 96
 Gounot (Emma), 21
 Gratiot-Alphandéry (Hélène), 100, 160
 Grogan (Emmett), 155
 Grosse (sœur Martine), 111
 Guénard (Tim), 148
 Guérin-Desjardin (Jacques), 78, 87
 Guerrand (Roger-Henri), 94
 Guerrin (Paul), 59
 Guezennec (Guy), 26
 Guichet (Claude), 103
 Guitton (René), 87
 Guyomarc'h (Jacques), 30, 115
 Harel (Vincent), 33
 Harmand (Marie-Paule), 34
 Hassler (Jean), 110
 Hennemann (Michel), 33
 Henon *Mlle*, 95
 Henri (Alain-Noël), 14, 112
 Henry, 78
 Henry (Eric), 33
 Herbert-Pain (Jacques), 106
 Hermange (Camille), 88, 109
 Hervo (Jean-Michel), 60
 Hornuss (Claude), 43, 88
 Hubert (Jean), 137
 Hubsch (Didier), 15
 Huot (Jean-Marie), 22
 Hurtado (Ysabel de), 70, 123
 Ighillarba, 106
 Izarn (Anne-Marie), 34
 Jacob (L.), 71
 Jacquemin, *Mme*, 71
 Jalabert, *Mme*, 71
 Joubrel (Henri), 79, 88, 144
 Jovignot (Etienne), 110, 112
 Kegler (Henri), 47, 89, 110
 Kerdavid (Alan), 156
 Kermoal (François), 110
 Kolm *Madame*, 89
 Lacapère (Simonne), 141
 Ladsous (Jacques), 40, 89, 110, 131
 Lafon (Robert), 89, 159
 Laignel (Michel), 44

Lalire (Marguerite), 111
 Lalire (Marie-Cécile), 111
 Lalire (Pierre), 23, 110, 112
 Lambeaux (Serge), 44
 Lancrenon (Anne), 112
 Lang (Jean-Louis), 89
 Lannier, *Mlle*, 71
 Lapauw (Régis), 111
 Lapparent (Henri de), 90
 Larbaud (Renée), 44, 97, 108
 Larès-Yoël (Micheline), 147
 Lathuile, *Mme*, 71
 Laurent (Albert), 137
 Lavergne (Michel), 36
 Le Bouédec (Jeannette), 26
 Le Bras (Anatole), 150
 Le Breton (Auguste), 156
 Le Dano (Jean-Guy), 157
 Le Foll (Aimé), 110
 Le Formal (Adrien), 27
 Le Guenn (André), 27
 Le Lyonnais (Henri), 157
 Leblanc, *Mme*, 71
 Lebovici (Serge), 120
 Lebreton (Jacques), 27
 Lebreton (Paul), 31
 Léger (Raoul), 103
 Léger (Raoul), 151
 Lehmann (Henri), 34, 110
 Lelièvre (Jeanne-Marie), 30
 Lelièvre (Paul), 30, 110
 Lemay (Michel), 27
 Lenoir (René), 90
 Leréverend, 105
 Lerussi (Alain), 52
 Lespagnol (François), 36
 Levacher (Jacques), 104
 Lévy (Michel), 109
 Lhotte (Céline), 123, 124
 Loosfeld (Jacques), 37
 Louffok (Lyes), 149
 Lucas (Christian), 132
 Lutz (Paul), 79, 82, 90, 128
 Madzou (Lamence), 152
 Mainguy (Claude), 110
 Mainguy (Colette), 28, 110
 Maléfant (Yann), 28, 30, 110
 Marie Bernard (sœur), 111
 Marie-Christine, Sœur à Saint-Cyr, 30
 Marie-Thérèse, Sœur à Saint-Cyr, 30
 Martin (Marie-Aline), 16
 Marty (Françoise), 100
 Massard (Louise), 17
 Mathieu (Jacqueline), 111
 Mathieu (Robert), 132
 Mattéi, 72
 Maurey (Christine), 124
 Mazé (Jacques), 97, 99, 110
 Mendiboure (Pierre), 110
 Merle (Roger), 107
 Michard (Henri), 79, 90, 98
 Milan, *Mlle*, 72
 Mipe (Jacques) Voir Puzin (Marcel)
 Miquel (Marie-Claude), 117
 Moinet, *Mlle*, 72
 Mojon, *Mlle*, 72
 Monello (Philippe), 110
 Monneaud *Mlle*, 95
 Monneret, 111
 Montclair (Bernard), 110, 132
 Montaufray (Yves), 110
 Moret, 79
 Morinière (Geneviève), 95
 Morlet (Maurice), 28
 Motte, 111
 Motte (H.), 111
 Nader (Laurent), 30
 Naegelen (Hélène), 72
 Neff (Marcel), 44
 Néry (Monique), 79
 Neu (Abbé Jacques), 35
 Nivet (Marc), 110
 Noailles (Simone), 110
 Noël (Geneviève), 72
 Normand, Abbé, 28
 Ober (Marily), 111
 Odin (Michel), 18
 Odot (Dominique), 29
 Oraison, *Mlle*, 73
 Padovani (Jacques), 18
 Pagat (Maurice), 95
 Pages, *Mlle*, 73
 Pahud (Claude), 112
 Pallard (Vincent), 133
 Parent (Dr Patrick), 37
 Paulhac (Jean), 157
 Péchabrier (Madeleine), 91
 Pécriaux (Christiane), 139
 Peinier (Jean-Pierre), 30
 Pelloux (J.), *Mlle*, 73
 Peltier (Th.), 73
 Pepin (A.), 73
 Perlès (Jacqueline), *Mme*, 73
 Perrin (Simone), 74
 Perroni (Madeleine), 73
 Perrot (Abel), 82
 Pesez (Gérard), 37, 111
 Pezzali (Jean), 61
 Pichon (Robert), 30
 Pierre (Jeanine), 117
 Pierron (Jean), 110, 133
 Pigani (Marcella), 111
 Pigani (Pierre), 111
 Pinaud (Jean), 91
 Piriou (Odette), 29
 Plesent (Charlotte), 74
 Plisson (Odile), 124
 Poinso-Chapuis (Germaine), 91
 Polle (Pierre), 110, 111
 Prigent (Robert), 91
 Provot (Denise), 35
 Prudhomme (Madeleine), 125
 Puzin (Marcel), 145
 Quentric (Jean), 61
 Rabo (Jean-Marie), 110, 111
 Rabo (Odette), 110

Rachid (Jhon), 149
 Rain (Emmanuel), 92
 Rambaud (Marthe), née Richard, 74
 Ratier (Jean-Jacques), 102, 103, 107
 Raymond (Melisande), 19
 Reisnick-Weisbecker (Yvette), 35
 Reymond (Georges), 111
 Reyns (Dr Michel), 37
 Ricco (Pierre), 132
 Richard (Françoise), 22
 Richard (Jean-Noël), 138
 Riehl (Dominique), 79
 Riffier (Roger), 30
 Rimaire (François), 133
 Rochereau Rivière (Martine), 125
 Rolin (François), 37
 Rondepierre (Eric), 149
 Rose (Jean-Pierre), 38
 Rougier (Bruno), 134
 Rouillon (Gilbert), 48, 110
 Roux (Frédérique), 134
 Royer (Jean), 20, 100
 Saint-Macary (Marie-Jo), 107
 Saint-Martin (Philippe), 110
 Salomon (Georges-Michel), 119
 Samuel (Vivette), 125
 Sarrazin (Albertine), 158
 Scapucci Reboul de Barry (Adèle), 64
 Schmitt (M.-Th.), 74
 Schwartz (Bertrand), 100
 Schwob (Odette), 74
 Segond (Pierre), 105
 Seidel (Jacques), 79
 Selosse (Jacques), 79, 110, 115
 Serrand (Roger), 29, 134
 Simon (Jean-Luc), 110
 Sinoir (Guy), 98
 Sivadon (Jane), 75
 Sœurs de la Croix, 35
 Soubeyrat (Alexandre), 110
 Staquet (René), 38
 Sudre (Jean-Pierre), 30
 Sultan (Catherine), 145
 Tabet (Annick), 20
 Tack (abbé Jean), 38, 111
 Tassous (Marie-Paule), 111
 Teitgen (Pierre-Henri), 79
 Théry (Henri), 92
 Thomassin (Cécile), 68
 Thro (Jeanne), 75
 Tisserand (Pierre), 38
 Tomkiewicz (Stanislas), 159
 Tournier (M.-L.), 75
 Traber (Huguette), 135
 Traber (Jean), 135
 Trannoy (André), 147
 Trastour (Guy), 44
 Trentia, 82
 Tribolati (Madeleine), 95
 Trublet (Colette), 135
 Uber (Elisabeth), 75
 Ughetto (Jean), 92, 110, 135
 Vaillant (Maryse), 137
 Valentin (Paul), 35
 Vallejo (André), 30
 Van Cauwenberghe (Paulette), 38
 Van der Stegen (Eric), 112
 Veirmant (Guy), 29
 Ventré, 102
 Ventré (Victor), 79
 Vergnaud (Anne), 62
 Vergnes (Charlotte), 75
 Vialle (François), 112
 Vibert-Vichet (Roger), 103, 104, 105
 Villier (Joseph), 80
 Vilmore (Christian), 138
 Vinas (Jacques), 16
 Vincendon (Louise), 142
 Viviand (Elise), 126
 Wecxsteen (Philippe), 39
 Weisbecker (Yvette), 142
 Weller (Ch.), 111
 Weyd (Paule-Marie), 126
 Wiert (Germain), 39, 110, 111
 Wirth (Annette), 35
 Wirth (Roland), 35
 Zazzo (Bianka), 160
 Zazzo (René), 160

Table des matières

Sommaire	2
Introduction du volume 2	4
Signalétique du volume 2.....	6
Première partie : Les collectes territoriales	7
Auvergne Rhône-Alpes	7
Délégation CNAHES Auvergne Rhône-Alpes.....	7
Bourgogne-Franche-Comté	23
Délégation CNAHES Bourgogne-Franche-Comté	23
Bretagne	25
Délégation CNAHES Bretagne.....	25
Pierrick Guinard, réalisateur	30
Centre Val-de-Loire	31
Délégation CNAHES Centre Val de Loire.....	31
Grand-Est.....	33
Délégation CNAHES Grand-Est	33
Hauts-de-France.....	36
Délégation CNAHES Hauts-de-France.....	36
Ile-de-France	40
Archives départementales du Val-de-Marne.....	40
Délégation CNAHES Ile-de-France	40
IRTS Paris Ile-de-France.....	45
Normandie.....	47
Bernard Montclair	47
Occitanie.....	48
Délégation CNAHES Occitanie.....	48
Pays-de-La-Loire	50
Archives départementales de Maine-et-Loire	50
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	51
Archives départementales des Bouches-du-Rhône.....	51
Délégation CNAHES Provence-Alpes-Côte-d'Azur.....	53

Deuxième partie : Les collectes nationales	65
Deux campagnes collectives fondatrices.....	65
« Histoire du service social et de l'action sociale » (collecte 1976-1980)	65
« La naissance de l'Education surveillée 1935-1950 » (collecte 1979-1981)	76
Les collectes de chercheurs	81
Jacques Bourquin.....	81
Michel Chauvière.....	83
Christine Garcette	93
Mathias Gardet.....	96
Joseph Pineau et Gilbert Tortelier	97
Françoise Tétard	98
Les collectes d'associations d'histoire.....	102
AH-PJM.....	102
ALTER	108
CNAHES	110
GREHSS.....	112
Les collectes d'associations représentatives des professions et formations sociales	114
Association nationale des assistants de service social (ANAS)	114
Comité d'entente des écoles et centres de formation d'éducateurs spécialisés (CEE/CFES)	115
Confédération française des professions sociales (CFPS)	115
Les collectes de vidéastes.....	116
Michel Basdevant.....	116
Jean-Yves Dagnet.....	119
Astrid Fontaine et Christophe Genre (association LRSH)	119
Pierrick Guinard.....	119
Monique Saladin et Alain Casanova (association DID)	120
Ludovic Tac et Corinne Bondu - Passage d'images	121
 Troisième partie : Autobiographies, récits de vie et d'expériences	 122
Assistant-e-s de service social	122
Éducateur-trice-s spécialisé-e-s	127
Educateur-trice-s de justice.....	136
Infirmier-ère-s.....	139
Instituteur-trice-s, éducateur-trice-s scolaires	140
Journalistes, chroniqueurs-euses	143

Magistrat-e-s de la jeunesse	145
Militant-e-s du secteur du handicap.....	146
Mineur-e-s de l'Aide sociale à l'enfance.....	148
Mineur-e-s en hôpital psychiatrique.....	150
Mineur-e-s en justice	151
Psychiatres	159
Psychologues	160
Index des personnes témoins.....	161
Table des matières.....	165